



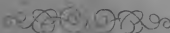






DE  
**LA LITTÉRATURE**  
**RÉVOLUTIONNAIRE**

PAR  
**LERMINIER.**



**BRUXELLES.**

**MELINE, CANS ET C<sup>ie</sup>, LIBR.-ÉDITEURS.**

**7 IVOURNE.**

**LEIPZIG.**

**MÊME MAISON.**

**J. P. MELINE.**

**1850**



8.8.86

DE

# LA LITTÉRATURE

## RÉVOLUTIONNAIRE

PAR

**LERMINIER.**



**BRUXELLES.**

**MELINE, CANS ET C<sup>ie</sup>, LIB.-ÉDITEURS.**

|                  |  |                 |
|------------------|--|-----------------|
| <b>LIVOURNE.</b> |  | <b>LEIPZIG.</b> |
| MÊME MAISON      |  | J. P. MELINE.   |

1850



DE

**LA LITTÉRATURE**

**RÉVOLUTIONNAIRE.**

---

Imprimerie de J. Sticnon.

# I

C'est un étrange spectacle que l'intrépidité avec laquelle certains hommes et certaines coteries se décernent de leurs propres mains la gloire et l'immortalité. Même leur présomption semble augmenter en raison des résistances que l'opinion lui oppose. Autrefois on ne glorifiait par l'apothéose les premiers empereurs romains que lorsqu'ils étaient morts : c'était du haut de leur bûcher qu'on faisait partir un aigle qui portait, disait-on, dans les cieux l'âme du prince. Aujourd'hui l'apothéose

de certains hommes a lieu de leur vivant ; eux-mêmes se font dieux , et s'ils daignent encore rester parmi nous il ne faut pas moins les tenir pour des immortels dépaysés.

Ne serait-il pas temps de réduire à leur juste valeur ces exagérations audacieuses , ces folles outrecuidances par lesquelles on entreprend d'emporter de vive force notre admiration et nos suffrages ? Notre intention n'est pas de méconnaître le talent quand il est réel , de nier l'éclat dont brille dans certaines parties la littérature contemporaine ; mais nous voudrions en signaler avec une impartiale sévérité les égarements et les taches.

Il y a d'ailleurs aux tristes écarts qui n'affligent que trop souvent la raison et le goût , des causes générales qui expliquent beaucoup de scandales et d'excès. Sans doute si les hommes étaient plus forts , s'ils avaient en réalité cette puissance d'esprit dont ils se targuent , ils résisteraient au torrent ; mais enfin il est juste de constater l'impétueuse intensité du flot qui les emporte : de cette façon nous les trouverons à la fois plus vulgaires et moins coupables.

Lorsqu'à la fin du dix-septième siècle , la gloire si multiple du règne de Louis XIV eut

atteint son apogée, on peut dire qu'une grande question fut agitée dans les conseils de la Providence. A qui appartiendrait l'avenir de la France ? Au génie des réformes ou au génie des révolutions ? Pour se régénérer elle-même, pour s'ouvrir de nouvelles destinées, la monarchie semblait avoir à sa disposition de précieuses ressources et de puissants moyens : une nombreuse lignée royale, une élite d'esprits politiques dont Fénelon était le chef, et qui se réunissaient dans la même pensée d'améliorations et de changements nécessaires. Si le duc de Bourgogne eût régné avec son illustre précepteur pour premier ministre, il est hors de doute que le gouvernement royal eût entrepris des réformes qui eussent donné aux affaires et aux destinées de la France un tout autre tour. Mais le cours naturel des choses fut interrompu violemment. Au lieu du règne du duc de Bourgogne, la France eut la régence de Philippe d'Orléans, et par une autre et non moins amère ironie du sort, le fils du plus chaste des princes, de l'élève de Fénelon, fut Louis XV.

Pendant le dix-huitième siècle, le gouvernement de la monarchie fut régulier, point oppressif, mais routinier et sans initiative. Il laissa couler le temps sans en profiter.

Or, pendant que le génie des réformes était ainsi tenu dans une dangereuse et irréparable oisiveté, le génie des révolutions s'éveillait. Il eut la singulière fortune de grandir, de se développer, non-seulement sans effrayer personne, mais en se faisant aimer de la plupart de ceux dont il devait bouleverser l'existence. Grands seigneurs et nobles dames en raffolèrent. Purement théorique, exclusivement littéraire, s'il s'occupait du bonheur des peuples, c'était aux rois qu'il demandait de le faire.

Cette attitude des écrivains, cette mission qu'ils se décernèrent produisirent une littérature qui eut de brillants talents et de grands défauts, littérature prêcheuse et dissertante, ne disant rien sans parti pris, soutenant des thèses, féconde en déclamations et en apostrophes. Nous ne sommes plus dans les hautes et paisibles régions du grand siècle ; ce n'est plus la recherche et l'expression désintéressée de ce qui est beau et bon : on s'agite, on plaide, on erie : Voltaire lui-même le reconnaissait. Il a écrit quelque part : « Les bons écrivains du siècle de Louis XIV ont eu de la force : aujourd'hui on cherche des contorsions. » Dans une de ses lettres, nous trouvons la même pensée accentuée plus fortement. « Vous

vivez au milieu d'une nation égarée qui est à table depuis quatre-vingts ans, et qui demande, sur la fin du repas, de mauvaises liqueurs, après avoir bu un premier service d'excellent vin de Bourgogne. » Que dirait aujourd'hui Voltaire s'il approchait seulement ses lèvres du *vin bleu* de la littérature contemporaine ?

Un autre homme vint imprimer encore une allure bien autrement passionnée à la littérature : Rousseau porta dans la philosophie une éloquence factieuse. C'est le tribun de la pensée qui ne craint pas de s'attaquer tant à tous les problèmes sociaux qu'à tous les grands de la terre. Il ébranle les intelligences, enflamme les imaginations, remplit d'enthousiasme l'expérience des générations nouvelles, et imprime de graves soucis sur le front des rois. Son style est chargé d'une électricité qui vous frappe et vous endolorit. A Sainte-Hélène, Napoléon, après avoir lu pendant une matinée la *Nouvelle Héloïse*, termina sa lecture en prononçant ces mots : *Cet ouvrage a du feu, il remue, il inquiète*. Jamais plus juste appréciation n'a été faite du style de Jean-Jacques.

En effet, il inquiète par le mélange d'erreurs et de vérités qui s'entrechoquent dans

ses livres. Il ne résout pas les questions, mais il les jette aux esprits avec une ardente impétuosité qui ne leur permet pas de rester calmes et froids. Aussi Jean-Jacques est-il l'homme qui a le plus fécondé d'imaginations déjà puissantes par elles-mêmes. Depuis Bernardin de Saint-Pierre jusqu'à madame Sand, que d'écrivains ont reçu l'empreinte de Rousseau !

Il y a donc eu une littérature révolutionnaire avant la révolution, et qui en fut une des grandes causes. Si on la compare à celle du dix-septième siècle, on la trouve évidemment inférieure en beauté de composition et de style, en grandeur morale, mais elle rachète cette infériorité par la puissance qu'elle a exercée. Elle a eu pour détruire une autorité terrible.

En voici la raison. Personne ne soupçonnait la portée des principes et des idées qui fermentaient dans les têtes et que les plumes propageaient. On allait en avant avec enthousiasme, avec bonne foi. Si on eût fait entrevoir à Voltaire, le plus monarchique des hommes, la possibilité de la chute du trône, il eût poussé un cri d'horreur. N'écrivait-il pas, il y a précisément un siècle en 1750 : « Le gouvernement ne peut être bon s'il n'y a une puissance uni-

que... les années heureuses de la monarchie ont été les dernières de Henri IV, celles de Louis XIV et de Louis XV, quand ces rois ont gouverné par eux-mêmes... » Rousseau n'a-t-il pas souvent répété que la plus belle des révolutions ne valait pas une seule goutte de sang ? Ce langage était sincère, et Rousseau est mort sans avoir soupçonné quelles cruelles conséquences on donnerait à ses principes, et quels affreux disciples s'autoriseraient de son nom.

Lorsque la révolution française éclata, il fallut bien y reconnaître l'effet fatal des idées et des doctrines qui s'étaient développées depuis la mort de Louis XIV jusqu'en 1789. C'était la fille de la littérature du siècle et elle devint à son tour la cause et le point générateur d'une autre littérature qui a déjà fourni une course de soixante années, et qui commence par Chateaubriand pour aboutir à Lamartine.

C'est la littérature révolutionnaire du dix-neuvième siècle, féconde en créations hardies, en impétueux élans d'audace et de force, mais qui n'a rien produit d'achevé, rien d'une complète et irréprochable beauté. Elle porte sur le front l'indélébile empreinte de sa formidable origine, s'agitant presque toujours, avec

de tragiques angoisses, entre le doute et la foi.

Il ne faut pas plus avoir pour les révolutions d'anathèmes sans examen qu'un enthousiasme niais. Éruptions d'idées, elles répandent à la fois autour d'elles la mort et la vie. Il y a donc dans leurs résultats et dans leur héritage un choix à faire, un triage à opérer : il y a aussi un compte sévère à demander à ceux qui parlent en leur nom, qui se jettent en avant sur la scène, comme les interprètes inspirés du génie de leur siècle et de l'humanité.

Quand ils tombent dans de coupables égarements, ces hommes ne peuvent invoquer les circonstances atténuantes qui militent en faveur des représentants du dix-huitième siècle. Ces derniers écrivaient en deçà de 1789 et ne connurent pas 1793. Il y a des naïvetés et des illusions qui ne sont plus possibles.

Au contraire, la triste science du bien et du mal aggrave justement aujourd'hui la responsabilité de ceux qui parlent ou qui agissent, hommes politiques, philosophes, artistes et poètes. C'est ce qu'il ne faut pas oublier en pesant leurs intentions et leur génie.

## II

**Napoléon. — Chateaubriand.**

C'est le propre des idées révolutionnaires de se produire sous des apparences de grandeur et de générosité pour aboutir aux plus tristes conséquences. Elles promettent à l'homme le bonheur, aux sociétés un développement indéfini ; elles exaltent les imaginations et leur communiquent je ne sais quelle ivresse qui les égare et qui les aveugle. Sous leur empire, l'homme se persuade qu'il triomphera de tous

les obstacles; il fait de la volonté une force des choses souveraine, et comme une seconde Providence, aux ordres de laquelle il faut obéir. Il ose tout et ne met pas en doute qu'il ne puisse en un jour effacer et détruire les croyances et les mœurs traditionnelles qui lui déplaisent.

Une précipitation fatale, une sorte d'impétuosité, de manie furieuse, poussent le révolutionnaire : il oublie que si Dieu s'est réservé l'éternité, il a fait le temps pour l'homme, qui ne peut impunément en éluder les lois. Néanmoins, dès qu'elle est obscurcie par les fumées de l'exaltation révolutionnaire, la raison humaine croit pouvoir se passer du temps : au lieu de réformer les institutions, elle les détruit ; pour régénérer la société elle la bouleverse, elle accumule les ruines, et sur tous ces débris élève ses propres créations, créations éphémères, frappées dès l'origine d'une rapide et inévitable caducité. Cependant les éléments du passé, proscrits injustement, reparaissent et revendiquent leur place et leur droit ; la lutte s'engage, l'anarchie est complète et le chaos immense.

A lui seul, le génie révolutionnaire est donc impuissant à régénérer et à conduire les so-

ciétés. Il n'est pas le progrès comme l'ont si souvent répété plusieurs. Non, c'est un mouvement convulsif et violent qui peut trouver sa raison dans les maladies du corps social, et servir de moyen à la Providence : mais par lui-même, le génie révolutionnaire ne peut aboutir à rien de normal, de complet et de définitif.

Maintenant, voici les conséquences dans le monde intellectuel et littéraire. Séduisantes au premier abord, car elles paraissent hardies et généreuses, les idées révolutionnaires deviennent bientôt étroites et fausses, parce qu'au fond elles sont intolérantes et toujours subversives. Que d'éléments essentiels elles laissent en dehors d'elles ! Il ne leur est pas donné d'embrasser l'universalité des choses ni d'en comprendre l'ordre et l'harmonie.

Aussi de grandes intelligences peuvent traverser les idées révolutionnaires, mais elles ne s'y arrêtent pas. Après quelques moments d'entraînement, elles en reconnaissent bientôt la malfaisance et le néant. Elles les abandonnent. Quand vous rencontrez des hommes, vieillis dans les idées révolutionnaires, n'êtes-vous pas frappés de leur stérilité morale ? Le fanatisme a rétréci et séché leur cerveau. Tou-

jours enfermés dans le même cercle de passions et de préjugés, ils s'agitent sur place, mais ils ne marchent plus.

Bonaparte commença par éprouver pour la révolution française un vif enthousiasme. Comment s'en étonner ? Par la révolution, la liberté et le bonheur du genre humain semblaient assurés, la philosophie prenait la direction des affaires, une constitution nouvelle ouvrait une vaste carrière à tous les ambitieux.

Le jeune Bonaparte embrassa les principes et les espérances de 1789 avec une impétueuse ardeur. Aussi quand son compatriote, Matteo Buttafoco, qui siégeait à la constituante, eut émis le vœu que la constitution votée par l'assemblée ne fût pas applicable à la Corse, Bonaparte lui adressa une longue lettre pour lui reprocher amèrement une conduite qu'il traita de véritable trahison.

« Eh quoi ! lui demanda-t-il, ne sentîtes-  
« vous jamais rien pour votre patrie ? Eh quoi !  
« votre cœur fut-il donc sans mouvement à la  
« vue des rochers, des arbres, des maisons,  
« des sites, théâtre des jeux de votre en-  
« fance ? Arrivé au monde, elle vous porta sur  
« son sein, elle vous nourrit de ses fruits ;

« arrivé à l'âge de raison, elle mit en vous son  
« espoir, elle vous honora de sa confiance,  
« elle vous dit : Mon fils, vous voyez l'état de  
« misère où m'a réduite l'injustice des hom-  
« mes. Concentrée dans ma chaleur, je re-  
« prends des forces qui promettent un prompt  
« et infaillible rétablissement, mais l'on me  
« menace encore. Volez, mon fils, volez à Ver-  
« sailles, éclairez le grand roi, dissipez ses  
« soupçons, demandez-lui son amitié. »

N'y a-t-il pas dans l'inexpérience déclamatoire de ce style, une imitation visible de la manière de Rousseau ?

En poursuivant sur ce ton et en s'échauffant de plus en plus, Bonaparte tombe tout à fait dans le pathos révolutionnaire, et il s'écrie :  
« O Lameth ! ô Robespierre ! ô Péthion ! ô  
« Volney ! ô Mirabeau ! ô Barnave ! ô Bailly !  
« ô la Fayette ! Voilà l'homme qui ose s'as-  
« seoir à côté de vous, tout dégoûtant du  
« sang de ses frères... Il ose se dire repré-  
« sentant de la nation, lui qui la vendit, et  
« vous le souffrez ! Il ose lever les yeux, prê-  
« ter les oreilles à vos discours, et vous le  
« souffrez ! » La lettre à Matteo Buttafoco fut  
accueillie avec enthousiasme par le club patrio-  
tique d'Ajaccio, qui en vota l'impression. Le

président du club écrivit au jeune Bonaparte pour lui transmettre le vœu des patriotes.

En 1791, l'Académie de Lyon mit au concours cette question : « Quels sont les vérités et les sentiments qu'il importe le plus d'ineulquer aux hommes pour leur bonheur ? » L'ardente imagination de Bonaparte s'enflamma sur cette thèse, et il composa un discours qui malheureusement s'est perdu. Il eût été curieux de voir jusqu'à quel point le jeune écrivain s'inspirait ou s'éloignait des idées philosophiques de l'époque. Probablement par la trempe de son caractère, il échappait au sentimentalisme énervant qui avait été longtemps si fort à la mode. Il est permis du moins de le conjecturer par la dernière phrase du discours, la seule qui ait été conservée : « Les grands hommes sont des météores destinés à brûler pour éclairer leur siècle. »

Le jeune homme qui traçait une pareille image n'était-il pas agité déjà par quelque pressentiment de sa destinée et de son génie ?

En 1793, Bonaparte s'abandonnait à l'impulsion révolutionnaire, et il était assez jacobin pour que Robespierre jeune pût lui proposer de prendre le commandement de Paris sous les ordres de son frère. Bonaparte réfléchit, puis

il refusa en s'écriant : « Je commanderai à Paris plus tard. » C'est à cette époque qu'il composa un nouvel écrit ayant pour titre : *le Souper de Beaucaire*. C'était du jacobinisme philosophique. Quand l'auteur du *Souper de Beaucaire* fut à la tête de la France, il fit rechercher et détruire tous les exemplaires de cet opuscule. Un jour, avec empressement, le prince de Talleyrand en apporta un à l'empereur : c'était le dernier, qui fut rapidement jeté au feu par le maître du monde.

Trois ans s'étaient à peine écoulés depuis 1793 qu'un grand écrivain se révélait dans le jeune général de l'armée d'Italie. Sur le champ de bataille, le génie de Bonaparte grandit et s'épura. Ni dans sa pensée, ni dans son éloquence, il n'y eut plus rien du jacobin. Il trouva pour parler à ses soldats des paroles antiques ; il les harangua en Romain, en contemporain des Scipions. A Sainte-Hélène, l'empereur, pour charmer les ennuis de l'exil, relisait quelquefois ses proclamations à l'armée d'Italie : il avouait qu'elles réagissaient sur lui-même, qu'il en était ému. *Et ils ont osé dire*, s'écria-t-il un jour, *que je ne savais pas écrire !*

Outre cette éloquence, Napoléon a excellé

dans la narration militaire et dans le style politique tel qu'il convient aux représentants du pouvoir, à un chef d'État. Quelle dignité, quelle force l'autorité avait dans sa bouche ! Quand le sénat vint lui présenter le décret qui le déclarait consul à vie, Napoléon répondit par ces paroles d'une si belle simplicité :

« Content d'avoir été appelé par l'ordre de  
« Celui de qui tout émane à ramener sur la  
« terre la justice, l'ordre et l'égalité, j'enten-  
« drai sonner la dernière heure sans regrets  
« et sans inquiétude sur l'opinion des généra-  
« tions futures. » L'homme qui parlait ainsi  
avait été jacobin en 1793.

C'est que ce grand esprit en se développant avait gravité vers les principes éternels d'ordre, de justice et de pouvoir. En suivant cette marche conforme à la nature des choses, il a dominé la révolution, et l'a *désouillée*, comme il l'a dit lui-même ; il a su la satisfaire dans ses intérêts les plus positifs, mais aussi la contenir ; il a réprimé tout ce qu'elle avait de folles tendances, de mauvaises passions, et l'a contrainte de transiger avec les éléments indestructibles du passé. Nous n'oublions pas les excès dans lesquels est tombé le génie de Napoléon, mais ici nous avons voulu surtout suivre

sa pensée dans ses transformations successives.

D'un des plus grands esprits qui aient gouverné les sociétés, nous passons à une imagination merveilleuse. La transition est naturelle; car la révolution française a exercé sur M. de Chateaubriand une influence constante, mais contradictoire, qu'il faut apprécier.

A l'aspect de la révolution et des terribles tourmentes qu'elle avait soulevées, la tête de Chateaubriand s'exalta, et l'émigré de Londres se mit à évoquer tous les faits historiques qui pouvaient avoir la moindre ressemblance avec ce grand événement. Il alla chercher partout des exemples et des comparaisons à Rome, à Sparte, dans Athènes, en Égypte, à Carthage, dans la Grande-Grèce, dans la Sicile antique et dans la Perse... De cette confrontation étrange sortit un livre étincelant, *l'Essai sur les révolutions*.

Il serait puéril d'en relever les défauts. En le réimprimant, l'auteur en a fait lui-même la plus complète justice. Toutefois, en dépit des sévérités qu'il exerce sur lui-même, M. de Chateaubriand ne peut cacher sa prédilection pour ce premier ouvrage. Comment blâmer cette complaisance? La bizarre richesse de *l'Essai sur les révolutions* éblouit et captive

l'esprit, car l'écrivain y a versé tous les trésors de son imagination et de son cœur. Plus tard, il aura le temps et le goût de développer, en le modifiant, tout ce qu'il entasse à son début. Plus tard, il rectifiera beaucoup d'idées et de sentiments : il saura tempérer ses couleurs sans les affaiblir. Mais quand il composa l'*Essai*, Chateaubriand n'avait ni le loisir, ni assez d'empire sur lui-même pour se refréner et se réduire : c'était le premier jet d'une impétueuse et inépuisable verve.

Mais cette imagination enchanteresse devait être elle-même le théâtre de plusieurs révolutions. Il se fit dans M. de Chateaubriand un changement dont il parla en ces termes dans la préface du *Génie du Christianisme* :

« Mes sentiments religieux n'ont pas toujours été ce qu'ils sont aujourd'hui. Tout en  
« avouant la nécessité d'une religion et en  
« admirant le christianisme, j'en ai cependant  
« méconnu plusieurs rapports : frappé des  
« abus de quelques institutions et des vices de  
« quelques hommes, je suis tombé jadis dans  
« les déclamations et les sophismes... »

M. de Chateaubriand racontait ensuite que sa mère, en mourant, avait chargé une de ses sœurs de le rappeler à cette religion dans

laquelle il avait été élevé, que sa sœur lui avait mandé les derniers vœux de sa mère, et que lorsque la lettre lui parvint, cette sœur elle-même n'existait plus, car elle était morte aussi des suites de son emprisonnement. « Ces « deux voix sorties du tombeau, ajoutait-il « éloquemment, cette mort qui servait d'interprète à la mort, m'ont frappé : je suis « devenu chrétien ; je n'ai point cédé, j'en « conviens, à de grandes lumières surnaturelles ; ma conviction est sortie du cœur : « j'ai pleuré et j'ai cru. » Ceux qui ont sondé l'âme humaine et ses mystères croiront à la sincérité de cette confession touchante, moins à cause des preuves authentiques que donne M. de Chateaubriand en produisant la lettre dont il parle, que parce qu'ils y reconnaîtront un de ces mouvements naturels et soudains dont sont capables les organisations fortes et vives.

Alors un monde nouveau s'ouvrit pour M. de Chateaubriand.

Le christianisme, sa divine grandeur, sa poésie, les beautés littéraires qu'il avait inspirées depuis les prophètes jusqu'à Milton et Racine, l'excellence de ses institutions, la majesté de son culte et de ses cérémonies, furent magnifiquement célébrés, et celui qui naguère

parlait en disciple du dix-huitième siècle, ramenait aux croyances antiques les jeunes générations.

Avec ces deux ouvrages, nous avons M. de Chateaubriand tout entier. Il marchera toute sa vie entre les tendances opposées de l'*Essai sur les révolutions* et du *Génie du Christianisme*. Ce sera un chrétien doublé du scepticisme, et il ne sera vrai et complet que par cette contradiction.

M. de Chateaubriand n'a-t-il pas porté dans la politique la même opposition de sentiments ? N'a-t-il pas été tour à tour de la monarchie à la république, de la légitimité à la démocratie ? Je ne connais pas de républicain plus indiscipliné que ce vieux royaliste, et d'un autre côté, jamais, au nom des grandeurs du passé, on n'a parlé avec plus de mépris des infirmités du présent, ainsi que des lueurs incertaines et tremblotantes de l'avenir.

Comme s'il eût voulu qu'un pareil contraste n'échappât point aux moins clairvoyants, M. de Chateaubriand en a concentré dans ses *Mémoires* tous les rayons, et près de la tombe, il a jeté lui-même sur sa physionomie une vive lumière. Charles-Quint, quelques années avant sa mort, s'était donné la satisfaction bizarre

de suivre ses propres funérailles. M. de Chateaubriand a voulu se procurer un plaisir plus piquant, c'est d'écrire comme s'il était mort. Il s'est établi tout vivant dans son tombeau, il s'y est mis à l'aise pour peindre en toute liberté, pour juger sans miséricorde, et, il faut le dire, pour insulter avec impunité tous ceux qui, plus ou moins, avaient encouru sa disgrâce. Peu de gens l'avaient soupçonné de cette malice souterraine et de cette préméditation si cruellement surnoise. Rien n'est épargné. M. de Chateaubriand a parfois, pour son père, pour sa mère, pour sa femme d'assez disgracieuses paroles. Souvent il maltraite et compromet les personnes royales pour lesquelles il vante son dévouement. Dans sa fatuité, il trahit des secrets délicats et sacrés. Que dire de la publicité donnée à la correspondance d'une princesse de Prusse ? Il n'est pas rare non plus de surprendre M. de Chateaubriand à parler comme un démagogue, en homme qui pense que la présence de la misère dans la société en autorise le bouleversement et la ruine. Enfin, il s'est affranchi de toute réserve, de toute entrave, et dans sa tombe, il est plus indompté, plus implacable qu'aux plus orageuses années de sa vagabonde jeunesse.

Les *Mémoires* de M. de Chateaubriand ont aussi révélé chez lui des qualités littéraires, des cordes qu'on ne lui connaissait pas. Il s'est trouvé que l'éloquent émule de Fénélon et de Bossuet pouvait écrire, quand il le voulait, avec la verve comique de Rabelais et le sarcasme de Voltaire. Dans ses *Mémoires*, M. de Chateaubriand a montré son talent sous des faces jusqu'alors inconnues, mais d'un autre côté il a fourni de fâcheux indices sur les misères et les petitesse de son caractère. A-t-il gagné ? A-t-il perdu ? A-t-il plutôt gâté sa gloire qu'il ne l'a renouvelée et agrandie ?

Quoi qu'il en soit, M. de Chateaubriand garde sur les artistes et les poètes contemporains une supériorité incontestable. Père intellectuel de Victor Hugo et de Lamartine, non-seulement ils les devance, mais il les prime. Il doit cet avantage d'abord à l'inimitable fini de la forme, puis à ce scepticisme dont il n'a jamais pu se dépouiller, et qui l'a toujours maintenu dans un certain milieu des choses. Au fond, Chateaubriand est aussi sceptique que Byron ; au moins, ce scepticisme l'a sauvé de certains écarts, de certaines aberrations, si tristes pour l'honneur de la raison et de la dignité humaine.

# III

## **M. Victor Hugo. — Le poète.**

Un grand siècle ne meurt pas en un jour. L'écho de ses idées se prolonge au delà du terme où il expire chronologiquement. Aussi le règne de Napoléon vit les derniers moments de la philosophie et de la littérature du dix-huitième siècle. Mais en même temps l'originalité de quelques talents supérieurs vint frapper les regards ! C'étaient M. de Chateaubriand, M. de Bonald, M. de Maistre, Ben-

jamin Constant, une femme digne de leur être associée, madame de Staël, M. l'abbé de Lamennais, celui du premier volume de l'*Essai*, M. de Lamartine, celui des premières *Méditations*, enfin un chansonnier, de Béranger. Ces esprits divers et éminents marchaient chacun dans leur voie, avec puissance et liberté; ils étaient d'autant mieux originaux qu'ils l'étaient sans parti pris et sans dessein arrêté de faire école.

Voilà ce qui a rempli le premier quart du dix-neuvième siècle. Plus tard les choses prirent un autre tour. De jeunes hommes parurent sur la scène avec la préméditation de l'originalité. Ils résolurent d'être par excellence les poètes, les philosophes et les politiques du dix-neuvième siècle. Ces jeunes ambitieux se partagèrent en trois cohortes : il y eut le camp du romantisme, l'école des éclectiques et la coterie des doctrinaires.

Ne semblons-nous pas exhumer ici des formules, des dénominations surannées, dont des siècles nous séparent, tant les révolutions vieillissent vite les systèmes et les hommes? Il n'y a cependant pas plus de vingt-cinq ans que le romantisme passionnait les esprits. On s'abordait alors en se demandant si l'on était

pour ou contre, et l'on s'ingéniait à le définir, à en trouver l'origine. Les uns répétaient avec madame de Staël et les Schlegel, que le romantisme sortait du christianisme et de la chevalerie ; d'autres voulaient, avec des critiques et des poètes anglais, qu'il eût pour origine les coutumes saxonnes ou normandes. Il y en avait de plus raffinés, de plus métaphysiques, qui voyaient dans le romantisme l'expression des sentiments les plus profonds de l'âme et d'un idéal indéfinissable. C'était un choc retentissant de systèmes et de théories. C'était aussi le plus superbe mépris pour tout ce qui était convaincu de classicisme. Seriez-vous classique, par hasard ? C'était là un soupçon à perdre de réputation tout jeune homme bien posé dans le monde en 1825. Heureux temps où l'on s'enflammait pour les œuvres de l'imagination et de la pensée, où les jeunes générations marchaient avec espérance, avec enthousiasme, à la conquête d'un avenir qu'elles rêvaient grand et pur !

Parmi ceux qui se portaient en avant avec le plus d'ardeur, un jeune homme se faisait remarquer entre tous par sa confiance et son audace. Il appelait de ses vœux une grande époque ; il demandait pourquoi il ne paraîtrait

pas un livre, une doctrine qui renouvellerait la face des choses, un Homère ou un Aristote ; il disait que jusqu'à présent la littérature française avait été plutôt l'expression d'une société idolâtre et démocratique que d'une société monarchique et chrétienne. Il ajoutait que tout en admirant la littérature de Louis XIV, si bien adaptée à sa monarchie, la France du dix-neuvième siècle devait enfin avoir sa littérature propre, personnelle et nationale. Cet ambitieux novateur s'appelait Victor Hugo.

Ainsi, les siècles de Louis XIV et de Voltaire n'étaient en quelque sorte que la préface de la grande littérature à venir du dix-neuvième siècle ! Avant l'avènement de M. Victor Hugo, il n'y avait rien eu de vraiment original, chrétien et national ! Quand M. de Chateaubriand et madame de Staël avaient posé la question d'une rénovation littéraire, il faut convenir qu'ils y avaient mis plus de tact, de mesure et de modestie. Ils savaient que lorsqu'on arrive après deux siècles qui ont jeté un grand éclat, il n'est pas aisé d'être neuf et fécond avec originalité. Ils ne perdaient pas non plus de vue cette autre difficulté de faire goûter à une nation dont les habitudes littéraires sont invétérées, des pensées et des émotions que jus-

qu'alors elle n'a pas connues. Le jeune poète qui, de 1822 à 1828, composa des odes et des ballades, s'affranchit de ces craintes. Il entra dans la littérature en conquérant qui se croit invincible, en sectaire fanatique de lui-même.

Une imagination vigoureuse, une instruction peu profonde, le don inné de la poésie, une ambition effrénée, une déification de lui-même qui lui fait considérer la critique comme un sacrilège, des lacunes dans le bon sens, de la lourdeur dans l'esprit, une volonté de fer pour plier à tous les genres une organisation souvent rebelle, tel Victor Hugo nous apparaît depuis qu'il occupe la renommée.

Nous ne saurions mettre trop haut le poète lyrique. Dans l'ode, M. Victor Hugo a été supérieur, dès le début. Il s'est emparé sur-le-champ de la première place, laissant bien loin derrière lui Malherbe et Jean-Baptiste Rousseau. Il a excellé dans l'art de mettre en relief un choix heureux de pensées et d'images, de graver en traits de flammes de grandes idées, des sentiments magnanimes. L'ode est la forme la plus concise et la plus sublime de la poésie. Elle demande au poète une force singulière, car dans un cadre resserré il doit faire entrer le monde. Dieu, l'histoire et ses héros, le

génie de l'homme et toutes les idées qui en jaillissent, voilà le champ du poète lyrique qui ne connaît d'autre règle et d'autre frein que les limites même de son inspiration. Le poète touchera le but, il ravira la palme de Pindare et d'Alcée, s'il a du feu, de la fougue, une judicieuse audace dans l'ellipse des idées et des mots, la magnificence des images, une expression s'élevant sans effort au sublime. M. Victor Hugo a possédé toutes ces qualités, et il leur a dû la gloire d'être le premier poète lyrique de notre littérature. Il n'a pas l'immensité épique de Lamartine, mais dans l'arène lyrique il brille d'un éclat plus vif que l'auteur de *Jocelyn*.

Les antiques croyances de la religion et de la monarchie inspiraient alors le poète. Il maudissait les révolutions et le dix-huitième siècle ; il chantait le martyre de Louis XVII, la mort du duc de Berry et la naissance du duc de Bordeaux ; alors il s'écriait :

Les trônes tombent ; l'autel croule ;  
Les factions naissent en foule  
Sur les bords des deux Océans ;  
Et les ambitions serviles  
Qui dormaient comme des reptiles  
Se lèvent comme des géants.

Alors, il s'apitoyait sur les rois :

O rois, comme un festin s'écoule votre vie.  
La coupe des grandeurs, que le vulgaire envie,  
    Brille dans votre main.  
Mais au concert joyeux de la fête éphémère,  
Se mêle le cri sourd du tigre populaire  
    Qui vous attend demain.

Jamais plus ardentes imprécations ne furent prodiguées à la démagogie. Le poète s'était donné la mission de dire de courageuses vérités aux peuples en délire, il eût voulu les arrêter sur la pente des abîmes, il les conjurait de ne pas prêter l'oreille aux coupables suggestions des sophistes révolutionnaires. Il semblait que la France monarchique avait trouvé son Tyrtéc.

Mais n'anticipons pas trop vite sur la politique et arrêtons-nous le plus possible dans le domaine de la poésie. Nous avons donc le point de départ et la clef du talent de M. Hugo. Il est lyrique par excellence. M. Hugo a le don de se monter la tête sur un sujet donné, d'exalter son cerveau, et de chanter. Assurément, ce lyrisme est une faveur du ciel, mais suffit-il à tout ? C'est une noble ambition que

de vouloir être universel, mais il faut que la nature s'y prête un peu. Si, par hasard, un talent exclusivement lyrique voulait s'attaquer à tout, à la critique, au roman, au théâtre, à la tribune, ne risquerait-il pas, en portant dans tous ces genres la monotonie d'une corde unique, d'étonner l'esprit et de le fatiguer, au lieu de l'émouvoir, de lui plaire et de le captiver ?

On n'aurait pas une idée complète du talent de M. Victor Hugo, si, à l'inspiration lyrique, on n'associait pas, comme déjà nous l'avons indiqué, une volonté infatigable dans la mise en œuvre des idées et des genres qu'il s'est proposé d'exploiter. M. Victor Hugo a toujours montré plus d'énergie et de patience dans l'élaboration de la forme, que d'initiative et de puissance pour le fond des choses.

Quand il eut obtenu par ses odes une juste célébrité, M. Hugo voulut confirmer ses droits au titre de chef de l'école romantique, en s'en constituant l'Aristote. Il s'appropriâ les idées mises depuis longtemps en circulation par madame de Staël, les Schlegel, Sismondi, Benjamin Constant, et, les poussant à l'extrême, il formula la théorie du grotesque dans la préface de *Cromwell*. Ce ne sera pas l'unique fois

que nous verrons M. Hugo ne rien inventer et tout exagérer.

La prose du poète a toujours été laborieuse, tourmentée, sans liberté d'allure, sans grâce, sans simplicité. Quand il écrit en prose, M. Hugo semble toujours composer des strophes : aussi procède-t-il volontiers par des périodes immenses semées d'images et d'antithèses. Dans les meilleures pages de *Notre-Dame de Paris*, l'auteur ne peut se borner et gâte les effets qu'il a produits. Ainsi, après avoir largement décrit la façade de la cathédrale, il ajoutera que c'est *une vaste symphonie en pierre*, et cette assimilation bizarre recommencera une autre énumération. C'est par le même abus des comparaisons que M. Hugo a écrit quelque part : « Le style sur l'idée, c'est l'émail sur la dent. » J'avoue que je préfère Buffon disant : *Le style est l'homme même*.

Dans *Notre-Dame de Paris*, M. Victor Hugo a voulu rivaliser avec Walter Scott. A-t-il réussi ? Nous avons pu constater dernièrement jusqu'à quel point ce roman avait peu d'intérêt scénique. On a entrepris d'en découper les scènes et de le transporter au théâtre ; rien n'était plus froid. C'était comme une exhibition successive de personnages appartenant au

quinzième siècle ; mais pas d'action , pas de nœud dramatique. Cependant *Notre-Dame de Paris* a eu un véritable succès littéraire, succès mérité, par la vivacité des couleurs répandues sur tout ce qui est extérieur, pittoresque et monumental ; mais pour la vérité des caractères et tout ce qui constitue la vie d'un roman, M. Hugo ne s'est pas fait une place à côté de l'auteur de *Waverley* et des *Puritains*.

En a-t-il conquis une à côté de Shakspeare ? En posant cette question, nous ne faisons que reproduire une pensée de M. Hugo, qui a terminé la préface de *Marion Delorme* par cette phrase : « Pourquoi maintenant ne viendrait-il pas un poète qui serait à Shakspeare ce que Napoléon est à Charlemagne ? » Chez M. Hugo c'est une idée fixe qu'il a rédigée en théorie. Selon lui , tout siècle est binome ,  $A + B$  , l'homme d'action , plus l'homme de pensée. Nous avons vu Luther , plus Shakspeare ; Richelieu , plus Corneille ; Cromwell , plus Milton ; Napoléon , plus l'*Inconnu* , c'est-à-dire plus Victor Hugo. « Après l'empereur , le poète , écrivait M. Victor Hugo en 1833 ; la physiologie de cette époque ne sera fixée que lorsque la révolution française , qui s'est faite homme dans la société sous la forme de Bona-

parte, se sera faite homme dans l'art. Et cela sera. » Il est impossible de s'annoncer au monde par une prophétie plus claire et plus personnelle.

On se trouve à l'aise vis-à-vis d'une pareille ambition ; on peut en toute liberté en contrôler les titres et les œuvres. C'est à la modestie qu'on doit des ménagements ; mais l'orgueil qui parle si haut provoque la vérité. Voici un poète qui prétend nous offrir dans sa personne un autre Shakspeare, même un Shakspeare agrandi, puisqu'il faut tenir compte de la progression du siècle de Napoléon sur celui d'Élisabeth. Il a fait cinq drames en vers et trois drames en prose. Shakspeare a laissé trente-six ouvrages. Cette disproportion numérique n'est-elle pas un premier avantage du côté de l'auteur d'*Hamlet* ?

La fécondité, la variété des types et des caractères sont un des signes irrécusables de la puissance de Shakspeare. Au contraire, dans le théâtre de M. Victor Hugo, on est bientôt fatigué par la reproduction fréquente des mêmes combinaisons, des mêmes effets et des mêmes figures. Le genre et les habitudes du poète lyrique sont la cause de ces répétitions. Accoutumé, dans ses odes, à faire jouer les con-

trastes les plus tranchés, les oppositions les plus vives, à procéder par l'antithèse tant pour les choses que pour les mots, M. Victor Hugo a importé dans le drame les mêmes moyens et la même méthode.

*Hernani* sera le duel d'un bandit et d'un empereur ; *Marion Delorme* nous offrira l'opposition d'une prostituée avec l'âme virginale d'un jeune homme tout neuf ; *Ruy-Blas* nous représentera un valet adorant une reine ; *Angelo*, la lutte de la courtisane et de la femme légitime. M. Hugo se plaira aussi à nous montrer les plus nobles passions dans les personnages les plus odieux ou les plus vils. *Triboulet* sera le type du bon père, et *Lucrèce Borgia* voudra mourir pour son fils. Le poète accouple violemment les extrêmes et se propose de nous subjuguier par leur antagonisme, par leur choc.

Que deviennent cependant la vérité de la vie humaine et la vraisemblance de l'histoire ? Voilà un poète qui compose ses drames avec ce que son imagination peut lui fournir de plus exceptionnel et de plus hideux. Le grand art ne procède pas ainsi, et, pas plus que la nature, il n'accumule les monstres. Il ne descend pas non plus jusqu'à rendre l'histoire mé-

connaissable ; s'il la transforme , c'est en s'en inspirant , en respectant ses grandes lignes , et non pas en substituant à la réalité de ses peintures d'explicables fantaisies. Que dirons-nous d'une poétique qui élève un bandit au-dessus de Charles-Quint, et qui met la condamnation du cardinal de Richelieu dans la bouche de Marion Delorme ?

C'est que M. Hugo se proposait surtout d'enlever les suffrages de la jeunesse : il savait que c'est elle qui remplit le parterre ; il voulait parler à son imagination ardente, à la fougue de ses sens. Aussi a-t-il rempli ses drames de tous les transports de l'amour le plus juvénile et le plus matériel ; aussi dans ses préfaces est-il prodigue de compliments « pour cette jeunesse puissante qui porte aide et faveur aux ouvrages d'un jeune homme sincère et indépendant comme elle. »

Ni Shakspeare, ni Molière n'avaient imaginé de déclarer qu'ils travaillaient surtout pour la jeunesse, ils écrivaient pour tout le monde et ne cherchaient pas à se faire un rempart des jeunes générations contre les jugements de la maturité.

Mais il est une autre puissance que M. Hugo ne tarda pas à flatter ouvertement , le peu-

ple. Quand la révolution de 1830 triompha, M. Hugo était dans les rangs de la monarchie qu'une insurrection victorieuse expulsait. Il en vit l'exil avec un stoïcisme impassible, et un an s'était à peine écoulé, que dans la préface de *Marion Delorme*, il faisait remarquer que, sous la branche aînée des Bourbons, sa pièce eût été absolument et éternellement exclue du théâtre. « La censure, ajoutait-il, « tenait l'art en échec. Vidocq bloquait Corneille; or, la censure faisait partie intégrante de la restauration. L'une ne pouvait « disparaître sans l'autre. Il fallait donc que « la révolution sociale se complétât, pour que « la révolution de l'art pût s'achever. Un jour, « juillet 1830 ne sera pas moins une date littéraire qu'une date politique. »

Aussi, aux yeux d'un homme connu jusqu'alors pour ses sentiments monarchiques, la révolution de 1830 devient légitime et nécessaire, parce qu'il fallait jouer *Marion Delorme*!

Désormais le poète a perdu, avec le souvenir de son passé, l'indépendance, l'impartialité de l'artiste : il a livré sa muse aux passions révolutionnaires, il veut réussir à tout prix. Il imagine d'avilir la monarchie en flétrissant un roi resté brillant et populaire dans l'imagina-

tion de la France. Il nous montre François I<sup>er</sup>, non pas à Marignan, non pas même à Pavie ou à Madrid, dans sa prison, mais dans un bouge infâme. Le moment était bien choisi pour insulter tout un passé qu'on avait chanté, quand il semblait encore debout, pour faire dire à Triboulet, s'adressant aux principaux seigneurs de la noblesse française :

Au milieu des huées,  
Vos mères aux laquais se sont prostituées !

Le scandale donné par *le Roi s'amuse* fut si grand, que la royauté nouvelle de 1830 ne put le tolérer. Après la première représentation, la pièce fut défendue. M. Hugo cria à l'oppression, à la tyrannie, au rétablissement de la censure et de la confiscation. Il imagina d'intenter un procès au Théâtre-Français. C'était un nouveau moyen de faire du bruit et de soulever dans l'arène judiciaire les applaudissements qu'il brigait à la scène.

Voilà donc le poète tout à fait changé en tribun, en courtisan des passions populaires. Que d'aliments ne leur a-t-il pas offerts dans *Ruy-Blas* ! Un laquais qui se trouve le seul homme aimant son pays, le seul bon patriote

de l'Espagne de Charles II! Cependant M. Hugo nous dira gravement, à la fin de la préface, qu'entre *Hernani* et *Ruy-Blas* il y a des rapports intimes et prémédités; que dans *Hernani* le soleil de la maison d'Autriche se lève, que dans *Ruy-Blas* il se couche. Qui M. Hugo espère-t-il persuader ou séduire avec de pareilles billevesées?

Mais ce qui n'est que trop sérieux, c'est la mauvaise influence de l'auteur du *Roi s'amuse* sur beaucoup d'esprits. Quand il a imprimé si souvent qu'il exerçait l'art comme un sacerdoce, il s'est trompé lui-même ou a voulu nous tromper. L'art n'est plus depuis longtemps dans sa main qu'un instrument, une arme pour atteindre un but, pour conquérir les suffrages d'un parti.

Nous conviendrons que dans ce rôle révolutionnaire il n'a pas manqué d'une certaine puissance. Il a suscité au théâtre une sorte d'école démagogique qui, sans avoir son talent, a continué la tradition de ses excès, et cette espèce de propagande dont il est le chef n'a que trop souvent égaré le sens moral et la raison de la foule.

Être puissant dans quelque chose, même dans le mal, peut réjouir l'orgueil; mais voici

qui doit le rabattre. M. Victor Hugo n'a pu s'abandonner au courant révolutionnaire qu'en descendant des hauteurs calmes et sereines de l'art et de la pensée. Celui qui se voyait lui-même dans le miroir de ses rêves comme l'égal des plus grands hommes de l'humanité n'est plus qu'un démocrate à la suite.

Non-seulement il n'est plus unique dans son siècle, mais il n'est plus libre, il est enrôlé. M. Victor Hugo a écrit il y a longtemps qu'un classique jacobin était un bonnet rouge sur une perruque, nous donnera-t-il un jour la définition du jacobin romantique?

## IV

### **M. Victor Hugo. — L'homme politique.**

« La poésie est au-dessus de la politique, comme l'idée est au-dessus du fait. » Voilà ce que posent en principe M. Victor Hugo et son petit clan romantico-politique. Ce dogme, aux yeux de ceux qui le prêchent, possède toutes sortes d'avantages. Il donne au poète une infaillible suprématie sur tout ce qui l'environne et le revêt d'une incomparable majesté. Alors on se le représente, comme aux jours anti-

ques, apprivoisant les bêtes et civilisant les hommes. Il marche au milieu de l'humanité, les doigts sur la lyre et le rayon de feu sur le front. Les peuples tombent à ses pieds : les partis, comme les animaux féroces du temps d'Orphée, sentent expirer leurs fureurs sous le charme de ses chants.

Il n'est pas malhabile de nous montrer la poésie comme la maitresse du genre humain, au moment où elle prend la livrée d'un parti, où elle se fait *rouge*, pour parler le triste langage de nos temps malheureux. Toutefois, quelque industrieux que soit l'artifice, espère-t-on qu'il puisse faire une illusion durable sur le fond des choses? C'est ce qu'il importe d'examiner. Osons nous approcher de Dieu : constatons si le poète aujourd'hui démagogue est véritablement un initiateur inspiré, un prophète, une colonne de feu; voyons si, comme un autre Moïse, c'est bien lui qui nous apporte les tables de la loi du dix-neuvième siècle.

Il faut reconnaître que, dès le principe, M. Victor Hugo n'a pas dissimulé une sorte d'ambition politique. En imprimant ses premières odes, il disait : « Il y a deux intentions « dans la publication de ce livre, l'intention

« littéraire et l'intention politique. » Il ajoutait qu'à ses yeux la dernière était la conséquence de la première, car il ne voyait dans l'histoire de poésie que jugée du haut des idées monarchiques et des croyances religieuses. Alors le poëte voulait parler le langage consolant et religieux dont avait besoin, pensait-il, une vieille société sortant des saturnales de l'athéisme et de l'anarchie : il se proposait de réparer le mal fait par les sophistes du dix-huitième siècle ; il protestait que sa lyre ne serait jamais l'écho d'aucune parole, si ce n'est de celle de Dieu, et qu'elle chanterait éternellement les austérités et les ravissements de son culte antique. L'idéal de M. Victor Hugo était donc alors la religion catholique et l'ancienne monarchie, auxquelles il consacrait ses chants, et qui devaient toutes deux, du milieu de tant de débris et de ruines, sortir plus rayonnantes et plus fortes.

Mais il paraît que certaines catastrophes ont la puissance non-seulement de renverser les rois, mais de changer l'idéal des poëtes. Dès les premiers moments de 1830, M. Victor Hugo passa vivement du culte du passé à l'enthousiasme des révolutions, qui ne furent plus à ses yeux de coupables erreurs, mais de *glo-*

*rieux changements d'âge de l'humanité.* Dans ce revirement, le poëte alla si vite qu'il se considéra bientôt comme ayant appartenu au parti des vainqueurs. Il se poussa au premier rang de l'opposition et se fit le porte-voix sonore de toutes les opinions, de tous les griefs démocratiques.

Avec quel magnifique dédain M. Hugo traitait alors le gouvernement de 1850 ! « Le gouvernement de juillet est tout nouveau-né, disait-il, il n'a que trente mois, il est encore au berceau, il a de petites fureurs d'enfant. Mérite-t-il qu'on dépense contre lui beaucoup de colère virile ? Quand il sera grand nous verrons. » Il y a dans cet ébouriffant langage quelque chose du capitaine et du tranche-montagne. M. Hugo étendait son mépris à tous les hommes qui, dans les deux chambres, prenaient part aux affaires : « Pauvres diables de gâcheurs politiques, lesquels s'imaginent qu'ils bâtissent un édifice social, parce qu'ils vont tous les jours à grand-peine, suant et soufflant, brouetter des tas de projets de lois des Tuileries au Palais-Bourbon et du Palais-Bourbon au Luxembourg ! » Il viendra un moment où M. Hugo désirera aussi s'atteler à la brouette législative du Luxembourg et bri-

guera cette faveur avec une persévérance que rien ne rebutera.

Mais le poète n'était-il pas sincère dans son effervescence révolutionnaire, dans son ardeur démocratique ? Sans doute. Le soleil de juillet avait dardé sur son cerveau ; ou plutôt, pour parler sans image, on s'explique fort bien qu'un artiste que tourmentait une verve fougueuse qui tendait à s'épancher ait voulu marcher encore et sauver son avenir du naufrage de l'ancienne monarchie. Destiné par la nature à chanter toujours, M. Victor Hugo, après 1830, a changé l'objet de ses chants : voilà tout. Après avoir célébré les grandeurs du passé et défendu les trônes, ce barde du dix-neuvième siècle a des dithyrambes pour les révolutions, et de menaçantes paroles pour les rois. Il a saisi une autre guitare.

C'est bien. Seulement il ne faudra point que le poète veuille prendre avec nous des airs de prophète et de conducteur des peuples. Il conduit si peu, qu'il est toujours entraîné. Il s'agite, il se précipite, mais il ne sait pas où il va.

L'idée, voilà le cri de M. Hugo. Mais demandez-lui quelle idée, il ne pourra pas vous répondre. Comme il a remarqué qu'autour de

lui les sectes philosophiques et révolutionnaires, saint-simoniens, fouriéristes et démocrates, se proclamaient en possession d'idées puissantes, d'idées maitresses de l'avenir, le poète se met de son côté à crier à l'idée :

Le siècle a son idée.....

Mais laquelle ? Ici l'oracle se tait. M. Hugo a écrit quelque part qu'il serait bien utile de savoir complètement quelle est définitivement l'idée que le dix-huitième siècle a léguée au dix-neuvième. C'eût été, en effet, pour le poète une connaissance précieuse : elle l'eût tiré d'embarras, elle lui eût permis de proclamer l'idée d'une façon moins laconique, elle eût mis dans sa main le fil du labyrinthe. Il paraît que personne n'a fourni à M. Hugo un renseignement si nécessaire, et qu'il ne l'a pas trouvé lui-même. Il a donc continué de chanter l'idée, sans savoir précisément laquelle.

On ne devra donc pas beaucoup s'étonner, si l'on trouve que M. Victor Hugo emploie toujours son talent à revêtir de formes plus ou moins heureuses des opinions connues. Quand il voudra se faire publiciste, il portera dans les

plus graves questions tous les procédés de son imagination littéraire. Pour mieux prêcher l'abolition de la peine de mort et la réforme pénitentiaire, il écrira deux pamphlets sous la forme de romans.

Lorsque, dans le dernier siècle, Montesquieu, Beccaria, Voltaire enseignaient le respect de la vie humaine et provoquaient des réformes dans la législation pénale, ils reconnaissaient hautement l'autorité de la société, sa supériorité morale sur ceux qu'elle devait réprimer ou punir, et ils se gardaient bien de la condamner, de lui crier anathème au moment où ils lui demandaient de s'élever à un degré plus haut de civilisation et de sagesse. Pourquoi, en reprenant en sous-œuvre les idées de ces publicistes illustres, M. Hugo n'a-t-il pas senti que c'était un devoir d'imiter aussi leur impartiale gravité?

Nous ne nierons pas qu'il n'y ait dans *le Dernier jour d'un condamné* et dans *Claude Gueux* des pages d'une rare et monstrueuse énergie, mais aussi nous ne connaissons rien de plus menaçant pour l'ordre social que la forme et le ton de ces deux requêtes adressées à la société. C'est elle, en effet, qui est sur la sellette, tandis que le condamné et le galérien

sont représentés comme des martyrs torturés injustement. « Quelle espérance, demandait M. Victor Hugo, mettez-vous sur l'échafaud, maintenant que la grosse foule ne croit plus? maintenant que toutes les religions sont attaquées du *dryrot*, comme ces vieux vaisseaux qui pourrissent dans nos ports, et qui jadis peut-être ont découvert des mondes? maintenant que les petits enfants se moquent de Dieu? »

L'autorité de la justice n'était pas niée moins hautement. « Ne sentez-vous pas au fond du cœur, demandait aux magistrats l'auteur du *Dernier jour d'un condamné*, que vous avez, tout au moins, perdu le sentiment moral et social de la mission de sang que vos prédécesseurs, les vieux parlementaires, accomplissaient avec une conscience si tranquille? » Ainsi, du même coup se trouvaient proclamés l'anéantissement complet de la foi religieuse et l'illégitimité de la justice sociale.

Dans quel pamphlet révolutionnaire est-il possible de rencontrer de plus dangereuses et de plus fausses propositions?

L'ambition de M. Hugo s'exaltait de plus en plus; il aspirait vaguement à jouer le rôle d'une espèce de réformateur social. Là aussi,

il se chercha un devancier illustre dont il devait être le glorieux complément. Au théâtre, il avait choisi Shakspeare ; en politique, il mit la main sur Mirabeau. A la fin de 1834, il en traça un portrait de fantaisie, qu'il termina par cette conclusion, véritable but de sa pensée : « Mirabeau est un grand homme de révolution ; il nous faut maintenant le grand homme du progrès. Nous l'aurons. La France a une initiative trop importante dans la civilisation du globe pour que les hommes spéciaux lui fassent jamais faute... La Providence ne lui refusera certainement pas le grand homme social et non plus seulement politique, dont l'avenir a besoin. » Par une prophétie nouvelle, M. Hugo s'annonçait ainsi lui-même comme le grand homme du progrès. Seulement, il ne définissait pas plus le progrès que l'idée : tout cela devait sans doute s'éclaircir plus tard.

Cependant la succession des orages, qui avaient suivi le coup de foudre de 1830, arrivait à son terme. Vraiment découragés, les partis extrêmes se retiraient de la lice, et les idées révolutionnaires perdaient beaucoup de leur empire sur les esprits. Une lassitude générale ouvrait pour le gouvernement de 1830

une époque de calme et d'apparente stabilité. M. Victor Hugo sut se conformer à cette disposition du pays avec une docilité fort habile. Il redevint littéraire, rien que littéraire. Il publia des poésies d'une allure plus sage, et pour parler à sa façon, son horizon s'élargit, son ciel devint plus bleu. Cette modération venant si à propos démontra que le poète, en dépit de sa fougue, n'était pas incapable de calcul, et que ce grand réformateur pouvait encore s'accommoder quelque temps de cette société qu'il maudissait naguère.

D'ailleurs, M. Victor Hugo avait une ambition, et cette fois légitime : il voulait entrer à l'Académie française. Sa place y était marquée par l'éclat de sa poésie. Lorsqu'elle lui fut donnée, chacun trouva que c'était justice. Seulement on se demandait comment l'altier romantique, comment le Luther de la littérature expliquerait sa présence au milieu de représentants de l'orthodoxie classique, quand il viendrait prendre séance. M. Hugo se sauva de cette difficulté par la plus singulière des préteritions : le jour où il fut installé à l'Académie, il ne parla que de politique et passa sous silence toutes les questions littéraires. Il évoqua Napoléon, Mirabeau, Danton, Malesherbes

et Sieyès ; mais de l'art , mais de toutes les théories dont, pendant vingt ans, il s'était fait l'Aristote, pas un mot. Il fallait voir le désappointement profond et la plaisante surprise de tout ce qui restait encore de romantiques fervents et d'amis désintéressés de la poésie et des lettres. Bonnes gens qui ne connaissaient pas l'homme !

Dès que son nom fut sorti du scrutin de l'Institut , M. Hugo reprit toute son ambition politique , et voulut , d'académicien , devenir le plus tôt possible pair de France. Aussi , dès le premier jour qu'il met le pied à l'Académie, il posera cette candidature ; il ne craindra pas de sacrifier son passé pour mieux s'assurer l'avenir. Ne le prenez plus pour un homme de lettres, vous lui feriez une injure mortelle. Au fond , la politique a toujours été sa vocation.

Pour en convaincre les incrédules, M. Hugo imagina d'écrire , sous forme de lettres, un livre qu'il intitula *le Rhin*. Quel livre, grand Dieu ! quel enfantement ! quelle association bizarre de tons les plus discordants , de couleurs les plus disparates ! Dans ces lettres adressées à un ami, il n'y a ni abandon, ni nuances ; tout y est guindé , colossal. Mais à l'exemple

de M. Hugo, oublions la littérature pour ne songer qu'à la politique, et constatons la valeur de sa pensée.

Ici, comme dans la préface de *Cromwell*, M. Hugo s'est emparé d'idées développées avant lui pour y jeter son enluminure. Il arrivait un peu tard en 1845 pour découvrir que le Rhin était un fleuve digne d'être à la fois français et allemand, et qu'une alliance sincère entre la France et l'Allemagne pouvait servir de rempart à l'Europe contre les envahissements de la Russie. Au surplus, pour rendre la Russie moins redoutable à l'Occident, M. Hugo n'hésitait pas de lui adjuger Constantinople, si elle consentait à se tourner vers l'Asie. Il était plus généreux que Napoléon, qui ne voulait pas à ce prix partager le monde avec l'empereur Alexandre.

Enfin tous les vœux du poète furent comblés, et il eut la pairie. Que de peines pour l'obtenir ! que d'encens dépensé au pied du trône de juillet ! M. Hugo n'avait-il pas dit au roi Louis-Philippe, en le haranguant au nom de l'Académie française : « Sire, Dieu a besoin de vous ! » Néanmoins, en dépit de ces adulations, le chef du gouvernement de 1850, par un instinct dont on ne peut nier ici la

sagacité, refusa longtemps d'accorder cette pairie si ardemment convoitée par le poète. Pour triompher de cette résistance, il ne fallut rien moins que la vive et opiniâtre intercession d'une noble princesse. Que de réflexions, que de retours sur son engouement a dû faire depuis quelques mois madame la duchesse d'Orléans, surtout si elle avait réellement pris M. Hugo pour un autre Goëthe, pour une de ces intelligences vraiment supérieures qui placent avec une force calme au-dessus des événements et des révolutions !

Dans cette enceinte du Luxembourg, où il avait tant souhaité de s'asseoir, M. Hugo ne se sentait pas fort à l'aise : il parla deux ou trois fois sans encombre comme sans succès ; il évita le plus possible de se prononcer entre le ministère et l'opposition. Pour se dédommager d'une réserve à laquelle il se croyait obligé pendant quelque temps, il préparait un livre qu'il devait, dit-on, intituler *la Misère*. La question était assez mûre, assez élaborée pour qu'il s'en emparât. Mais la révolution de 1848 vint couper court à la mise en œuvre du poète sur un pareil sujet.

Il y a ici une justice à rendre à M. Hugo. Le bouleversement de février lui inspira un

bon mouvement. Il courut à la défense de la société en péril, et il se fit avec dévouement soldat du grand parti de l'ordre.

Paris se rappelle encore la remarquable profession dont il couvrit les murs pour appuyer sa candidature à l'Assemblée nationale. Jamais on ne mit plus vivement en contraste, en opposition, l'ordre et l'anarchie. Cette fois, on ne pouvait critiquer la prodigalité avec laquelle M. Hugo avait accumulé les antithèses, car alors cette prodigalité était du bon sens et du courage.

Maintenant, à quelle cause faut-il attribuer le changement qui l'a jeté dans les rangs de ceux qu'il combattait si énergiquement après février ? A la vanité du poète. Quand il vit que la majorité se constituait et se disciplinait, que les premières places y étaient prises par des hommes éminents, ses aînés et ses supérieurs en politique, M. Hugo, inquiet par son amour-propre, sentit s'éveiller en lui de dangereuses tentations. Chose étrange ! l'exemple de Lamartine qui aurait dû l'éclairer l'entraîna ; lui aussi a voulu être l'orateur de la révolution. Il a été plus jaloux qu'effrayé du naufrage de l'auteur des *Girondins*.

Depuis sa nouvelle transformation, M. Vic-

tor Hugo emploie souvent un procédé qui, tout grossier qu'il est, ne laisse pas de réussir auprès de certaines gens. Il choisit un préjugé, une passion, un lieu commun populaire, et en pousse l'expression jusqu'aux dernières limites de l'hyperbole. Ainsi, dans la discussion de la loi sur l'enseignement, il a soutenu que le plus grand danger que pût courir aujourd'hui la France, c'était d'être envahie par le parti clérical. Proposition absurde, mais qui flatte les instincts démagogiques. Armé de ce thème, M. Hugo a prétendu que, dans l'intérêt le plus vrai de l'Église, il fallait lui refuser toute influence sur l'éducation de la jeunesse. Quel est, nous ne dirons pas seulement le croyant sincère, mais l'homme de bonne foi qui songe à l'avenir, que ne révoltera pas une pareille opinion ?

Et cependant, cette opinion, professée avec aplomb, en phrases pompeuses, charmera l'esprit de parti, séduira l'ignorance et l'irréflexion, et vaudra au rhéteur démagogique de bruyants applaudissements.

Une autre fois, M. Hugo posera en principe que la déportation équivaut au rétablissement de la peine de mort en matière politique. C'est le contraire du vrai. Mais précisément cette

exagération mensongère enlève les suffrages , excite l'enthousiasme de tous ceux dont elle sert la cause. On ne saurait avoir trop de reconnaissance pour d'aussi audacieuses amplifications.

Dans la voie où il vient de s'engager , M. Hugo peut aller loin. Moins il a d'initiative dans les idées et de sûreté dans le jugement, mieux il développera les thèmes et les mots d'ordre qui lui sont donnés par le parti auquel il appartient désormais. Grand poète lyrique, dramaturge bizarre et contesté, penseur médiocre, prosateur, sinon sans valeur, souvent du moins emphatique et prétentieux, M. Hugo prend aujourd'hui l'emploi de tribun. C'est toujours le même artiste dont l'ambition vagabonde ne sait où se fixer. Il a tour à tour servi et quitté la monarchie et la révolution. Il est aujourd'hui dans toute l'ivresse de son rôle d'orateur démocrate : puisse-t-il n'en avoir pas plus tard les douleurs et les remords !

## V

### **M. de Lamartine. — Le poète chrétien et humanitaire.**

A dix-huit ans de distance, M. de Lamartine quitte encore une fois la France pour l'Orient. Marseille l'a vu le 21 juin 1850 comme le 25 juin 1832, abandonner son port hospitalier pour atteindre les rivages de l'Asie. Et c'est encore après une révolution que le poète s'éloigne, et va chercher sous un autre ciel un peu de calme, de repos, et quelque diversion puissante à d'amères pensées.

Hélas ! le voyageur de 1830 a perdu l'innocence politique du pèlerin de 1832. Il y a dix-huit ans, M. de Lamartine s'en allait le cœur léger, le front déjà ceint d'une auréole de gloire que rien n'avait ternie. Il échappait au contact d'une révolution que non-seulement il n'avait pas appelée, mais qu'il blâmait hautement d'avoir séparé avec violence ce qui devrait toujours rester uni : l'ancienne France et la nouvelle. Il s'élançait vers l'Orient, l'imagination encore pleine des rêves de son enfance et de sa jeunesse. Il n'avait alors d'autre chagrin, que de n'avoir pas encore vu le désert, les palmiers du puits d'Hébron et les aigles du Liban. Il partait pour satisfaire cette curiosité de poète et pour chercher un monde nouveau qui pût se refléter dans le limpide miroir de sa pensée.

Aujourd'hui, celui qui recommence le même pèlerinage s'agite douloureusement sous le double fardeau de l'âge et de ses fautes.

Son front que la pâleur efface  
Ne conserve plus que la trace  
De la foudre qui l'a frappé.

Cette fois la révolution, dont il semble fuir le spectacle et le souvenir, non-seulement il

ne lui est pas étranger, mais elle est en partie son ouvrage. Il n'en est ni le vainqueur, ni le vaincu; mais il en portera toujours l'accablante responsabilité. Il ne l'ignore pas; il se débat depuis deux ans sous ce poids terrible.

Trois mots expliquent la vie de M. de Lamartine : Imagination, Orgueil, Fatalité.

Dès l'éclatant début des *Méditations*, un œil attentif eût pu reconnaître tout ce qu'il y avait de vague et d'irrésolu dans cette poésie qui semblait au premier aspect si profondément chrétienne. Dès le principe, deux éléments contradictoires s'y figurent la guerre.

M. de Lamartine dut à la piété maternelle et aux Pères de la Foi une éducation religieuse. Ses premières impressions furent toutes bibliques. Plus tard, le jeune homme s'initiera à la poésie chrétienne, non-seulement à l'école de Racine imitant les *Psaumes*, mais encore à celle de Corneille traduisant l'admirable livre de *l'Imitation de Jésus-Christ*. Qu'on compare les premières *Méditations* avec les vers dans lesquels l'auteur de *Polyeucte* a reproduit cet ascétisme si intime et si doux, et l'on sera frappé d'un véritable air de famille. Les deux poètes ont trouvé cette ressemblance au pied de la croix.

Mais l'incertitude et le doute apparaissent sur-le-champ à côté des élans de la foi. L'auteur des *Méditations* chante alternativement le Désespoir et la Providence, le Néant et l'Immortalité ! Sans doute la parole chrétienne semble prévaloir dans l'esprit du poète, mais ce n'est pas sans nuages et sans perplexités. S'il s'adresse au chantre le plus illustre de l'incrédulité au dix-neuvième siècle, il lui dira :

Qui que tu sois, Byron, bon ou fatal génie...

C'est précisément la question qu'il fallait trancher ; mais Lamartine se complaira dans cette opposition, dans cette incertitude, et le voilà déjà donnant des gages au scepticisme. Une autre fois, sa métaphysique cadencée tombera dans d'étranges pétitions de principe, et il s'écriera :

Si l'on m'eût consulté, j'aurais refusé l'être,

oubliant que pour être consulté, il fallait d'abord qu'il existât.

Dans les nouvelles *Méditations*, le chrétien devint de plus en plus rêveur, vapoureux, indécis. Il y a bien encore d'éclatantes lueurs de

foi et d'orthodoxie chrétienne, comme le beau chant qui a pour titre *le Crucifix* ; mais ce qui domine surtout, c'est :

Un génie inquiet, une active pensée,  
Par un instinct trop fort dans l'infini lancée.

Le poète se laissait envahir par un sentiment de l'infini qui devait de plus en plus s'éloigner de la pensée chrétienne et se perdre dans les plus vagues aspirations. Ce n'était plus l'humble prière du croyant qui conjurait l'astre vivifiant de la foi de se lever dans son cœur. La raison et la sagesse humaine acquerraient chaque jour plus d'empire.

C'est à cette sagesse que M. de Lamartine se mit à demander de nouveaux sujets pour ses chants, et il célébra la *Mort de Socrate*. Ce n'était pas une heureuse idée que d'engager une lutte avec Platon. Cette belle prose de l'artiste grec, si majestueuse et si savante, ce merveilleux dialogue, ce dramatique récit des derniers moments du plus sage des hommes, écrasèrent de tout leur poids la versification molle, diffuse et incorrecte de l'imprudent poète : ce fut sa première chute.

Les circonstances qui semblaient le plus

étrangères à son génie devinrent pour M. de Lamartine des thèmes littéraires. Il composa un *Chant du Sacre*, qui ne laissa pas de dérouter un peu ses admirateurs. Le solitaire s'était fait poète officiel, historiographe de cour. C'était un mélange de descriptions pompeuses, d'élans royalistes et de quelques sentiments libéraux. Toutefois, M. de Lamartine pensait alors que la liberté ne pouvait fleurir qu'à l'ombre du trône,

Et que pour affermir et consacrer ses droits  
Son temple le plus sûr est le cœur des bons rois.

En voulant pénétrer dans le monde réel, M. de Lamartine y apportait quelque chose de gauche, d'inexpérimenté. Il perdait sa première puissance et ne savait pas encore en conquérir une autre.

Il marchait si bien au hasard qu'il imagina d'emprunter à lord Byron un de ses héros, ou plutôt le propre personnage du poète anglais, et d'écrire le *Dernier Chant du pèlerinage de Child-Harold*. Le poète chrétien interprète, truchement de lord Byron ! Ce bizarre caprice aboutit au plus étrange des travestissements. Le Child-Harold de M. de Lamartine part pour

la Grèce plus préoccupé du salut de son âme que de l'affranchissement des Hellènes. Après avoir un moment combattu et triomphé avec les Grecs, Harold s'ensevelit dans un couvent, consume ses derniers jours dans les plus dures austérités, a un rêve horrible dans lequel il se voit en enfer, et meurt entre les bras d'un prêtre grec. Sera-t-il sauvé ? Le poète pose la question sans la résoudre. Un pareil Child-Harold ainsi défiguré, ni tout à fait incrédule, ni tout à fait chrétien, eut si peu de succès qu'on entendit beaucoup de gens parler de la veine épuisée du poète et douter de son avenir.

Pour donner un démenti à d'aussi tristes pressentiments, M. de Lamartine revint à la source de ses premières inspirations et publia les *Harmonies religieuses*. Cette fois le christianisme, dont il redevenait le mélodieux écho, semblait avoir régénéré son talent. Jamais les pieuses tristesses du poète n'avaient eu tant de charme. Comme il célébrait dans le *Jour des morts* les consolations que la foi prodigue aux affligés ! quelle éloquente énumération de toutes les douleurs :

C'est une mère ravie  
A ses enfants dispersés,

Qui leur tend de l'autre vie  
Les bras qui les ont bercés.  
Des baisers sont sur sa bouche :  
Sur ce sein qui fut leur couche  
Son cœur les rappelle à soi.  
Des pleurs voilent son sourire  
Et son regard semble dire :  
Vous aime-t-on comme moi ?

Avec quels accents le poète appelait sur la  
tête des hommes les trésors de la bonté de  
Dieu !

Étends sur eux la main de ta clémence :  
Ils ont péché, mais le ciel est un don ;  
Ils ont souffert ; c'est une autre innocence ;  
Ils ont aimé : c'est le sceau du pardon !

Poète, le moment approche où tu iras t'égarer dans de lointains climats, où tu te plongeras dans les flots les plus agités et les plus bruyants de ton siècle. Eh bien ! ni dans tes courses vagabondes à travers l'Orient, ni dans les transformations et les orages de ta vie politique, tu ne trouveras rien qui vaille les sons divins de ta lyre chrétienne. Tu étais rentré dans le port : pourquoi donc en sortir de nouveau ? Quand tu auras abandonné encore une fois le sanctuaire, sais-tu ce qui t'attend ? Mais le destin est plus fort, la révolution de 1830

éclate, et je ne sais quoi de fatal commence pour M. de Lamartine.

« J'appartenais à un autre temps par mes désirs, a écrit M. de Lamartine dans les premières pages de son *Voyage en Orient*; j'ai souvent senti en moi un autre homme; des horizons immenses, infinis, lumineux de poésie philosophique, épique, religieuse, neuve, se déchiraient devant moi; mais punition d'une jeunesse insensée et perdue! ces horizons se refermaient bien vite. Je les sentais trop vastes pour mes forces physiques; je fermais les yeux pour n'être pas tenté de m'y précipiter. Adieu donc à ces rêves de génie, de volupté intellectuelle! Il est trop tard. J'esquisserai peut-être quelques scènes, je murmurerai quelques chants, et tout sera dit... » Le poète, en 1833, indiquait ainsi sa métamorphose. A la fin du même ouvrage, il était plus explicite, et il disait que l'homme qui a voyagé, quand il s'interroge lui-même, se trouve sous bien des rapports un autre homme. Au moment où il parlait de son changement, M. de Lamartine en donnait la preuve par la singulière incohérence d'idées et d'images qu'il associait dans son *Voyage en Orient*. La déception fut grande quand on lut ce que M. de Lamartine appelait

ses *Notes*. Il semblait qu'il ne les eût publiées que pour rehausser la gloire de M. de Chateaubriand et l'éclat de cet *Itinéraire de Paris à Jérusalem* tracé avec une si éloquente précision.

Mais la transformation du poète ne devint sensible à tous que lorsqu'il produisit d'autres vers. A la lecture de *Jocelyn*, chacun dut reconnaître que le poète adorait de nouveaux dieux. La nature et une sorte de rationalisme humanitaire avaient remplacé la religion du sacrifice et de la croix. En nous donnant l'histoire d'un curé de village dont un amour profane avait bouleversé l'âme, et qui se complaisait dans le récit, dans la peinture de sa passion, le poète flattait trop les instincts de révolte et de volupté inhérents au cœur de l'homme pour ne pas être vivement applaudi.

M. de Lamartine vient de nous apprendre récemment dans le premier chapitre de *Geneviève*, que beaucoup d'oisifs, de jeunes hommes, de jeunes filles lui avaient écrit de tous les coins du monde à l'occasion de *Jocelyn* qui, dit-il, « a eu le seul succès qu'il pouvait avoir, un succès de cœurs malades, une gloire d'intimité, une immortalité de coin du feu, *musa pedestris*. » Nous retrouvons dans ces paroles

l'orgueilleuse indifférence avec laquelle depuis longtemps M. de Lamartine affecte de parler de ses vers. Au surplus ce dédain exercé sur lui-même n'est pas immérité. C'était un beau succès de cœurs malades qu'avait obtenu *Jocelyn*. On avait été aussi surpris, effrayé de cette rapidité d'exécution, de ce désordre dans la richesse qui entassait pêle-mêle de ravissantes beautés, des fautes grossières, de splendides développements, d'impardonnables négligences.

Cependant l'improvisation épique de M. de Lamartine devait s'abandonner à bien d'autres excès, et la *Chute d'un Ange* vint montrer jusqu'où pouvait s'emporter et descendre cette muse, non plus seulement sans chasteté, mais sans frein. Ce fragment d'épopée orientale accumulait tout ce que pouvait rêver de voluptueux et d'étrange l'imagination la plus enflammée par l'aiguillon des sens et par toutes sortes d'ivresses. Toutefois, il y avait dans cette débauche de poésie de grands effets, de magnifiques échappées de lumières.

Pour nous peindre ces horizons infinis et nouveaux, dont parlait tout à l'heure M. de Lamartine, pour nous faire goûter ces inspirations de panthéisme oriental, il eût fallu

que le poëte consentît à dépenser beaucoup de temps et de veilles. Mais comment attendre un travail long, opiniâtre, d'un homme qui en était venu à se vanter de ne faire de vers qu'à ses moments perdus? Triste fatuité qui déguisait mal l'impuissance où s'était réduit lui-même M. de Lamartine à attendre l'idéal qu'il avait rêvé!

D'ailleurs, il était tombé, pour un artiste, dans la plus grave des erreurs. Il avait cru qu'en abandonnant les grandes traditions de la foi catholique pour se jeter dans un naturalisme vague et indéfini, il s'élèverait encore comme poëte. Il voulut faire de la poésie religieuse et humanitaire, sans *formes*, en dehors des types et des symboles du christianisme. A la même époque, il faisait en vers et en prose de la politique sans nationalité. Alors il poussait cette exclamation bizarre :

La vérité, c'est mon pays !

Alors il s'écriait :

Nations, mot pompeux pour dire barbarie !  
L'amour s'arrête-t-il où s'arrêtent vos pas ?  
L'égoïsme et la haine ont seuls une patrie.  
La fraternité n'en a pas.

On conçoit qu'avec de pareils sentiments

M. de Lamartine, tout en briguant le portefeuille des *affaires étrangères*, n'ait point pâli sur Grotius, Vattel et Martens.

Pour cet infatigable improvisateur, la prose n'est pas, comme pour M. Victor Hugo, un long effort, quelque chose de péniblement tourmenté. Plus encore que dans ses vers, M. de Lamartine y porte son audacieuse exubérance. Cette prose est d'une intarissable fluidité : c'est sa qualité, c'est son défaut. Il arrive un moment où vous voudriez arrêter l'écrivain qui s'affaiblit et se noie dans des amplifications sans limite et sans rivage.

Il y a dans la fécondité littéraire de M. de Lamartine quelque chose de téméraire et d'étourdi qui le pousse souvent contre de dangereux écueils. C'est ainsi qu'il n'a pas craint, en publiant ses *Confidences*, d'entrer en lutte ouverte avec Jean-Jacques et ses *Confessions*, et de provoquer une comparaison périlleuse. Quelle différence pour la vérité du fond et du style ! Rousseau est sincère, car il est presque fou : l'orgueil l'enivre, mais en même temps il l'excite à révéler toutes ses faiblesses, toutes ses hontes, et à s'en faire une sorte de trophée. Il ne dévoile pas moins tout ce qu'il sait d'autrui, et il ne se croit obligé de ménager

personne, puisqu'il ne s'est pas épargné lui-même. De cette véracité cynique qui ne trouvera pas, nous le croyons, d'imitateur parmi nos contemporains ou nos contemporaines, est sorti un livre exceptionnel au point de vue social et littérairement admirable.

Voici qu'au contraire, pour nous faire ses confidences, M. de Lamartine a fait sa toilette ; pour paraître devant nous, il est en tenue, il se produit comme il l'entend, il se drape, il arrange ses aventures, il crée des épisodes, il ne se confesse pas, il invente, il s'idéalise. Si, par hasard, il s'accuse de quelque chose, il se trouve que cet aveu doit conduire le lecteur à l'admirer plus encore.

Après un premier volume de prétendues *Confidences*, M. de Lamartine a changé la forme de son récit, et s'est mis en scène sous le nom et les traits de *Raphaël*. A-t-il réfléchi qu'il entrerait encore en rivalité avec un concurrent non moins redoutable ? A-t-il espéré que *Raphaël* égalerait *René* ? *Raphaël* a été publié il y a un an à peine : qu'on le relise, on sera frappé de tous les défauts qui le déparent, et notamment de cette incorrigible diffusion qui gâte les meilleures pages. Écrit au commencement du siècle, *René* se relit toujours

avec un nouveau charme. Les couleurs en sont aussi vives que le premier jour ; ou plutôt avec le temps et la réflexion on sent mieux ce que le génie de l'écrivain a si éloquemment concentré.

L'infériorité de M. de Lamartine est évidente toutes les fois qu'il veut jouter avec Chateaubriand. Le souvenir de *l'Itinéraire* a été funeste au *Voyage en Orient*. A côté de *René*, *Raphaël* n'est plus qu'une figure effacée, une toile médiocre. Il n'y a pas jusqu'à *Moïse* qui ne vaille mieux que *Toussaint-Louverture*. Puisque ces deux grands artistes ont eu la fantaisie de faire une tragédie qui ne devait rien ajouter à leur gloire, je préfère, je l'avoue, le poème biblique de Chateaubriand à cette déclamation humanitaire sans action, sans vérité, où quelques beautés épiques ne peuvent suppléer au drame toujours absent.

Aujourd'hui, M. de Lamartine, et c'est la dernière ou du moins la plus récente de ses évolutions littéraires, publie de petits romans, de petites histoires, qu'il destine, dans sa pensée, à servir de commencement, d'origine à une littérature populaire. M. de Lamartine veut écrire pour le peuple : il a raison ; mais s'y prend-il bien ? La meilleure manière d'é-

crire pour le peuple n'est-elle pas d'écrire pour tout le monde? Les classes ont disparu dans l'État : faut-il les rétablir dans les lettres? Nous ne croyons pas qu'il faille inventer pour le peuple une littérature spéciale. « Le Beau, a dit Fénelon, ne perdrait rien de son prix quand il serait commun à tout le genre humain ; il en serait plus estimable. » Voilà le vrai. Il faut reprendre le Beau partout ; mais pour le propager, on ne doit pas songer à en changer les conditions. Ici, comme en d'autres circonstances, M. de Lamartine a légèrement improvisé une théorie, mais chemin faisant il a dû l'oublier, et nous pouvons être sûrs qu'il a écrit ses petits romans sans s'asservir à sa nouvelle poétique, avec les qualités et les défauts que nous lui connaissons. On ne se corrige guère, on ne se transforme plus à son âge.

Voilà l'artiste. Il est tout à la fois immense et incomplet : à force de s'étendre, il s'est déformé lui-même. Aussi ne laissera-t-il de lui que des témoignages contradictoires, pas un monument, mais des fragments sans unité. Au fond de sa merveilleuse imagination, il a toujours eu un scepticisme inné, une indifférence souveraine pour le fond des choses. Comme il

doutait de tout, le poète a tout accepté, tout osé. Il n'avait de foi et d'enthousiasme que pour lui-même. Quand il se mirait dans son génie, il sentait son cœur se gonfler d'un orgueil de Titan.

Il y a des moments où il ne se trouvait à sa place qu'en se représentant lui-même à la tête, non pas seulement de son pays, mais de l'Humanité tout entière. On dit qu'il fut étonné, lorsqu'à Jérusalem il visita les saints lieux, de n'avoir été l'objet d'aucune communication divine. Il fallait enfin qu'un mortel aussi supérieur au reste des humains fût mis à l'épreuve. La fatalité appesantit sa main sur lui le 24 février.



## VI

**M. de Lamartine. — L'orateur conservateur  
et révolutionnaire.**

Il y a deux espèces de poètes. Pour les uns, un recueillement profond, une méditation solitaire, une sensibilité rêveuse, une pensée contemplative sondant les abîmes de la religion et de la philosophie, sont les sources vivifiantes de l'inspiration. D'autres, au contraire, s'inspirent surtout de ce qui brille et s'épanouit au dehors ; les magnificences de la nature,

l'éclatante splendeur d'un beau ciel, la ravissante douceur des nuits, le frémissement mélancolique des flots de la mer les remplissent de sensations enivrantes qui se traduisent rapidement en vers harmonieux.

C'est à cette seconde espèce de poètes, que nous trouvons surtout dans les contrées méridionales, qu'appartient M. de Lamartine. Il y a chez lui de l'improvisateur napolitain. Cette facilité merveilleuse d'exprimer les sensations et les idées avec une sorte de célérité magique l'a souvent emporté trop loin et bien compromis comme poète ; mais, d'un autre côté, elle l'a fait orateur. Décernons-lui cette gloire aussi pleinement qu'il la mérite. Grand poète, il s'est trouvé en même temps avoir reçu du ciel le don d'une véritable éloquence : la nature est rarement aussi prodigue.

Oui, M. de Lamartine a pu parler comme il a chanté, sans peine, sans effort. Le monde social et politique, avec ses variétés et ses contradictions innombrables, s'est reflété dans son esprit comme avaient déjà fait pour le poète les œuvres de la création. Plein d'une instinctive horreur pour tout ce qui est travail et préparation opiniâtre aux choses difficiles, M. de Lamartine n'a pris d'autre soin que de

s'abandonner à ce nouveau mirage. C'est le démenti le plus complet qui ait jamais été donné au mot de Quintilien : *Fiunt oratores*.

Dès le principe, l'éloquence de M. de Lamartine fut, comme sa poésie, traversée par des tendances et des sentiments contradictoires. La même indécision que nous avons vue contre la foi catholique et l'autorité de la raison humaine, nous la retrouvons chez l'orateur entre la cause de la conservation sociale et la cause du progrès qui, plus tard pour lui, par une contradiction nouvelle, deviendra celle de la révolution. Dans son abondante parole, tout se rencontre, tout s'entre-choque : aspirations du dix-neuvième siècle, souvenirs et défense du passé, conseils d'une sage modération, effusions humanitaires. Sous ces impressions si différentes, l'âme de l'orateur rend des vibrations également sonores. On dirait une harpe éolienne placée sur la tribune.

Pendant les premières années de sa vie parlementaire, M. de Lamartine se mit tour à tour au point de vue du gouvernement et au point de vue de l'opposition. S'il est question d'un amendement en faveur de la Pologne, il s'y opposera et dira qu'il ne faut pas s'effrayer des empiétements en Asie de la puissance

russe, qui ne peut qu'y porter la civilisation. Il insistera pour le payement intégral aux États-Unis des 25 millions qu'ils réclamaient, blâmant énergiquement la chambre de 1854 d'avoir rejeté le premier traité que le pouvoir exécutif présentait à la sanction parlementaire; mais, d'un autre côté, il refusait au gouvernement le droit de faire juger les accusés d'avril, et il développait cette thèse singulière, que si, dans l'ordre civil et criminel, il pouvait y avoir des procès et des jugements, il n'en était point ainsi dans l'ordre politique. « Entre le gouvernement et les partis, s'écriait M. de Lamartine, le procès, c'est la bataille; le jugement, c'est la victoire. Y a-t-il un procès juste, quand il y a en présence des ennemis et point de juges. Il n'y a plus là qu'une fiction, une dérision juridique. » Ainsi, reproduisant les langages des républicains les plus exaltés, M. de Lamartine contestait la légitimité de la justice sociale, et néanmoins il se croyait conservateur!

Cependant le moment arrivait où la haute et la moyenne bourgeoisie se mirent à attaquer le gouvernement qu'elles avaient établi. Les hommes parlementaires qui s'étaient unis pour fonder la royauté de 1830, se divisèrent et se

firent une guerre implacable. On se crut tellement vainqueur de la démagogie, contre laquelle il avait fallu lutter les armes à la main pendant cinq ans, qu'on crut pouvoir se permettre tous les caprices et se livrer à tous les dépits de l'amour-propre blessé. On se mit à faire des coalitions à l'anglaise, comme si le terrain sur lequel on s'agitait si imprudemment avait la stabilité de l'aristocratique Angleterre. De la rue l'émeute passa dans le parlement et le pouvoir fut assailli par ceux qui l'avaient possédé et voulaient le reconquérir. Inexplicable vertige, ou plutôt ambition coupable qui ouvrait la brèche par où devaient passer toutes les passions anarchiques. Les coalisés de 1839 ont préparé la catastrophe de 1848.

Au contraire, M. de Lamartine, qui devait, neuf ans plus tard, monter à l'assaut de la royauté, la défendit alors avec une grande décision. Quand la lutte s'ouvrit, elle le trouva professant les opinions les plus conformes aux doctrines que soutenait le gouvernement. Alors il s'opposait avec vivacité à la conversion des rentes; il demandait l'exécution par l'État des chemins de fer qu'attendait la France, et certes sur ce point il n'avait pas tort. Quand la

coalition attaqua non-seulement le ministère du 13 avril, mais le droit qu'avait la royauté d'exercer une action réelle dans le gouvernement et sur les affaires, M. de Lamartine défendit les attributions du pouvoir monarchique dont il ne voulait pas, disait-il, qu'on fît une abstraction couronnée. Puis, se retournant vers les coalisés, il leur adressa cette prophétique parole : « Tremblez de vous retrouver trop faibles vous-mêmes, après vous être ainsi brisés en deux ! » C'était un beau moment dans la vie parlementaire de M. de Lamartine. Non-seulement il se montrait éloquent, mais il avait raison contre des hommes qui, dans d'autres circonstances, avaient été et furent encore plus politiques que lui.

Lorsque la question d'Orient vint faire à nos querelles intestines une diversion qu'on put espérer un instant féconde et glorieuse, M. de Lamartine, auquel son voyage en Syrie donnait une sorte d'autorité sur ce sujet, n'hésita pas à sonner les funérailles de la monarchie de Soliman. « Ce sont, disait-il, les dernières scènes de l'empire grec renouvelées à la chute de l'empire de Mahommed II. » A l'entendre, il fallait donc agir comme si la Turquie était déjà rayée de la carte de l'Europe.

Aujourd'hui M. de Lamartine est en route pour recevoir des domaines considérables de la munificence du sultan. Il ne lui fera pas sans doute hommage de la collection complète de ses discours politiques.

En voulant de cette façon remanier le monde, en demandant ainsi l'affranchissement des esclaves dans nos colonies, M. de Lamartine se montrait ouvert à toutes les tendances émancipatrices de notre époque ; mais il se maintenait conservateur en traçant une ligne de démarcation entre les instincts révolutionnaires et les idées libérales. « Oui, s'écriait-il un jour en s'adressant à M. Thiers, voilà la différence entre vous et moi : j'aime et je défends l'idée libérale, le progrès du sage et de la législation dans le sens régulier et fécond de la liberté ; vous, vous aimez, vous caressez, vous surexcitez le sentiment, le souvenir, la passion révolutionnaire. » Il aimait à sévir sur ce thème en s'attaquant toujours à M. Thiers, même après que celui-ci eut, à la fin d'octobre 1840, remis la direction des affaires à M. Guizot. « Nous nous appelons *révolution*, dites-vous ; oui, mais la France avant tout s'appelle *nation, humanité, civilisation*. » Une autre fois, dans l'affaire si contestée des forti-

fications de Paris, il soutenait que la véritable révolution française, c'est-à-dire la puissance toujours croissante et déjà régularisée des idées généreuses et régulatrices de la dignité de l'homme, ne courrait en Europe aucun danger, et il ne pouvait pas, disait-il, se creuser un réduit à une autre révolution, à une révolution *qui bouleverse les peuples, qui sape tous les trônes, qui turit ses propres apôtres, qui improvise et qui renverse des dictatures, qui affecte, non plus la monarchie universelle, mais une sorte de droit à l'anarchie universelle*. Où trouver des termes qui conviennent mieux à la révolution dont M. de Lamartine devait être, quelques années plus tard, le promoteur fatal? Pauvre cervelle humaine! Triste cécité des imaginations les plus orgueilleuses!

Pour le récompenser de dégager si franchement les idées sagement progressives de tout contact avec les passions révolutionnaires, une fraction du parti conservateur eut l'idée, dans les derniers jours de 1841, de porter M. de Lamartine à la présidence de la chambre. C'était non-seulement se parer d'un nom brillant, mais c'était l'utiliser, c'était en faire le symbole d'une politique conciliatrice. M. Guizot et son ministère résistèrent à cette pensée.

Ils eussent plus volontiers donné une ambassade à l'éloquent défenseur de la prérogative royale ; il y avait eu même à ce sujet des conversations, des offres ; mais ils l'écartèrent du fauteuil de la présidence, de peur de l'y trouver trop indépendant. Au scrutin, M. de Lamartine ne réunit qu'un petit nombre de voix, et il ressentit de cet abandon une amertume profonde. L'ingratitude était blâmable : mais pourquoi s'en est-il vengé de manière à la justifier ?

Nous ne sommes plus loin de l'instant où le champion du parti conservateur passera dans l'autre camp. Il eut encore une inspiration de généreuse impartialité quand, en repoussant la proposition de M. Ganneron au sujet de la présence des fonctionnaires dans la chambre, il s'écria : « A vous entendre, n'en conclurait-on pas que la France est un pays de gangrène morale et d'abjection politique ? » Plus tard, dans les emportements de son opposition, il oubliera ce bon mouvement, et lui aussi nous parlera, avec tant d'autres, de corruption invétérée et systématique. La révolution de 1848 a mis dans tout leur jour les vertus de ceux qui avaient assourdi le pays de leurs édifiantes indignations.

Une nouvelle proposition émanée du centre gauche, la motion de M. Ducos sur la réforme électorale, devient entre les mains de M. de Lamartine une première machine de guerre contre la majorité dont il voulait enfin se séparer. Il déclare le moment venu d'élargir le système électoral et parle amèrement de ces hommes qui, au sein des majorités, se refusaient à l'examen des meilleures choses, quoique mûres et préparées. « Du jour, ajoutait-il, où vous leur proposerez une mesure d'innovation, la plus sage, la plus avantageuse à l'esprit conservateur du gouvernement, de ce jour-là vous êtes leur ennemi. » Ces paroles soulevèrent les murmures de la majorité et les acclamations de la gauche : c'était un premier acte de divorce.

La plus imprévue des catastrophes mit au tombeau l'héritier de la monarchie de 1830. La question de la régence surgit. M. de Lamartine se prononça pour une régence féminine. Pourquoi?... parce qu'à ses yeux une régence de femme était le pouvoir entre les mains du pays, le gouvernement dans le parlement, la dictature de la nation. Toutefois, l'orateur protestait encore qu'il voulait fortifier la dynastie de juillet. Jamais idées plus

disceordantes ne s'étaient livré dans le même homme un plus vif combat.

Renonçant enfin à péniblement associer des pensées contraires, M. de Lamartine déclara, au commencement de 1845, qu'il venait non-seulement attaquer un peu le ministère, mais le gouvernement, mais *le système*. Il se blâma lui-même d'avoir trop tardé à combattre un pouvoir qui depuis si longtemps compromettait le pays. Il se proclama le soldat dévoué de l'idée démocratique, du progrès, de la liberté et de l'esprit humain dans tout l'univers. C'était un abandon solennel du parti conservateur pour passer à la gauche.

La stupeur fut grande. On se demandait si c'était le même orateur qui avait si vivement combattu la coalition et l'esprit révolutionnaire. Ainsi, en politique non moins qu'en poésie, la métamorphose était complète. Le poète chrétien s'était fait humanitaire et panthéiste. Le conservateur devint un novateur effréné, d'autant plus dangereux qu'il était moins précis dans ses idées, moins positif dans ses desirs et ses desseins. L'auteur de *Jocelyn* et de la *Chute d'un ange* donnait une nouvelle preuve de cette mobilité singulière, de cette incorrigible légèreté qui avait toujours été pour ceux qui

le connaissaient le mieux, pour sa famille, pour ses amis les plus intimes, un sujet d'inquiétude. Un jour, les premières *Méditations* venaient de paraître, on félicitait le père de M. de Lamartine du succès de son fils, de cette vocation qui se révélait d'une manière si éclatante, et qui faisait du nouveau poète un défenseur de la religion et de la monarchie. « Vous ne connaissez pas Alphonse, répondit le père en secouant la tête, c'est une girouette qui tourne, même quand il n'y a pas de vent. »

Une fois lancé dans la voie des oppositions extrêmes, M. de Lamartine ne ménagea plus rien : il répéta sur tous les tons qu'il ne s'agissait plus de changer le ministère, mais bien la pensée du règne, que tous les petits remèdes seraient inutiles, et qu'il fallait une transformation radicale de la politique tant intérieure qu'étrangère. Toutefois, si brillantes que fussent ses agressions, M. de Lamartine au sein de la chambre restait sans puissance. Il n'avait d'action ni sur la majorité, qui ne lui pardonnait pas sa désertion, ni sur la gauche, qui le laissait dans l'isolement, qui l'applaudissait quelquefois, mais ne l'adoptait pas.

Il est naturel qu'avec son tempérament M. de Lamartine ait senti qu'il étouffait dans

l'atmosphère parlementaire. Il tourna le dos à la chambre pour s'adresser au pays, pour l'agiter. Alors, par une nouvelle négation de son passé, plus audacieuse encore que toutes les autres, il se mit à célébrer avec enthousiasme ce qu'il avait si souvent combattu : la révolution ; non pas une révolution idéale, mais la terrible révolution de Danton et de Robespierre. L'histoire va devenir entre ses mains une arme, une torche.

Le livre si rapidement improvisé des *Girondins* porte l'empreinte des deux talents de M. de Lamartine : c'est un poëme, c'est un discours. La composition, la mise en scène sont d'un habile romancier ; vous trouverez dans l'exécution toute la facilité, toute la verve d'un inépuisable orateur. L'ouvrage offre au lecteur tous les tons, tous les effets littéraires : anecdotes, portraits, épisodes romanesques, développements épiques, déclamations de tribune, chronique scandaleuse, tout, sauf l'impartiale gravité de l'historien. Mais de cette impartialité l'écrivain ne se soucie guère ; pourvu qu'il enflamme les esprits, il est content. Dans sa course haletante, il semble parfois avoir le vertige qu'il veut communiquer aux autres. Girondin au début, il passe aux

Jacobins dans l'entraînement de son récit; les Girondins ne sont plus à ses yeux que des démocrates de circonstance, tandis que Robespierre et les Montagnards étaient des démocrates de principe. C'est dans Robespierre et dans Saint-Just qu'il incarne la philosophie de la révolution. « Avec eux, dit-il, finit la grande période de la république, qui tomba dès lors du spiritualisme dans l'ambition. » Quelle bizarre appréciation ! Quel châtiment pour tant d'orgueil ! M. de Lamartine, après avoir douté de tout, arrive à croire au déisme des Jacobins.

L'heure fatale a sonné : les vœux, les rêves de l'ambitieux poète sont réalisés avec une rapidité foudroyante qu'il ne prévoyait pas. Il a provoqué une révolution. Elle éclate ; qu'en fera-t-il ? L'histoire a déjà répondu. Élevé au pouvoir sur les ruines de l'ordre social, le 24 février, M. de Lamartine en a été précipité dans les sanglantes journées de juin. Quatre mois au pouvoir, voilà ce qu'il a obtenu après treize années de convoitises et d'agitations !

Encore il serait plus juste de parler de quatre mois d'impuissance. Le nouveau Girondin eut un moment de courageuse et d'aristocratique fierté, en repoussant le drapeau rouge,

mais après cet éclair d'indépendance, quel asservissement à toutes les exigences des passions révolutionnaires. On sent que l'homme ne conduit rien; le torrent l'emporte. L'imprudent a déchainé des éléments qu'il ne peut maîtriser et qui l'entraînent en l'épouvantant.

Quel ne fut pas son trouble, à l'hôtel de ville, dans la matinée du 16 avril 1848 ! L'histoire expliquera plus tard comment il répondit à une dernière avance de la fortune, qui lui offrait l'assistance et l'épée d'un illustre général. M. de Lamartine est bien doué pour célébrer les révolutions, même pour les pressentir ; mais il n'est pas fait pour les gouverner.

C'est ce qu'alors ne savait pas la France. Elle voulait, au contraire, que Lamartine fût le représentant suprême de la révolution. Elle l'appelait au gouvernement, à la dictature. Dix départements l'envoyèrent siéger à la Constituante. Quand il apprit cette déceuple élection, il eut comme un moment d'ivresse, et il s'écria qu'il était le plus grand des hommes. Le lendemain, il s'en retournait le plus faible, et il s'opiniâtrait à rester le collègue de Ledru-Rollin, dont il devait être, dans la pensée de la France, l'inflexible et victorieux adversaire.

Pourquoi tromper ainsi l'attente de toute une nation ? Pourquoi se refuser à une gloire infaillible ? Était-ce défaut de courage ? Non, mais chez celui qui était l'objet de tant d'espérances, il n'y avait pas cette conviction fondamentale qui fait les grands révolutionnaires et les grands hommes d'État. Mirabeau est invincible dans le milieu qu'il a choisi pour servir la révolution et la contenir.

L'action de Danton sur les affaires fut un moment irrésistible. Robespierre exerçait un terrible ascendant. Quand Bonaparte parut, on ne méconnut pas longtemps une nature maîtresse et supérieure destinée à commander. Ces hommes ne furent si puissants que parce qu'ils étaient énergiquement convaincus de la vérité de certains principes.

Si de ces grands exemples nous reportons nos regards sur 1848, nous voyons la pire des révolutions, une révolution inutile, et, pour la représenter, un sceptique, un artiste irrésolu qui se reconnaît lui-même le jouet d'une mystérieuse fatalité. *Alea jacta est*. Malheureusement M. de Lamartine n'a pu prendre que ce mot à César, qui, en le prononçant, se posait ainsi la question : « Mourir, ou s'emparer de Rome et du monde. »

Aujourd'hui, après tant d'orageuses et de stériles aventures, M. de Lamartine se trouve à la fois en dehors du mouvement conservateur et du mouvement révolutionnaire. Il est tourmenté, repentant ; il n'a plus d'autre préoccupation que de multiplier les apologies de sa conduite. A peine tombé du pouvoir, il s'est mis à écrire *l'Histoire de la révolution de février*. Quel appendice aux *Girondins* ! Dans *le Conseiller du peuple*, il a chaudement attaqué le socialisme, le communisme, l'anarchie, et il a recommencé cette éternelle oscillation entre les tendances révolutionnaires et les idées conservatrices. Seulement, aujourd'hui, il semble incliner un peu plus vers les traditions de stabilité monarchique.

N'oublions pas en terminant que Lamartine a une consolation suprême au milieu de tant de mécomptes et de regrets. Si la postérité doit le juger sévèrement, au moins elle ne peut l'oublier. Il est entré dans l'histoire par son naufrage même. Tous ses vers périraient que son nom surnagerait encore, mêlé aux révolutions du dix-neuvième siècle, et si ses poèmes se transmettent aux âges lointains, ils recevront un nouveau lustre du rôle politique qu'il a joué.

## VII

### **Les croyances religieuses au commencement du siècle.**

Les leçons de l'expérience seront-elles donc toujours perdues, même pour les esprits qui sembleraient devoir le mieux les comprendre, en raison des lumières dont ils se vantent. Voici une philosophie dite positive qui enfante aujourd'hui, avec une ambition laborieuse, le plus étrange des paradoxes. A l'entendre, le régime théologique qui fit la première éduca-

tion de l'humanité touche à sa fin. Le monothéisme chrétien qui succéda au polythéisme fut, à l'époque où il parut, un progrès véritable ; mais il est en pleine dissolution dans notre siècle. Le règne approcherait d'une philosophie qui doit tout absorber, tout soumettre à ses classifications, à ses principes.

Il est difficile de plus méconnaître le fond de la nature humaine et les leçons de l'histoire. L'homme a des sentiments, des instincts, des aspirations que la science ne peut satisfaire. Au delà des données de l'observation, il croit, il espère, et par un élan de l'âme que l'on appelle la foi, il se précipite vers un monde idéal. La foi est une aptitude inhérente à la nature de l'homme, et que nous retrouvons toujours sous les formes les plus diverses, comme un des plus constants mobiles de ses actions.

Au moment où le polythéisme s'écroulait et où des stoïciens rationalistes s'imaginaient sans doute que la philosophie devait seule désormais diriger l'homme et les sociétés, une religion nouvelle s'est élevée du milieu des ruines du monde antique. Elle a dit aux hommes de s'aimer les uns les autres, et d'espérer dans une autre vie ; ce que la philosophie ne

pouvait faire, elle l'a fait. Elle a répondu aux sentiments les plus profonds et les plus tendres ; elle a consolé des douleurs qui avant elle ne paraissaient pas guérissables. Tour à tour méconnue , persécutée , triomphante , elle a enfanté le monde moderne qui , en dépit des révolutions par lesquelles il est agité depuis trois siècles et demi, reste profondément chrétien.

Une des plus grandes aberrations dans lesquelles tomba , il y a soixante ans , le génie révolutionnaire est d'avoir été , par principe , antichrétien , antireligieux. Il se condamna lui-même à l'affreuse nécessité de se faire persécuteur comme Néron et Dioclétien , puis il s'imposa la tâche de substituer à ce qu'il voulait anéantir un culte nouveau. Pendant qu'ils proscrivaient le christianisme , les Jacobins proclamaient qu'ils reconnaissaient l'Être suprême ainsi que l'immortalité de l'âme , et Robespierre se proposait de consacrer des fêtes solennelles aux idées morales , à la Justice , à la Bonne foi , à l'Amitié , comme si les masses pouvaient fêter des abstractions ! Jamais on ne vit plus folle ignorance de la nature des choses.

Le jour où Bonaparte , malgré les résistances

des républicains, et même malgré les répugnances de ses conseillers les plus dévoués, annonça la résolution de rétablir la religion catholique, ce jour-là, il prit place parmi les grands législateurs et les fondateurs d'empire.

Il avait compris d'un coup, et par une de ces vives intuitions familières au génie, la vertu sociale de la religion et son indestructible puissance. « Tenez, dit-il un jour dans le parc de Malmaison à un conseiller d'État avec lequel il se promenait : j'étais ici dimanche dernier au milieu de cette solitude dans le silence de la nature. Le son de la cloche de Rueil vint tout à coup frapper mon oreille. Je fus ému, tant est forte la puissance des premières habitudes et de l'éducation !... » Puis, comme son interlocuteur prétendait qu'il n'y avait plus de clergé et que la plus grande partie de la nation était dans l'indifférence, Bonaparte lui répondit vivement : « Vous vous trompez, le clergé existe toujours, il existera tant qu'il y aura dans le peuple un esprit religieux, et cet esprit lui est inhérent. Nous avons vu des républiques, des démocraties, tout ce que nous voyons, et jamais d'État sans religion, sans culte, sans prêtres. » Ainsi Robespierre proscrivit le sacerdoce et Bonaparte le rétablit. Quel

abîme entre l'esprit révolutionnaire et le génie fondateur !

Les témoignages de l'histoire ne nous ont pas laissés ignorer de quelle satisfaction sincère, de quelle joie intime la restauration du culte catholique remplit la société française. Par la plus naturelle et la plus légitime des réactions, on revenait avec une émotion profonde, avec ferveur, avec attendrissement à cette religion antique qui avait présidé pendant tant de siècles aux destinées de la France. Une allégresse universelle saluait cette renaissance.

Dans cette œuvre de rénovation religieuse, le talent littéraire vient apporter son concours à la puissance politique. Le *Génie du Christianisme* paraissait alors, et le jour même où une magnifique cérémonie célébrait à Notre-Dame le rétablissement du culte, M. de Fontanes publiait dans le *Moniteur*, sur le *Génie du Christianisme*, un article qu'il commençait ainsi : « Cet ouvrage, longtemps attendu, et commencé dans des jours d'oppression et de douleur, paraît quand tous les maux se réparent et quand toutes les persécutions finissent. Il ne pouvait être publié dans des circonstances plus favorables. La religion, dont la

majesté s'est accrue par ses souffrances, revient d'un long exil dans ses sanctuaires déserts, au milieu de la victoire et de la paix dont elle affermit l'ouvrage. » *Le Génie du Christianisme* remua les cœurs, enchanta les imaginations. C'était la première fois qu'on s'attachait à prouver, non-seulement que la religion était vraie, mais qu'elle était belle, et qu'il y avait sur le Calvaire une poésie plus forte à cueillir que sur l'antique Parnasse. Ce n'était pas une aride démonstration : le Christianisme devenait aimable, il apparaissait comme la source des émotions les plus profondes, des beautés les plus sublimes et les plus délicates. M. de Chateaubriand était à la fois l'Aristote et l'Homère de sa nouvelle poétique.

Déjà au surplus, avant que le génie littéraire eût remporté un si éclatant triomphe, la haute et sévère raison de deux célèbres publicistes avait relevé le drapeau des croyances religieuses.

Nous voulons parler de MM. de Bonald et de Maistre, qui, avec une grande diversité de genre et de méthode, marchaient au même but.

Ce fut dans la métaphysique que M. de

Bonald chercha sa force , se rattachant à la philosophie spiritualiste du dix-septième siècle pour mieux combattre le matérialisme du dix-huitième. « Descartes prouva Dieu , dit M. de Bonald dans la *Législation primitive*, et il expliqua l'homme et ses passions ; Malebranche fit un pas de plus sur la même route ; il étudia leurs rapports , mais des rapports trop purement intellectuels, et les communications ineffables de la raison humaine avec l'éternelle raison. Leibnitz entrevit au delà et connut la nécessité de la société extérieure de Dieu et des hommes, société qu'il appelle l'état le plus parfait sous le plus parfait des monarques. » Mais en même temps que M. de Bonald reconnaît que ces grands systèmes honorent l'intelligence humaine , il établit qu'ils sont incomplets, parce qu'ils montrent plutôt comment la société humaine est en Dieu, qu'il ne montre comment Dieu est présent dans la société humaine et la gouverne par les lois de l'ordre social.

Ce sont ces lois que M. de Bonald a voulu chercher et lire dans la nature des choses. A ses yeux , le fondement de l'ordre social est dans cet axiome : que la souveraineté est en Dieu et que le pouvoir est de Dieu. Cette pro-

position est à la fois le principe de la souveraineté, la source du pouvoir et l'origine des lois.

L'auteur de la *Législation primitive* s'attacha à démontrer que la première connaissance de l'homme pensant fut la connaissance d'un être supérieur à l'homme. Aussi, l'adoration a été la première pensée, et la première parole a été un culte.

L'homme avait donc dès son origine une connaissance de deux termes extrêmes de l'univers : Dieu et l'homme, la cause et l'effet. Mais, entre eux, il fallait un terme moyen, un être médiateur, unissant l'homme à Dieu et participant des deux natures. C'est de la connaissance ou de l'ignorance de ce médiateur que dérivera la bonté ou l'immoralité des lois et de la civilisation.

Ainsi, M. de Bonald avait surtout à cœur de démontrer que la religion était le plus grand intérêt social, et il faisait tout graviter autour d'elle. Avec un appareil métaphysique qui quelquefois effrayait un peu les esprits, il arrivait à des vérités pratiques. Il prouvait que la religion affermit la constitution des États, facilite l'administration des peuples, en présentant à tous de grandes craintes et de gran-

des espérances , en réunissant par les liens d'une charité fraternelle des hommes que séparent les inégalités sociales.

Quand il comparait la religion à la philosophie, M. de Bonald insistait sur les incontestables avantages de la première sur la seconde. La philosophie donne des conseils , la religion dicte des lois. La philosophie, mettant l'exagération à la place de l'autorité , prétend que la vertu porte avec elle sa récompense et le crime son châtiment ; la religion place hors de nous et dans un ordre inaccessible à nos passions le prix du vainqueur et la peine du vaincu. « Je défends la nécessité de la religion , écrivait M. de Bonald au commencement du siècle, et cependant je connais la défaveur attachée à cette noble cause, et les efforts que fait depuis longtemps la démocratie de la médiocrité pour ébranler le trône de la raison , si glorieusement occupé par le génie. » Par ces dernières paroles , l'auteur de la *Législation primitive* désignait le spiritualisme de Descartes , de Leibnitz , de Bossuet et de Fénelon , qu'il opposait aux idées , aux imaginations du dix-huitième siècle.

Dans plusieurs occasions, M. de Bonald a relevé cette singulière proposition de Rousseau,

« qu'un peuple a toujours raison de changer ses lois même les meilleures, car s'il veut se faire mal à lui-même, qui est-ce qui a le droit de l'en empêcher? » Cette mobilité de la volonté humaine érigée en dogme choquait singulièrement un penseur pour lequel, comme pour Leibnitz et pour Montesquieu, les lois étaient des rapports nécessaires dérivant de la nature des êtres et des choses.

Une question particulière, le divorce, fournit à M. de Bonald, au moment de la rédaction du Code civil, l'occasion d'appliquer ses principes sur la famille et sur l'État. « L'année 1793, écrivait-il dans son livre *du Divorce, considéré au dix-neuvième siècle*, vit, dans l'État, la démagogie la plus effrénée; dans la famille, la dissolution du lien conjugal la plus illimitée; dans le culte même, l'impiété la plus exécrable : le pouvoir paternel périt avec l'autorité maritale; la minorité des enfants fut abrogée, et le père perdit, par l'égalité forcée des partages, la sauvegarde de l'autorité, le moyen de punir et de récompenser. » M. de Bonald conjurait le génie réparateur qui gouvernait la France de ne pas permettre que des lois molles et faibles vinssent encourager la licence des mœurs, et il lui adressait cette

parole remarquable : *Commandez-nous d'être bons, et nous le serons*. Il signalait vivement le danger d'élever l'édifice social sur le sable mouvant des opinions humaines. Ne serait-ce pas laisser aux générations suivantes des révolutions à recueillir ?

En relisant aujourd'hui l'auteur de la *Législation primitive*, sa prose mâle et ferme, ses pages marquées au coin d'une austère éloquence, on est frappé de l'à-propos d'un grand nombre de ses développements. C'est que ce qui est simple et vrai, non-seulement ne vieillit pas, mais reçoit encore un nouveau lustre des efforts tentés pour l'obscurcir. Montesquieu a écrit que les troubles en France avaient toujours affermi le pouvoir. On pourrait dire par analogie que les erreurs ont toujours fait briller la vérité. Au milieu du débordement impur de tant de théories folles, nous ne sommes pas condamnés à voir disparaître les principes qui sont l'expression nécessaire de la nature des choses. C'est le torrent fangeux qui passera.

M. de Bonald et M. de Maistre débutèrent à un an de distance. En 1796, M. de Bonald fit paraître à Constance son premier ouvrage, traité politique en trois volumes, ayant pour titre : *Théorie du pouvoir politique et reli-*

*gieux*. Ce livre fut saisi en France par le Directoire et mis au pilon. Il n'eut guère alors que deux ou trois lecteurs, comme M. Necker, la Harpe et M. de Chateaubriand. Il a été réimprimé il y a six ans. En 1797, M. de Maistre publia à Bâle et à Londres les *Considérations sur la France*. Ce livre apparut en Europe comme une révélation des desseins de la Providence.

Ce fut une bien autre sensation que l'impression produite par l'ouvrage d'ailleurs si politique et si distingué d'Edmond Burke. L'écrivain irlandais signalait les fautes commises par les représentants de la révolution française, et il adressait aux lois rédigées et aux mesures prises en son nom, une critique souvent judicieuse. M. de Maistre se plaçait à un bien autre point de vue : il faisait de la révolution un dessein de Dieu, un châtiment de la Providence. La volonté humaine n'était plus que l'instrument d'une fatalité vengeresse.

Il y avait de quoi rabattre l'orgueil des révolutionnaires qui se croyaient puissants. « Les scélérats même, disait M. de Maistre, qui paraissent conduire la révolution, n'y entrent que comme de simples instruments, et dès

qu'ils ont la prétention de la dominer, ils tombent ignoblement. Ceux qui ont établi la république l'ont fait sans le vouloir et sans savoir ce qu'ils faisaient ; ils y ont été conduits par les événements : un projet antérieur n'aurait pas réussi. » Ce langage était nouveau ; il portait dans les esprits une sorte d'épouvante. Qui pouvait se flatter de n'être pas compris dans ces terribles décrets de la colère divine ?

Au moment où la religion était proscrite par le délire révolutionnaire, M. de Maistre rappelait que non-seulement elle régnait sur la portion la plus éclairée du globe depuis dix-huit siècles, mais que ne s'arrêtant pas à cette époque reculée, elle se nouait à un autre ordre de choses, à une religion typique qui remonte à l'origine du monde. Ce sera sa constante pensée de chercher à travers l'histoire et la suite des temps, la perpétuité de la tradition, pour y trouver la preuve que l'homme peut tout modifier dans la sphère de son activité, mais qu'il ne crée rien, et que telle est sa loi au physique comme au moral.

L'homme et les sociétés sont constamment sous la main de Dieu, et l'histoire est comme pénétrée d'une influence divine. C'est le gou-

vernement temporel de la Providence, qui exerce sa justice dans les délais qu'elle ne nous fait pas connaître.

Telle est la pensée qui domine dans la doctrine de M. de Maistre et que reproduisent avec tant de développement ingénieux les *Soirées de Saint-Petersbourg*. « Il me semble, a-t-il écrit dans le troisième Entretien, que l'existence et la marche des gouvernements ne peuvent s'expliquer par des moyens humains, pas plus que le mouvement des corps par des mouvements mécaniques. *Mens agitat molem*.

« Il y a dans chaque empire un *esprit recteur* (laissez-moi voler ce mot à la chimie en le dénaturant) qui l'anime comme l'âme anime le corps, et qui produit la mort lorsqu'il se retire. » Cette doctrine de de Maistre est la contradiction la plus affirmative qui ait été opposée à la philosophie du dix-huitième siècle. Cette philosophie exaltait la volonté de l'homme; la doctrine du théosophe en proclame l'impuissance et le néant, et se fait une joie insultante de son humiliation.

Au jugement de quelques personnes, M. de Maistre aurait porté trop de fougue et de passion dans son style; mais sa mission était de déclarer la guerre et de la pousser vivement;

ce n'était pas un homme de transaction. Il fallait arracher la victoire à la philosophie triomphante ; il fallait relever des croyances et des idées qui, depuis trois siècles, battues en brèche, étaient presque en ruine. On ne pouvait donc déployer trop de vigueur.

Quand M. de Maistre se proposa d'écrire la théorie de la papauté, il n'hésita pas à l'exposer dans toute sa plénitude, sans restrictions, sans nuances. Cette intrépidité d'intelligence a produit un beau livre, *le Pape*, morceau d'éloquente logique, où tous les principes et tous les arguments sont serrés si étroitement, qu'on n'en peut rien disjoindre, et qu'il faut tout accepter ou tout nier.

Dans sa polémique, M. de Maistre est tellement supérieur qu'on peut le mettre hardiment à côté de Pascal et de Voltaire. On sent que cet implacable adversaire de Port-Royal et du dictateur du dix-huitième siècle avait senti la nécessité d'égaliser par d'autres procédés la puissance d'ironie contenue dans les pamphlets de Voltaire et dans les *Provinciales*. Il est encore une autre prise à partie moins connue. C'est l'*Examen de la philosophie de Bacon*. Impatienté d'entendre Bacon constamment proclamé comme le père de la

philosophie moderne, comme l'inventeur d'une nouvelle méthode, d'un nouvel *organon*, M. de Maistre l'attaque, le poursuit, l'accable et ne l'abandonne, au bout de deux volumes, qu'après avoir mis à néant sa doctrine et ses idées. Il y a dans cette manière de traiter les matières les plus abstraites une *vis comica* qui produit les plus piquants effets.

Ainsi, au commencement du siècle, les croyances religieuses rentraient en possession de la société par l'autorité de la puissance politique, en possession des esprits par le charme d'une littérature toute nouvelle et par l'énergie philosophique de la pensée. C'était une première campagne qui avait glorieusement acquis de grands résultats.

## VIII

### **M. l'abbé F. de Lamennais pendant la restauration.**

Dans l'introduction de son livre *du Pape*, M. de Maistre s'était excusé de ce qu'un homme du monde, c'était ainsi qu'il s'appelait, s'attribuait le droit de traiter des questions qui jusqu'alors avaient semblé exclusivement dévolues au zèle et à la science du clergé dont il peignait ainsi le triste état : « La révolution l'a dépouillé, exilé, massacré. Les anciens

athlètes de la milice sainte sont descendus dans la tombe ; de jeunes recrues s'avancent pour occuper leurs places ; mais ces recrues sont nécessairement en petit nombre, l'ennemi leur ayant d'avance coupé les vivres avec la plus funeste habileté. Qui sait d'ailleurs si, avant de s'envoler vers sa patrie, Élisée a jeté son manteau, et si le vêtement sacré a pu être relevé sur le champ ? »

C'était en 1817 que M. de Maistre écrivait ces lignes, et au même moment paraissait dans l'arène un lévite inconnu qui, quelques jours après la publication d'un éloquent volume, était salué par le clergé du surnom de Bossuet nouveau. Le manteau d'Élisée avait été ramassé.

Bossuet avait dit : « Je prévois que les libe-  
« tins et les esprits forts pourront être décré-  
« dités, non par aucune horreur de leurs sen-  
« timents, mais par ce qu'on tiendra tout  
« dans l'indifférence, excepté les plaisirs et les  
« affaires. » Telle est la pensée dont s'inspira  
l'auteur de *l'Essai sur l'indifférence en ma-  
tière de religion*. Il attaqua avec énergie ce  
dédain de la vérité, et cette préoccupation  
exclusive des choses matérielles et sensibles.  
« L'âme de l'homme, disait-il, s'est dégoûtée

« d'elle-même ; elle a rougi de sa céleste origine, et s'est efforcée d'en éteindre jusqu'au dernier souvenir. Cet amour immense, qui fait le fond de son être, elle l'a détourné de son cours pour l'appliquer uniquement aux corps, elle les a aimés comme sa fin ; elle a voulu s'identifier à eux, être périssable comme eux ; elle s'est dit : Tu mourras ! et elle a tressailli d'espérance. »

Il y avait longtemps que le matérialisme n'avait entendu d'aussi sévères et d'aussi éloquentes paroles. M. de Lamennais prenait à partie cette indifférence profonde sur les croyances, qui lui semblait le naufrage de toutes les vérités et de toutes les vertus. Il la soumettait à une analyse mordante, impitoyable. Il réfutait d'abord ceux qui, ne voyant dans la religion qu'une institution politique, ne la croient nécessaire que pour le peuple, et il demandait qui voudra être peuple et s'imposer des devoirs pénibles pour acquérir la flatteuse réputation d'un sot. Venaient ensuite les indifférents qui, tenant pour douteuse la vérité de toutes les religions positives, ne reconnaissent de religion incontestablement vraie que la religion naturelle. Sur ce terrain, M. de Lamennais livrait bataille à Rousseau.

Lorsque dans le dernier siècle Jean-Jacques avait écrit *La profession de foi du vicaire savoyard*, il s'était montré plus religieux que la plupart de ses contemporains. Au moins, en face de la nature et des beautés de la création, il avait senti se réveiller dans son cœur la conscience de Dieu, et ce sentiment si rare à cette époque lui avait dicté d'admirables pages. Seulement ce déisme, si méritoire qu'il était alors, devenait bien faible quand il comparaisait au tribunal d'une foi ardente, d'une religion armée de ses dogmes et de son antiquité. C'est au surplus le sort ordinaire du déisme avec son indécise médiocrité, d'être répudié également par la religion et par la haute métaphysique.

Les contradictions abondent dans Rousseau et M. de Lamennais les releva victorieusement. Il démontra que Rousseau, non moins que Hobbes, tombait de tout le poids de ses principes dans l'indifférence des religions, car si Hobbes les déclarait toutes fausses ou d'institution humaine, Rousseau ne savait pas s'il en était une vraie, et prétendait, supposé qu'il y en eût une, qu'il était impossible de la découvrir. Qu'en conclure, si ce n'est l'impuissance radicale de la raison, et l'auteur d'*Émile* ne

répugne pas à cette conclusion, car il a écrit quelque part : « Puisque plus les hommes savent, plus ils se trompent, le seul moyen d'éviter l'erreur est l'ignorance. » M. de Lamennais triomphe de ce renoncement à la vérité, de cette abdication de la raison humaine prononcée par un philosophe.

Revenant à la religion, l'auteur de *l'Essai sur l'indifférence* la montrait faisant le bonheur de l'homme, non-seulement dans une autre vie, mais sur la terre, car c'est uniquement en sortant de lui-même et en aimant que l'homme marche vers son vrai but.

L'importance de la religion relativement aux sociétés n'est pas moindre, et sur ce thème déjà fécondé par M. de Bonald, M. de Lamennais déployait une chaleureuse abondance. Passant aux rapports de l'homme à Dieu, il établissait que si, en matière de religion, la raison peut ne pas toujours comprendre, la volonté pouvait toujours se déterminer à croire, et que c'était par la volonté que l'homme était responsable. Ainsi, sous le triple rapport de l'homme, de la société et de Dieu, la religion était d'une importance infinie : ce qui détruisait dans ses fondements l'indifférence dogmatique.

Il restait à prouver qu'il existe, en effet, une vraie religion, et que tous les hommes peuvent la discerner des religions fausses. « Mais auparavant, disait M. de Lamennais à la fin de son premier volume, il convient de rechercher comment dans notre condition présente nous parvenons à une connaissance certaine de la vérité. » C'était prendre l'engagement de construire à son tour une théorie, un système.

Ces brillants préliminaires atteignirent vraiment ce résultat de ne pas laisser les lecteurs dans l'indifférence. Au sujet de ce premier volume, il y eut de l'enthousiasme, il y eut de la colère. Ceux qui parmi les libéraux croyaient beaucoup faire pour la religion en la tolérant, se fâchèrent de l'éloquente audace d'un pareil langage; ils lâchèrent les gros mots et traitèrent l'écrivain de jésuite. De son côté, l'Église accueillit avec une reconnaissante admiration le nouvel apologiste du christianisme. Elle mit dans les travaux de M. de Lamennais son espérance et son orgueil. Si ce n'était pas tout à fait encore Bossuet, c'était déjà Tertullien.

Lorsque deux ans après M. de Lamennais produisit le système qu'il avait annoncé, il ne

retrouva plus le même auditoire. Comme il allait au fond des choses, il ne pouvait plus être goûté de la foule, et il n'eut guère pour lecteurs que des théologiens et des philosophes. Chez l'homme, les sentiments sont variables et peuvent être faux, le raisonnement est trompeur, mais la raison générale, le *sens commun* des hommes sont à l'abri de l'erreur et doivent être considérés comme la base de toute autorité. De cette affirmation, M. de Lamennais tirait la conclusion que l'homme qui veut trouver la vérité par la raison seule et n'admettre comme vrai que ce qui est clair, évident, démontré à cette même raison, tombe, s'il est conséquent, dans un scepticisme universel.

Cette doctrine ne laissa pas d'avoir de nombreux contradicteurs. On objecta à M. de Lamennais que c'était lui qui aboutissait au scepticisme en abaissant si fort le sentiment et la raison, car si l'homme ne peut connaître l'autorité que par les moyens de connaître qu'il en a lui-même, et si ces moyens sont incertains, comment arrivera-t-il à une connaissance certaine de cette autorité? Il s'engagea sur ce point des controverses dans lesquelles intervint M. de Bonald.

La solution de toutes ces difficultés était, suivant l'auteur de la *Législation primitive*, dans la souveraineté de Dieu, qui avait voulu que le sens de l'universalité des hommes fût infail-  
libile pour redresser la faillibilité et la faiblesse du sens individuel. C'est ainsi que le consentement universel pouvait seul établir la certitude.

Dès qu'il ne fallait plus chercher la vérité dans le sens individuel, mais dans le *sens commun* du genre humain, l'histoire prenait une importance souveraine, et M. de Lamennais devait naturellement passer de la discussion logique du principe de la certitude à l'examen des témoignages et des traditions. Depuis l'origine du monde, la plus grande autorité visible a constamment appartenu à une seule religion dont la vérité a pu toujours être reconnue à ce caractère.

Jamais aucun peuple n'a ignoré les dogmes et les préceptes de la religion primitive ; ces dogmes et ces préceptes étaient obscurcis, dénaturés, violés par l'idolâtrie, mais ils subsistaient toujours et ils étaient le foyer central et pur d'une religion unique et immortelle. Telle est, en substance, la doctrine développée dans le troisième volume de l'*Essai*.

Ici M. de Lamennais était sur la même trace que M. de Maistre. Il cherchait comme lui les titres historiques de la religion jusque dans le commencement des temps. Seulement il n'avait pas comme lui l'intelligence primesautière et divinatoire des monuments et des textes : c'était souvent une érudition de seconde main hâtivement amassée.

Il y a eu trois révélations : la révélation primitive, la révélation mosaïque, la révélation chrétienne. Ces trois révélations ne forment pas trois religions diverses, mais une religion plus parfaite à mesure qu'elle est plus développée. Cette religion une, universelle, perpétuelle, est le christianisme, dont les lois et les vérités sont renfermées dans l'Écriture, dans le livre par excellence, dont l'avènement a été prédit par les prophètes, dont la puissance a été rendue sensible par les miracles. Sur tous ces points M. de Lamennais eut des développements et des citations à la manière de Bossuet, une dialectique vigoureuse, une abondante éloquence. Toute cette partie de l'*Essai* était pleine de mouvement, d'éclat; elle se faisait lire non-seulement avec intérêt, mais avec autorité.

*L'Essai sur l'indifférence* n'était pas un mo-

nument achevé, un livre parfait, mais le plan avait une véritable grandeur. C'était un cadre magnifique, où le fond, dans certains endroits, pouvait laisser à désirer, mais qui faisait ressortir l'ensemble et l'unité de la tradition religieuse.

Mais M. de Lamennais ne se contenta pas d'avoir édifié, il voulut combattre. La trempe de son esprit et de son tempérament l'appelait dans la mêlée. Aussi, en 1825, publia-t-il un écrit assez court et fort vif ayant pour titre : *De la religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil*. C'était la condamnation de l'esprit du siècle, libellé avec une verve singulière.

Dans l'état politique, l'impétueux écrivain signalait l'anarchie morale, le despotisme administratif, la vénalité universelle. « Un matérialisme abject a tout envahi, disait-il ; « dans la société, on ne voit que de la terre, « des bras et de l'argent ; dans la loi, que le rapport entre des boules noires et des boules blanches ; dans la justice, que les prescriptions variables d'une loi sourde et aveugle ; dans le crime, qu'un simple fait, dont pour la sûreté commune l'idée doit se lier avec celle du bourreau. Du reste, l'État ne connaît ni

« Dieu ni ses commandements , ni vérités ni  
« devoirs, ni rien de ce qui appartient à l'or-  
« dre moral. Tout lui est bon , pourvu qu'il  
« renie la souveraine autorité de qui décou-  
« lent toutes les autres. » Ces tranchantes et  
amères paroles étonnaient les esprits. Ce n'é-  
tait plus là le langage d'une opposition pure-  
ment politique : la religion, par l'organe d'un  
de ses ministres, citait à son tribunal l'État et  
l'ordre social.

Quand il considérait la famille , M. de La-  
mennais n'en faisait pas une moins triste pein-  
ture que M. de Bonald au commencement du  
siècle , lorsque celui - ci s'élevait contre le di-  
vorce. « La dépravation va croissant, les liens  
« de la famille se relâchent , ou plutôt on ne  
« connaît plus ni mariage, ni paternité ; un  
« homme a sa femelle et ses petits, voilà tout,  
« et encore souvent ne sait-on pas à qui ils  
« appartiennent. Les vices se propagent , on  
« les étale sans honte à tous les yeux. Au sens  
« moral, à peu près éteint, succède une sorte de  
« mouvement aveugle qui pousse stupidement  
« des êtres dégradés vers tout ce qui promet  
« quelque jouissance à leurs grossiers appé-  
« tits. Quelquefois un instinct féroce se déve-  
« loppe en eux , ils ont soif du sang, et des

« forfaits inouïs épouvantent le monde. » Ne semblait-il pas que l'auteur de l'*Essai sur l'indifférence* s'inspirait de l'énergie des prophètes et de leur implacable véhémence quand ils tonnaient contre la transgression de tous les devoirs et des ordres de Dieu ?

Quel était le remède à tant de maux ? Le principe d'*Autorité* ; ce que M. de Lamennais avait établi dans la sphère des idées et des croyances, il l'importait dans la politique. Il affirmait qu'une loi souveraine émanée de Dieu même s'élevait au-dessus de toutes les institutions, au-dessus des peuples comme des rois. Cette loi suprême était la source de tout droit et de toute vérité.

Il restait à indiquer où l'on pouvait la trouver et la saisir. M. de Lamennais n'hésitait pas à professer, avec autant de dogmatisme que M. de Maistre, que l'interprète de cette loi des lois était l'Église. Le chef de l'Église, le pape en représente toute l'autorité : donc il a sur les sociétés et sur les gouvernements temporels une suprématie nécessaire.

Telle était la doctrine que soutint M. de Lamennais avec une rare puissance de talent. Il accepta toutes les luttes : controverses, procès devant les tribunaux, polémiques contre

ses supérieurs ecclésiastiques. Jamais l'ultramontanisme n'avait eu en France un champion aussi brillant, aussi fécond.

Inévitablement M. de Lamennais soulevait contre lui deux espèces d'adversaires, les gallicans et les libéraux. Ce ne fut pas un des moins notables incidents de la restauration que cette recrudescence de débats théologiques sur les libertés gallicanes et la déclaration de 1682. Un grand nombre d'ecclésiastiques et de magistrats reprochèrent aux doctrines de M. de Lamennais de menacer à la fois l'indépendance de la monarchie et les libertés publiques, garanties non-seulement par la charte, mais par la déclaration de 1682, qui fut toujours reconnue loi de l'État.

M. de Lamennais répondait que si la plénitude de la souveraineté temporelle appartenait au roi, il n'en était pas moins vrai que le pouvoir spirituel s'étendait sur les rois aussi bien que sur les autres hommes, et il demandait comment il ne serait pas permis de discuter sur les quatre articles, dans une époque où l'on discutait sur l'Évangile. Dans ces combats, il maniait habilement deux bonnes armes : la logique et l'ironie.

Les libéraux n'étaient pas de moins ardents

adversaires. Ils ne souscrivaient pas en silence à des accusations contre la société qui la représentaient comme entraînée de chute en chute depuis la fin du moyen âge jusqu'à l'anarchie de notre siècle et comme prête à rouler dans l'abîme. En regard de ce tableau, ils montraient les progrès accomplis depuis trois siècles, progrès enfantés par la liberté. C'étaient de part et d'autre des peintures, des commentaires contradictoires des annales modernes. Les mêmes faits, les mêmes hommes, étaient tour à tour glorifiés ou chargés d'anathèmes.

Cependant il arriva qu'en combattant la révolution, l'auteur de *l'Essai sur l'indifférence* se laissait peu à peu envahir par ses tendances et son esprit. Je ne sais quelle assimilation secrète le pénétrait des idées et des passions contre lesquelles il semblait lutter. Insensiblement M. de Lamennais devenait révolutionnaire à son insu, à sa façon.

Ainsi, en 1829, lorsqu'il publia un livre intitulé : *Des progrès de la révolution*, il semblait, en dénonçant la tempête qui se formait, plutôt l'appeler que la craindre. « Oui, disait-il, elle viendra, la révolution, parce qu'il faut que les peuples soient tout ensemble

« instruits et châtiés ; parce qu'elle est indis-  
« pensable, selon les lois générales de la Pro-  
« vidence, pour préparer une vraie régénéra-  
« tion sociale. » Ainsi se trouvait répété à la  
veille de 1830 ce que de Maistre avait écrit  
en 1797 et au moment où la révolution allait  
reprendre son cours, elle était de nouveau  
saluée, presque accueillie comme un arrêt,  
comme une vengeance de Dieu.

Durant ces douze années, de 1817 à 1829,  
où M. de Lamennais avait si énergiquement  
défendu le christianisme et la tradition catho-  
lique, son talent pour la polémique et la lutte  
avait contracté de nouvelles forces en s'épu-  
rant. Sa phrase, un peu déclamatoire au dé-  
but, était devenue plus simple et plus ferme.  
L'abondance de son style ne dégénérait plus  
en diffusion : une précision savante en concen-  
trait davantage la chaleur et les effets. D'un  
autre côté, on pouvait regretter que quelques  
faces de son talent demeurassent trop long-  
temps dans l'ombre. Au milieu du combat, que  
pouvait-il faire de cette onction, de ce charme,  
de cette douceur qu'il avait répandus non-seu-  
lement dans les essais de sa jeunesse, mais  
dans de belles pages de sa maturité ?

M. de Lamennais avait passé presque sans

transition du calme de la solitude dans la tourmente de son siècle. Son génie reçut bientôt toutes les commotions électriques de l'orageux atmosphère qui l'enveloppait. Enfin ce fougueux lutteur se trouva subjugué par le génie de son époque dont il croyait triompher.

Pour que la religion exerce comme elle le doit une grande puissance sociale, il faut qu'elle s'abstienne ou plutôt qu'elle dédaigne de jouer un rôle politique. Tel est l'enseignement qui ressort avec éclat des trente-cinq dernières années.

L'Église a profité des leçons de l'expérience, et cette fois ces leçons n'ont rien eu de pénible et de dur. Une seule chose a grandi dans les jours malheureux que nous avons traversés : la puissance morale de la religion. Des combinaisons politiques qui paraissaient suprêmement habiles ont échoué, d'ambitieux systèmes n'ont abouti qu'au plus triste avortement. Les caractères ont eu de fatales défaillances. Non-seulement ce vaste naufrage n'a pas atteint la religion, mais au milieu de tous ces débris elle apparaît plus forte et plus respectée. Il n'y a pour elle, ni vainqueurs ni vaincus, il n'y a que des douleurs à consoler et à guérir. Elle n'est ni pour les gouvernements contre les

peuples, ni pour les peuples contre les gouvernements. Elle ne connaît qu'un parti, qu'une cause, l'humanité tout entière. Ce n'est pas une espérance, une théorie que nous hasardons : nous exprimons un fait. La religion et ceux qui la représentent ne peuvent plus avoir qu'une manière de comprendre leur mission. Ils s'élèvent au-dessus des calculs, des formes et des révolutions de la politique, pour ne songer qu'à l'homme et à la société.

## IX

### **M. de Lamennais depuis 1830. — Puissance sociale de la religion.**

Dans la carrière nouvelle qui s'ouvrit pour M. de Lamennais avec la révolution de 1830, il y a deux époques qu'on n'a pas toujours assez distinguées : la période catholique, puis le moment où l'auteur de l'*Essai sur l'indifférence* a rompu tout à fait avec la tradition et la foi chrétienne. Quelle puissance n'eût pas été la sienne, si tout en s'inspirant des mouve-

ments et des besoins de son siècle, il les eût toujours dominés de toute la hauteur de l'autorité de la religion !

Le lendemain des journées de juillet, M. de Lamennais n'eut pas de regrets bien vifs pour la monarchie qui s'écroulait. Il se préoccupait surtout des intérêts de la religion, et la religion lui semblait plus grande au milieu des ruines qui s'accumulaient autour d'elle. Loin de croire que le catholicisme n'eût rien d'incompatible avec la liberté, il affirmait qu'il en était la véritable base. N'était-ce pas le catholicisme qui avait sauvé au moyen âge la liberté et la civilisation ? Il était appelé à rendre au monde des services nouveaux. Mais, pour que l'Église eût cette puissance, il fallait, selon M. de Lamennais, qu'elle reprît sur l'État toute son indépendance, en refusant le salaire qu'elle en recevait. A ces conditions, il prophétisait pour le christianisme une nouvelle ère de triomphe et de gloire.

Cette pensée, M. de Lamennais la développa dans un journal nouveau qu'il appela *l'Avenir*. L'indépendance absolue de l'Église avait pour conséquences nécessaires la liberté d'enseignement et la liberté d'association. Et le rédacteur de *l'Avenir* ne réclamait la séparation d'avec

l'État que pour mieux soumettre l'Église à l'autorité spirituelle de la papauté. Le souverain pontife, dans la Cité-Reine, au pied de la croix, devait donner le signal de la dernière régénération, et les peuples devaient se reconnaître pour frères, parce qu'ils auraient un père commun.

Mais la papauté avouait-elle cette manière de la servir et de défendre la religion ? On en doutait. Beaucoup, et des plus consciencieux, estimaient que les doctrines de *l'Avenir* imprimaient au catholicisme un caractère insurrectionnel et révolutionnaire. Une notable partie du clergé ne les acceptait pas. Alors M. de Lamennais, avec une bonne foi qui ne l'a jamais abandonné, résolut d'aller chercher à Rome l'approbation de ses principes. Il s'achemina, comme il disait lui-même, le bâton du voyageur à la main, vers la chaire éternelle, prêt à désavouer, à abjurer la moindre pensée que le pape condamnerait.

Pour l'historien du dix-neuvième siècle, que le temps aura mis en possession de la vérité et du droit de l'écrire, ce voyage, ce séjour à Rome ne seront pas une des choses les moins curieuses à noter et à peindre. Cette approbation, qu'il voulait prompte et formelle, M. de

Lamennais ne l'obtint pas, et sa candide impatience demeura sans action sur l'inaltérable et politique lenteur de la cour de Rome.

Déçu dans son attente, abandonné à lui-même, M. de Lamennais ne continua pas son journal, qu'il avait suspendu ; mais, deux ans après son voyage à Rome, il publia les *Paroles d'un croyant*. Ce n'était plus de la polémique, c'était un petit poëme à formes populaires, écrit, comme l'indiquait l'auteur, pour consoler tous les opprimés, tous ceux qui souffraient. La parabole y prenait un ton pathétique, amer et menaçant. De rians détails, d'aimables images jetaient de temps à autre une douce lumière sur ce fond si mélancolique et si sombre. L'effet de l'ensemble fut immense, et M. de Lamennais retrouva un succès égal à celui qu'il avait obtenu par le premier volume de l'*Essai*. Seulement ce n'était plus pour la même cause qu'il frappait ce grand coup : il avait passé dans d'autres rangs où l'on avait accueilli avec enthousiasme le glorieux transfuge.

Toutefois, l'auteur des *Paroles d'un croyant* restait chrétien et ne cessait pas ouvertement d'être catholique. C'est au nom du Christ, au nom de la Trinité sainte qu'il réclamait l'é-

mancipation des peuples, et il gardait un profond silence sur l'autorité séculaire des successeurs de Grégoire VII et d'Innocent III, autorité qu'il avait si souvent invoquée. Trois ans après, il rompait ce silence, et les *Affaires de Rome*, publiées en 1836, nous montrent M. de Lamennais prodiguant ses dédains au Vatican, à la papauté, et cherchant à démontrer l'impuissance du catholicisme.

Ainsi cette révolution que M. de Lamennais avait annoncée en 1829, comme un châtiment entre les mains de la Providence, s'emparait de son prophète et l'enflammait de toutes ses passions. Lui aussi était devenu entre les mains de cette révolution un instrument. Tout ce qu'il y avait toujours eu dans son talent et dans son humeur de violent, d'amer, d'exagéré, domina presque exclusivement; mais ces paroles de mansuétude, mais ces accents attendris d'une âme chrétienne en paix avec elle-même, on ne les entendit plus.

Désormais l'auteur des *Paroles d'un croyant* et des *Affaires de Rome* voulut faire au point de vue révolutionnaire ce qu'il avait accompli au point de vue catholique : édifier un corps de doctrines. Dans le *Livre du peuple* il se fit néo-chrétien : il annonçait un avenir où le

bonheur terrestre devait être le partage de tous. Il oubliait ce qu'il avait si éloquemment développé dans d'autres temps : « Qu'il y aura toujours des pauvres, afin d'empêcher l'homme de s'endurcir, afin de troubler le funeste repos de l'opulence, de réveiller au fond des cœurs la pitié, la miséricorde ; qu'il y aura toujours des pauvres, afin qu'il y ait toujours des vertus ; enfin, disait-il, il y aura toujours des pauvres, des êtres souffrants, pour représenter la race humaine, si souffrante elle-même et si pauvre, qu'un seul mouvement d'orgueil dans un enfant d'Adam est un prodige éternellement inexplicable à la raison. » Qu'ajouter à ces paroles, par lesquelles M. de Lamennais réfutait d'avance les erreurs dans lesquelles il devait tomber plus tard ?

C'était désormais sa destinée de reproduire, en l'adoptant, ce qu'il avait le plus combattu. Il empruntait à Rousseau, qu'il avait tant attaqué, sa théorie de la souveraineté du peuple, qui était pour lui, comme pour l'auteur du *Contrat social*, le résultat des souverainetés individuelles. Descartes ne devait pas être l'objet d'une réparation moins éclatante.

En effet, dans un long ouvrage qu'il intitula *Esquisse d'une philosophie*, M. de Lamennais

voulut tenter une reconstruction rationnelle du système entier des connaissances humaines. Il changeait ainsi de fond en comble un dessein qu'il avait eu dans les dernières années de la restauration. A cette époque, il avait tracé le plan et écrit les premières pages d'un grand livre où il se proposait d'approfondir et d'expliquer toutes les grandes traditions sur lesquelles vit le genre humain, et d'en opposer l'éternelle vérité aux systèmes des philosophes, afin de démontrer que ces systèmes ne sont vrais qu'autant qu'ils concordent avec les traditions. Mais quand il eut abandonné l'Église et l'orthodoxie, M. de Lamennais changea de thème, et, comme Descartes, dont il s'était fait si résolument l'adversaire, il prit son point de départ, non plus dans l'autorité des témoignages, mais dans la raison individuelle.

*L'Esquisse d'une philosophie* fut la négation la plus complète des principes de *l'Essai sur l'indifférence*. La foi et la religion sont dans *l'Essai* le fondement de toute chose. *L'Esquisse* enseigne que la philosophie a sa racine dans notre nature, et que, contemporaine de l'homme, elle n'est que l'exercice même de sa raison. *L'Essai* déroule les grandes traditions de la corruption originelle et de la déchéance

de l'homme. Dans l'*Esquisse*, M. de Lamennais nie l'existence du mal, s'attache à démontrer qu'il n'y a point eu de déchéance, et que ce qu'on appelle déchéance n'est autre chose que la création elle-même. L'*Essai* faisait des miracles une des preuves les plus triomphantes de la religion chrétienne. Les miracles, ainsi que la divinité du christianisme, sont niés hautement dans l'*Esquisse*. Enfin l'*Essai* était remarquable par l'unité, par la rigueur logique qui en coordonnait toutes les parties. L'*Esquisse* sert de champ d'asile à des hérésies, à des opinions qui souvent ne s'accordent pas entre elles.

Cette anarchie dans les idées s'explique par les agitations et les angoisses morales que nous révéla lui-même M. de Lamennais, en publiant les *Discussions critiques et pensées diverses sur la religion et la philosophie*. C'étaient des fragments, des feuilles éparses où il avait répandu ses impressions, ses pensées les plus intimes. S'il livrait ainsi à tous ce qui était une sorte d'entretien avec lui-même, c'est qu'il voulait prouver combien était sincère le changement qui s'était fait dans ses convictions. Cette sincérité n'était que trop démontrée par les déchirements intérieurs dont il nous don-

nait le spectacle en nous communiquant ses notes. Nous pourrions lui appliquer ici les paroles consacrées par Chateaubriand à Bossuet : « Il se plonge, il se noie dans des tristesses incroyables et dans d'inconcevables douleurs. » Jamais âme ne fut plus désolée et ne jeta de tels accents de désespoir. Voici comment l'auteur des *Discussions critiques et pensées diverses* se représente le monde moral : « Le prêtre, sans inspiration, balbutie des paroles de la terre, froides, mortes, semblables aux creux retentissements d'un sépulchre. Le politique ment pour tromper le peuple et vivre de lui. Le philosophe, en ce moment, rêve qu'il sait, et le moment d'après ne sait pas même s'il rêve. Dérision que tout cela, raillerie amère. Et puis comptez les larmes, les douleurs, les désespoirs, les crimes ! Voulez-vous que je vous dise ce que c'est que le monde ? Une ombre de ce qui n'est pas, un son qui ne vient de nulle part et qui n'a point d'écho, un ricanement de Satan dans le vide. » Il écrira dans un autre endroit : « L'histoire, qu'est-ce ? Le long procès-verbal du supplice de l'humanité. Le pouvoir tient la hache et le prêtre exhorte le patient. » Étranges paroles dans la bouche d'un homme qui avait autre-

fois appuyé la théorie du sens commun sur le témoignage de l'histoire.

Tout ce qui a ses racines dans le passé est devenu pour l'auteur des *Discussions critiques* l'objet de la plus amère antipathie. Il parle en ces termes de la noblesse : « Qu'est-ce qu'on appelle le lustre des anciennes familles ? La trace luisante que les limaces laissent derrière elles en rampant. »

Dans ces curieuses notes et pensées diverses, le christianisme et l'Église, que l'auteur de l'*Essai* avait si éloquemment défendus, ne sont pas méconnus d'une façon moins injurieuse : « Je n'ai guère vu, y dit M. de Lamennais, que le christianisme fût pour le clergé autre chose qu'une forme et un intérêt... L'Église combat pour sa doctrine d'abord : cette époque a encore des côtés magnifiques. Puis les attaques se multiplient, la défense cesse. Ce qui reste, ce n'est plus une Église, c'est un clergé, une sorte de classe inférieure de fonctionnaires publics qui se cramponnent à leurs places, et en serrent avidement le salaire dans un pan de la robe sacerdotale. » Il y a vingt-cinq ans, M. de Lamennais tenait un autre langage ; il disait : « Le prêtre endure tout sans se plaindre ; il

compte avec joie ses plaies. Qu'on le haïsse, qu'on l'insulte, il aime et il bénit ; qu'on le tue, il pardonne. Si vous ne le saviez pas, voilà le prêtre. »

Assurément, l'homme qui jetait ainsi sur tout le monde moral des paroles de malédiction, était sincère, car il ne s'appartenait plus. Il avait perdu la direction de lui-même, il avait perdu ce calme, cette sérénité qui sont nécessaires à l'intelligence, pour qu'elle puisse goûter la vérité. Si le penseur voit bouillonner autour de lui une tumultueuse anarchie, il ne doit pas permettre que le trouble qui l'environne vienne altérer l'énergique tranquillité de sa raison. Autrement, comment pourra-t-il être impartial dans ses jugements, exact et profond dans ses vues ? Au milieu des révolutions, le penseur doit, comme un général en chef sur le champ de bataille que traversent et sillonnent les boulets, garder son sang-froid, s'il veut réellement comprendre le présent et pressentir l'avenir.

Combien M. de Lamennais était loin de cet empire sur son imagination et sa sensibilité ! Le spectacle du monde le remplissait d'amertume et de colère : il n'y voyait partout que corruption et décadence. C'est sous l'obsession

douloureuse de cette incurable mélancolie qu'il écrivit un livre étrange intitulé : *Amschaspands et Darvands*. Ce sont des esprits de lumière et des ténèbres qu'Ormuzd et Ahriman envoient parcourir les mondes dont se compose l'univers, et qui s'écrivent les uns aux autres sur ce qu'ils ont vu. Nous trouvons les lignes suivantes dans la correspondance d'un des mauvais génies : « J'ai sillonné en tous sens la terre. Qu'offre-t-elle maintenant qui ne soit ou pourri, ou près de se pourrir ! Qu'y reste-t-il de sain ? Où n'ai-je pas versé mes poisons ? Qui n'a senti mon attouchement, respiré mon haleine ? Vois les hommes et leurs sociétés. Religions, lois, mœurs, raison, conscience, tout se décompose à la fois, et les corps même sans séve, affaiblis, dégradés, ressemblent chaque jour en plus grand nombre à des larves échappées de la tombe. » Après ces lamentables paroles, qui s'étonnera que l'écrivain fasse d'une destruction universelle la condition nécessaire d'une régénération future ?

Et il n'attaquait pas moins les nouveaux systèmes que les anciens. Les sectes socialistes, les fondateurs de religions nouvelles étaient enveloppés dans le même dédain que l'histoire

et la science du vieux monde. Celui qui s'était séparé de ce que les antiques traditions avaient de plus vénérable et de plus sacré, ne voulait pas, on le sentait à la violente ironie de son langage, rendre les armes à des révélateurs ridicules. Il s'en moquait impitoyablement.

Si, lorsqu'en 1823 M. de Lamennais écrivait son quatrième volume de *l'Essai sur l'indifférence*, où il développait avec tant d'éclat toute la doctrine catholique sur l'Écriture, les prophéties et l'Évangile, on lui eût annoncé que plus tard il traiterait d'oiseuses les questions sur lesquelles il insistait avec tant d'autorité, et ne voudrait plus voir dans l'Évangile qu'une prédication rationaliste des droits de l'homme, avec quelle vivacité n'aurait-il pas repoussé une pareille prédiction ?

C'est cependant ce qui lui est arrivé en 1846, lorsqu'il a publié une traduction nouvelle de l'Évangile avec des commentaires. Rousseau avait dit : « Si la vie et la mort de Socrate sont d'un sage, la vie et la mort de Jésus sont d'un Dicu. » M. de Lamennais était devenu moins chrétien que Rousseau, car il soutenait en 1846 que c'est un des crimes de l'ancien monde de s'occuper des problèmes et des mystères qui concernent le souverain être et les

secrets de la création. C'était encore une manière de tromper le peuple et d'ajourner son affranchissement. Cette traduction de l'Évangile, avec un commentaire démagogique attaché à chaque chapitre, fut le dernier terme des entreprises révolutionnaires de M. de Lamennais. Rien de plus violent, de plus dangereux n'avait été tenté.

Après les journées de février, M. de Lamennais a repris un moment la plume de journaliste, avec talent, mais sans action sur les esprits. Il se trouvait quelque peu *enseveli dans son triomphe*. Quelle influence pouvait-il exercer au milieu d'un pareil débordement de passions et de folies ? Lui-même, sur quels principes, sur quelles idées s'appuyait-il ? Quand la révolution de 1789 éclata, elle trouva dans l'abbé Sicyès, chanoine-chancelier de l'église de Chartres et vicaire-général du diocèse, un esprit puissamment organisateur qui ne tarda pas à être écouté comme un oracle. La nature n'appelait pas M. de Lamennais à une telle autorité.

Avant tout, c'est un homme de polémique et de lutte. Il invente peu, il combat admirablement. A côté de MM. de Bonald et de Maître, il a développé avec une pénétrante élo-

quence des idées dont il n'avait pas l'initiative.

Il a tour à tour été soumis à deux grandes influences bien contraires : je veux parler de Bossuet et de Rousseau. A l'école du premier, il a défendu la religion et pris place parmi les plus célèbres apologistes du christianisme. C'est encore à cette école qu'il a demandé des armes pour lutter contre Rousseau, avec lequel il avait plus d'un trait de ressemblance.

Comme si, dans les étreintes de la lutte, ce redoutable antagoniste lui avait communiqué ses sentiments et son esprit, M. de Lamennais dans la seconde partie de sa carrière, dans la période antichrétienne, s'inspira des principes démocratiques et du déisme de Rousseau, et il est à coup sûr le continuateur le plus illustre et le moins prévu de l'auteur du *Contrat social*.

Aussi M. de Lamennais est-il révolutionnaire sans être socialiste ; aussi répudie-t-il les systèmes qui se sont produits avec la prétention de gouverner le monde, et il aspire à une organisation démocratique sans la définir et la préciser. Il s'est tour à tour porté sur les points les plus opposés du monde moral avec toute l'ardeur et la mobilité de la passion, tou-

jours impétueux, toujours extrême. Sous la restauration, il avait dit un jour à ses adversaires qu'il leur apprendrait *ce que c'est qu'un prêtre*. Hélas ! il n'a pas su l'être, et il est descendu du roc inébranlable de l'Église pour se perdre dans les flots tumultueux de son siècle. C'est-à-dire qu'il a volontairement abdiqué la plus grande des puissances, celle qui parle, enseigne et bénit au nom de Dieu. Il y a dans cette fatalité quelque chose qui remplit l'âme d'attendrissement et de douleur. On n'accuse pas l'homme, mais on le plaint et on l'admire tout ensemble, car il est le plus grand écrivain de notre siècle, depuis que Chateaubriand a disparu.

Il y a vingt ans aujourd'hui qu'un grand ébranlement a été donné au monde par la révolution de 1830. Toutes les idées, tous les systèmes ont pu se donner carrière ; nous avons été encombrés d'écoles et de théories. Les disciples de Saint-Simon ont fondé une religion qui a peu duré. Le phalanstère a vécu. Le communisme n'a pas résisté aux premières objections du sens commun. De tant de nouveautés, qu'est-il resté debout depuis vingt ans ? Cependant le christianisme et ses enseignements ont gagné en autorité

tout ce que les modernes systèmes

Ce n'est pas tout. Même quand les idées sont démontrées fausses, quand les passions subsistent, de mauvaises passions subsistent les âmes, les corrompent. Quand on combat avec énergie, ramener plus de justice et de charité, si la religion ? Entre les puissants et les faibles, le riche et le pauvre, elle enseigne à chacun son devoir, et pour tous a des devoirs. Voilà qui a été compris également par les philosophes comme par les hommes politiques.

Contre l'esprit révolutionnaire, s'est trouvée la digue la plus forte, la civilisation, qui en est aujourd'hui bien consciente, qui en appelle partout, notamment dans son action bienfaisante. C'est ainsi que la civilisation, sans contrainte, par les faits, par l'unique vertu des faits, est de plus en plus reconnue et acceptée comme nécessaire, comme inhérente à la civilisation. On sent qu'on ne peut blesser la civilisation sans atteindre la seconde. Il y a là une loi dont certes les révolutionnaires ni les philosophes ni ne se doutaient, et auquel cependant que personne ils ont concouru.



## X

### **L'électisme.**

Entre les continuateurs du dix-huitième siècle, et les représentants d'une philosophie chrétienne la lutte était des plus vives, quand un conciliateur vint s'entremettre : c'était l'électisme. Vous ne vous querelleriez pas ainsi, dit l'électisme, si vous saviez ce que je viens vous apprendre, c'est que toute opinion est nécessairement vraie et nécessairement fausse. Elle est vraie parce qu'elle reflète une partie

de la réalité, elle est fausse parce qu'elle ne reproduit pas la réalité tout entière. Il faut donc trier ce qu'il y a de vrai dans chacune et se tolérer réciproquement. Pourquoi les romantiques et les classiques se font-ils la guerre ? Parce qu'ils se placent à deux points de vue différents du beau réel. Les partisans des républiques prétendent qu'on ne peut être libre dans une monarchie, et les partisans de la monarchie soutiennent que l'anarchie est inévitable dans une république. Ils ont tort les uns et les autres. Les philosophes qui repoussent la religion, et les chrétiens qui repoussent la philosophie, se trompent également. Toutes les croyances, tous les systèmes ont leur raison d'être ; seulement il faut les compléter, en les rapprochant le plus possible au type commun, la réalité. C'est ce que je viens entreprendre, ajoutait l'éclectisme. Je suis l'esprit nouveau, l'esprit du dix-neuvième siècle ; je viens tout expliquer, tout concilier, et je m'occupe de rédiger un traité de paix entre tous les systèmes que bientôt chacun signera avec empressement, avec bonheur.

A ce langage, chacun de dresser l'oreille et de prêter attention. La nature humaine n'est pas foncièrement mauvaise, quoiqu'aient dit

Hobbes et sa misanthropique école. Quand on parle à l'homme de paix et d'union avec ses semblables, son premier mouvement est de se réjouir. Aussi l'éclectisme fut-il accueilli sinon avec enthousiasme, du moins avec une sincère satisfaction. C'était une espèce de trêve de Dieu entre toutes les querelles.

L'éclectisme eut surtout deux représentants d'un talent divers mais égal, MM. Cousin et Jouffroy. Souvent le second a été considéré comme l'élève et le continuateur du premier : cela n'est pas exact. Il est vrai que M. Cousin professait déjà quand M. Jouffroy ne faisait encore qu'écouter ; mais lorsque celui-ci entra sérieusement dans les voies de la philosophie, ce fut par sa propre impulsion. Il choisit son sentier, et ce ne fut pas sans dessein, sans plaisir qu'il s'isola quelque peu. Tandis que M. Cousin, emporté par l'élan d'une imagination plus littéraire encore que philosophique, traversait tous les systèmes et interrogeait avidement l'antiquité et la moderne Allemagne, Jouffroy plus calme, plus recueilli, pensait plus avec lui-même qu'avec les autres et par une complète indépendance arrivait à l'originalité.

Dans un fragment posthume intitulé : *De l'or-*

*ganisation des sciences philosophiques*, Jouffroy a parlé avec une candeur spirituelle de ses premiers pas et de ceux de M. Cousin : « Jeune comme nous, et comme nous aussi nouveau venu dans la philosophie, M. Cousin, en débutant, partageait notre inexpérience. Ce que nous ignorions, il l'ignorait; ce que nous aurions voulu apprendre, il aurait voulu le savoir... Ainsi M. Cousin ne nous avait donné que ce qu'il avait pu nous donner; il n'avait pas choisi, il avait obéi à la nécessité, mais cette nécessité même avait produit des effets que l'enseignement le mieux calculé n'aurait pu donner... L'absence même de tout cadre, de tout plan, de toute idée faite sur l'ensemble de la philosophie, avait eu pour premier résultat, en nous la laissant incon nue, de la rendre plus séduisante à notre imagination et d'augmenter en nous le désir de pénétrer ces mystérieuses obscurités, et pour second, de nous obliger à nous élever par nous-mêmes à ces hauteurs, à nous créer par nous-mêmes notre enseignement, à penser par nous-mêmes, et à le faire avec liberté et originalité : voilà ce que nous dûmes à M. Cousin. Je sortis de ses mains, sachant très-peu, mais capable de chercher et de trouver, et

dévoré de l'ardeur de la science et de la foi en moi-même. » Ce fragment de l'*Organisation des sciences philosophiques* est une des confidences les plus intéressantes qu'ait jamais laissées un penseur. Dans ce morceau, qui n'a vu le jour qu'après sa mort, en 1842, Jouffroy s'est mis à côté de Descartes, et il a de plus que l'auteur du *Discours de la méthode* de tendres et douloureux épanchements qui rappellent les *Confessions* de saint Augustin.

Cependant régnait en Allemagne une philosophie qui avait l'ambition de répondre à l'universalité des choses, philosophie audacieuse et profonde, qui mettait au sommet l'être absolu, se manifestant par la nature et l'humanité. Dans ce vaste système, la physique se rattachait étroitement à la métaphysique, et l'histoire, sous une apparente mobilité, qui va quelquefois jusqu'à l'anarchie, était soumise à des lois nécessaires. Cette grande théorie, connue sous le nom de *Philosophie de la nature*, avait été mise au monde par Schelling, puis développée avec une force singulière par Hegel. Le premier s'est élevé à la conception primordiale par une sorte de divination, et comme par un élan de poète; le second, s'emparant du système avec la même

autorité que s'il l'eût créé lui-même, l'a coordonné, modifié : classificateur puissant et encyclopédique, il a fécondé le système par les applications qu'il en a faites à l'histoire, au droit, à la religion.

On ne s'étonnera pas de l'empire exercé sur la vive imagination de M. Cousin par la *Philosophie de la nature*, à l'époque de son premier voyage en Allemagne, en 1817 ; ce fut de l'éblouissement. En 1824, il vécut pendant quelque temps à Berlin, dans une véritable intimité avec Hegel et son école, et il acheva de se pénétrer d'un système que le temps et la réflexion lui firent apprécier de plus en plus. En effet, en 1833, nous le voyons s'exprimer ainsi, au sujet de la *Philosophie de la nature* : « Ce système est le vrai ; car il est l'expression la plus complète de la réalité toute entière, de l'existence universelle. » A cette époque, il reconnaissait avec une honorable franchise les nombreux emprunts qu'il avait faits à ce système, et il rappelait que dès 1821, dans une dédicace, il avait proclamé Schelling et Hegel, ses maîtres et ses chefs de la philosophie du siècle.

Depuis, un biographe de Hegel, M. Rosenkrantz, a publié, dans sa *Vie du philosophe*,

qui sert de complément à ses œuvres complètes, des fragments de lettres de M. Cousin, par lesquels se trouve hautement confirmé tout ce que ce dernier a déclaré lui-même en 1855. « J'attends votre *Encyclopédie*, mandait M. Cousin à Hegel, j'en attraperai toujours quelque chose et tâcherai d'ajuster à ma taille quelques lambeaux de vos grandes pensées. » Une autre fois, en 1826, il lui écrivait : « Je veux me former, Hegel, j'ai donc besoin, tant pour ma conduite que pour ma publication, d'avis austère, et je l'attends de vous. Sous ce rapport, vous me devez de temps à autre une lettre séricuse. » Il terminait en conjurant Hegel, s'il n'avait pas le temps d'écrire, de dicter à un de ses élèves quelques pages allemandes en caractères latins, ou bien, comme l'empereur Napoléon, de faire rédiger sa pensée et d'en corriger la rédaction qu'on lui enverrait. » Il était difficile de s'exprimer avec une insistance plus modeste et plus aimable.

A l'époque où il était avec Hegel dans une correspondance aussi intime, M. Cousin exécutait, avec autant d'ardeur que de talent, les desseins qu'il avait conçus au contact de la *Philosophie de la nature*. Tout à fait pénétré de son genre historique, il résolut de faire re-

vivre les grands systèmes qui s'étaient partagé la pensée humaine, et d'en tirer une philosophie définitive. Dans cette laborieuse entreprise, il était soutenu par cette conviction, qu'en réunissant tous les systèmes qui ne sont faux que parce qu'ils sont incomplets, on aurait une philosophie complète et vraie. C'était faire de l'érudition un instrument philosophique.

Voilà pourquoi M. Cousin publia successivement Platon, Proclus et Descartes. C'étaient les monuments de trois grandes époques de la spéculation humaine. Les arguments que M. Cousin mettait alors à chaque dialogue de Platon, révélèrent un écrivain philosophe de premier ordre. On y trouvait, avec un beau langage formé à la grande école du dix-septième siècle, un sens exquis de la pensée et de l'art antique.

Il ne suffisait pas à M. Cousin d'exposer éloquemment les systèmes des autres, il voulait aussi avoir le sien. En 1826, il fit précéder ses *Fragments philosophiques* d'une préface où il exposait sa théorie par laquelle il tentait la conciliation de la sensibilité, de la liberté et de la raison, ainsi que le passage de la psychologie à la haute métaphysique. Rosenkrantz,

dans la biographie dont nous avons parlé, dit que M. Cousin espéra longtemps de Hegel un jugement sur sa théorie. Hegel garda le silence, et ce ne fut qu'en 1855 que Schelling donna son avis. Le fondateur de la *Philosophie de la nature* rendit une éclatante justice aux travaux, aux intentions de M. Cousin, mais au nom même des principes de la haute métaphysique, il condamna son essai de système. M. Cousin s'est défendu, ce qui est fort naturel; mais ses titres à la qualité de grand métaphysicien n'en sont pas moins restés pour l'Allemagne savante très-contestables.

Moins ambitieux, ou peut-être plus difficile à contenter, Jouffroy ne portait pas la main sur tous les problèmes, mais s'il en attaquait un, il voulait en avoir raison. C'est ainsi qu'il entreprit de faire reconnaître la psychologie comme une science aussi positive que la physiologie. Cette intention lui inspira un chef-d'œuvre d'analyse et de démonstration. Je veux parler de la préface dont il enrichit ou plutôt dont il écrasa les *Esquisses de philosophie morale* de Dugald Stewart. A la même époque, il composa pour *le Globe*, sur divers sujets, des morceaux dont la pénétrante originalité causa un vif mouvement de surprise et de plaisir.

C'étaient *La Sorbonne et les philosophes, Comment les dogmes finissent*; c'étaient aussi des articles sur Walter Scott. Il y avait là une vigueur de pensée et de style, une sève abondante et saine qui plaçaient Jouffroy à côté des grands moralistes de notre littérature.

Oui, il y eut un moment où l'on put croire que Jouffroy nous rendrait l'aimable indépendance de Montaigne rehaussée encore par l'énergie de Descartes. Pourquoi cet essor ne s'est-il pas soutenu? N'essaya-t-on pas dans le camp philosophique de circonvenir le penseur? Quoi qu'il en soit, Jouffroy renonça trop tôt à ces diversions fécondes pour se consacrer uniquement aux observations psychologiques.

En 1828, l'histoire de la philosophie jeta un vif éclat sur l'éloquence de M. Cousin, qui, dans sa chaire de la Sorbonne, fit une dramatique exposition des systèmes et des idées. Orateur puissant, fortifié par huit années de travaux et de silence, il professa résolument l'optimisme historique le plus prononcé. Armé de quelques principes de la *Philosophie de la nature*, il affirma que l'histoire ne réfléchit pas seulement tout le mouvement de l'humanité, mais était le dernier contre-coup de l'ac-

tion divine, et que l'ordre qui y régnait était le reflet de l'ordre éternel.

Dieu était donc dans l'histoire, se manifestait par elle et les jugements de celle-ci n'étaient autres que ses propres jugements. Et voici quelles étaient les conséquences. La guerre n'était plus autre chose que le prononcé des jugements de Dieu, et les batailles en étaient la promulgation éclatante. Tout grand succès était donc légitime et moral ; autrement il y aurait contradiction entre la moralité et la civilisation ; ce qui est impossible. Pour mieux réfléchir et développer la pensée de Dieu, l'humanité se résume dans les grands hommes qui sont les plus hautes individualités possibles, qui naissent et meurent à propos, et se font reconnaître par de grands succès, de grands résultats dont la gloire est l'expression. La gloire est le jugement de l'humanité et un jugement en dernier ressort qui ne peut être infirmé. Le grand homme vaincu est un grand homme déplacé dans son temps. La meilleure cause est toujours celle du vainqueur qui représente la civilisation et l'humanité. C'était la paraphrase du mot de Brennus : *Væ victis*.

Au faite de la science humaine, M. Cousin avait mis la philosophie qui acceptait tout et

dominait tout. Il professait que quatre systèmes l'avaient toujours constituée, parce qu'ils avaient leur racine dans l'esprit humain : c'étaient le sensualisme, l'idéalisme, le scepticisme et le mysticisme. Puisqu'ils ont été, ils ont eu leur raison d'être, donc ils sont vrais en partie. Mais ils sont aussi faux en partie, puisqu'ils sont multiples et qu'ils se combattent. Il faut donc extraire de chacun les vérités qu'il contient et former une doctrine en les réunissant.

Avant de nous expliquer sur la partie de cet éclectisme, revenons un instant à Jouffroy qui, à la même époque, enseignait, à la faculté des lettres, des choses bien différentes. Pendant que M. Cousin prétendait trouver la vérité dans l'histoire de la philosophie, Jouffroy s'exprimait ainsi sur ce qu'on pouvait en tirer : « La philosophie comprend un très-grand nombre de problèmes différents qui ont été agités dans les temps anciens comme dans les temps modernes. Or, prenez un de ces problèmes, vous trouverez que le problème est aussi peu résolu de nos jours qu'il l'était du temps de Platon et d'Aristote. Trois ou quatre grandes opinions se disputent les esprits au dix-neuvième siècle comme dans l'antiquité.

Mais entre ces opinions, il n'y a rien de décidé. Laquelle est la vérité ? L'une d'elles même est-elle la vérité ? C'est ce qu'on ne sait pas. C'est ce que tous les efforts des philosophes n'ont pu déterminer encore. Elles se partagent les esprits, sans qu'aucune d'elles soit encore parvenue à les réunir. Voilà où en sont tous les problèmes philosophiques sans aucune exception. Que suit-il de là ? Il s'ensuit que sur aucun chemin la vérité n'est trouvée. Et si la vérité n'est trouvée sur aucun, qu'en résulte-t-il ? Qu'il n'y a aucune vérité reconnue en philosophie, ou en d'autres termes que la science philosophique n'existe pas encore. » Dira-t-on encore que Jouffroy était le disciple et le continuateur de M. Cousin ?

Ainsi, tandis que le brillant traducteur de Platon déclarait que la philosophie était toute faite et qu'il ne restait plus qu'à l'organiser en dégagant la vérité des quatre systèmes qui la contenaient, Jouffroy niait l'existence de la science, de la vérité, de l'unité philosophique. A ses yeux, la philosophie n'était que la science de ce qui n'avait pas encore pu devenir l'objet d'une science, c'était le débris de cette science primitive qui, dans les jours antiques, avait donné son nom à toutes les connaissances hu-

maines. Ainsi la physique, la chimie, l'astronomie avaient fait partie de la philosophie, et s'en étaient séparées le jour où elles avaient trouvé leur méthode. Il faut, pensait Jouffroy, continuer le même travail dans l'ordre moral, et créer par la méthode des sciences spéciales qui se distingueront à leur tour de la science de l'obscur et de l'inconnu, c'est-à-dire de la philosophie.

Dans cette voie, Jouffroy, acquérant la conviction que la psychologie est une science d'observation, et qui, par conséquent, n'en pré suppose aucune autre, s'y voua tout entier. Il repoussa tous les livres et résolut de ne plus croire que ce qu'il aurait trouvé lui-même. C'était pratiquer le principe de Socrate : *Connais-toi toi-même*, avec la dernière rigueur scientifique.

M. Cousin planait en courant sur toute chose ; Jouffroy creusait son sillon. Le premier présentait l'histoire des systèmes comme une arche sainte où était renfermée la vérité : il ne restait plus qu'à l'en faire sortir. Le second tournait le dos aux systèmes, parce qu'il les considérait comme un grand obstacle à la découverte de la vérité. Il était difficile d'avoir des vues plus contraires, et il se trouvait

que les deux chefs de l'éclectisme, de cette doctrine de conciliation, ne s'entendaient pas sur des points fondamentaux.

Cependant l'histoire de la philosophie, esquissée à grands traits et mêlée avec art à l'histoire générale, eut dans les deux dernières années de la restauration un grand succès, succès mérité, mais surtout succès littéraire. M. Cousin éveillait plus la curiosité qu'il ne produisait la persuasion. Il occupait agréablement les esprits, plus qu'il ne leur donnait l'amour de la vérité et la passion de sa recherche. Puisque la vérité était au fond de quatre systèmes bien connus, il n'y avait pas à se précipiter à sa poursuite. Il suffisait d'assister à l'interrogatoire que faisait subir à ces systèmes l'éclectisme qui les renvoyait condamnés sur certains points, absous sur d'autres. On se plaisait, on se divertissait fort à entendre tomber ces arrêts de la bouche d'un grand artiste, qui ne maniait pas moins bien l'ironie que la dialectique, qui était en possession de toutes les ressources du style et de l'action oratoire.

Au milieu de ces succès, l'éclectisme restait sans puissance morale. C'est à d'autres conditions qu'on acquiert de l'autorité sur les esprits et les âmes. Il faut leur présenter une

vérité, une, positive et vivante. Quels sont les rares philosophes qui ont exercé de l'empire et vraiment fait école ? Ceux qui ont dogmatisé avec hardiesse et génie. Le dogmatisme est une des conditions nécessaires de la vie morale de l'humanité. Les uns affirment et les autres croient. Ainsi marche le monde.

Mais l'éclectisme n'était-il pas dans l'esprit même du xix<sup>e</sup> siècle ? n'était-il pas dans l'air que nous respirons ? Sans doute ; mais c'était une disposition qui avait au moins autant d'inconvénients que d'avantages, et qu'il fallait souvent combattre, toujours morigéner, jamais flatter. L'éclectisme était, sous plusieurs rapports, une forme raffinée de cette indifférence gourmandée si énergiquement par M. de Lamennais. Il ne fallait pas aduler son siècle, en lui composant une doctrine où il pouvait se reconnaître comme dans une glace trop fidèle et trop fragile ; il fallait l'avertir, le secouer et le dominer. Ah ! vous emprisonnez l'essor des idées dans la science du passé, et la vérité dans une collection d'anciens systèmes ! Eh bien ! quand viendront les mauvais jours, quand le flot des révolutions montera sans cesse, chacun pourra toucher au doigt la valeur morale de cette philosophie.

L'intention était excellente. On voulait tout pacifier, mais on ne s'apercevait pas qu'on amollissait les uns sans désarmer, sans apprivoiser les autres. Des passions et des théories hostiles à l'ordre établi préparaient leur triomphe par un travail persévérant. Sur elle l'éclectisme n'avait pas de prise, et d'un autre côté, au moment de l'explosion, ceux qui avaient cru aux paroles et aux promesses de l'éclectisme se sentirent frappés d'une surprise, d'une impuissance douloureuse, en se voyant au sein d'une société si différente des tableaux qui leur en avaient été faits.

Ce fut un trouble, une confusion déplorable : c'était le sauve qui peut dont sont toujours suivies les batailles perdues. Les uns se jetèrent dans des opinions extrêmes et dans les systèmes les plus exclusifs ; d'autres, et ce fut le plus grand nombre, se désintéressèrent de toute poursuite de la vérité, tenant cette recherche pour vaine et illusoire. Nous aurons donc à considérer comment le scepticisme, contre lequel l'éclectisme avait souvent protesté, devint par la force des choses un de ses principaux résultats.

# XI

## **Le scepticisme.**

Un an s'était à peine écoulé depuis la révolution de 1850, que le plus jeune des deux fondateurs de la *Philosophie de la nature* disparaissait. La mort de Hegel laissa sans chef, sans direction puissante, acceptée et reconnue, l'école de Berlin, qui ne tarda pas à se diviser au nom des prétentions les plus contraires. C'était une autre succession d'Alexandre. A côté des disciples immédiats de Hegel, qui for-

maient pour ainsi dire le parti conservateur, s'élevèrent successivement de jeunes hegelienus plus entreprenants, plus audacieux. C'était une opposition, une gauche modérée, puis enfin une extrême gauche.

En France, la mort de Hegel fut vivement ressentie par tous les amis des sciences philosophiques, et, quelques mois après, M. Cousin s'exprimait ainsi dans une lettre qu'il adressait à Gans, un des plus célèbres disciples de l'école : « Au reste, comme vous l'avez fort bien dit, personne ne peut songer à remplacer le dernier des grands philosophes allemands. Tout tombe, tout s'en va en Allemagne. Encore quelques pertes irréparables, et la philosophie comme la poésie y sera réduite à d'honorables médiocrités. Alors la France et l'Allemagne pourront se donner tristement la main. Entre Uhland et Lamartine, je vous laisse le choix, quoique pour mon compte je préfère Lamartine, et quand Schelling aura rejoint Hegel, en vérité il ne restera plus en philosophie que des écoliers. Nous serons une nuée d'hommes de talent sans un seul génie. Nulle grande combinaison nouvelle n'est possible, et ce n'est pas tout à fait d'hier que je regarde la philosophie comme condamnée pour quel-

que temps à revenir sur ses pas, et à se rendre compte de ce qu'elle a fait, avant de recommencer sa course et de tenter de nouvelles voies. » Après la mort de Gans, cette lettre a été imprimée dans le quatrième volume d'une collection de documents littéraires et historiques, publiés à Berlin en 1840.

M. Cousin ne déguise pas sa pensée : il s'en explique avec franchise. Il est convaincu de la stérilité à laquelle se trouve condamnée la philosophie. Au lieu de songer à marcher en avant, il faut qu'elle revienne sur ses pas. M. Cousin ne doutait même plus de la puissance actuelle de la philosophie, de sa force vivante : il la niait.

Pendant ce découragement du père de l'éclectisme, les jeunes esprits allaient à l'aventure ; ils cherchaient la vérité. On leur disait qu'elle était enfouie dans la poussière des bibliothèques ; ils s'opiniâtraient à la chercher ailleurs. Les uns se tournaient vers la liberté, les autres vers la religion. Tous dans des voies diverses aspiraient à des idées positives, à des croyances fécondes, et c'était ce besoin que l'éclectisme se déclarait dans l'impuissance de satisfaire.

Cependant cette stérilité n'empêcha pas l'é-

ectisme de s'établir en maître au sein de l'université; peut-être même elle fut une cause décisive de ses prospérités. C'était alors le temps d'une politique toute d'expédients et de conciliations apparentes, qui empruntait quelque chose à chaque parti pour mieux le neutraliser, et qui, d'éléments pris à droite, pris à gauche, se composait un quasi-système qu'on nous donnait comme le dernier effort de la science de gouverner. L'éclectisme s'adaptait merveilleusement aux vues, aux desseins de cette politique. C'était, pour parler la langue de Leibnitz, comme une harmonie préétablie.

A ceux qui se préoccupaient surtout de la liberté de l'esprit humain, l'éclectisme montrait fièrement ses doctrines, ses développements rationalistes, et proclamait que sous son égide la souveraineté de la raison n'avait rien à craindre. Autre langage avec les croyants. On se vantait alors d'être en complet accord avec le christianisme, et de marcher sous la bannière de la religion en utile et respectueux auxiliaire.

Il y eut même un moment où le zèle religieux de l'éclectisme l'emporta si loin, qu'il voulut composer un catéchisme. Ça été par-

fois l'ambition de la philosophie de rédiger ses préceptes dans cette forme populaire et dogmatique qui ne saurait avoir d'autorité qu'entre les mains de la religion. Volney, en 1793, publia le *Catéchisme du citoyen français*, qui depuis fut réimprimé plusieurs fois sous cet autre titre : *La loi naturelle, ou principes physiques de la morale*. L'auteur des *Ruines* voulait démontrer que la morale est une science physique et géométrique soumise aux règles et aux calculs des autres sciences exactes. C'était bien répondre aux dispositions d'une époque qui se proposait d'arriver par la précision mathématique à une simplification universelle.

Assurément, c'était dans un autre esprit que l'éclectisme publiait en 1834 un catéchisme sous le titre de : *Livre d'instruction morale et religieuse, autorisé par le conseil royal d'instruction publique*. Ce livre, rédigé à l'usage des écoles primaires catholiques, était divisé en deux parties : la première était un extrait de l'Ancien et du Nouveau Testament, la seconde était annoncée comme un abrégé des plus célèbres catéchismes. N'était-il pas singulier de voir l'éclectisme s'arroger ainsi l'office de la religion ? Si l'abrégé qu'il publiait était

entièrement conforme au catéchisme diocésain, à quoi bon usurper sur le ministère de l'Église? S'il était autre chose, si par certains endroits il était hétérodoxe, de quel droit, à quel titre l'éclectisme empiétait-il sur l'enseignement religieux pour l'altérer? L'Église ne souscrivit pas à cet envahissement sournois et détourné du rationalisme, et elle fit disparaître sur-le-champ le catéchisme de l'éclectisme de toutes les écoles catholiques. L'éclectisme ne souffla mot; c'était un coup manqué; il n'insista pas.

Que devenait, cependant, la recherche désintéressée de la vérité philosophique? Jouffroy, dans son *Enseignement*, après avoir établi au-dessus de toutes les controverses la légitimité de la distinction de la psychologie et de la physiologie, aborda la partie morale de la psychologie et le problème de la destinée humaine. Tous les êtres ont une destination spéciale qui leur est imposée par leur nature, et tous y tendent avec énergie. L'homme, par sa constitution, est prédestiné à une certaine fin, et, de plus, il comprend qu'il en a une. Quelle est-elle? L'existence de l'homme sur la terre consomme-t-elle toute sa destinée? — Non; les derniers actes du drame de la desti-

née humaine ne se jouent pas sur le théâtre du monde, et voilà comment, voilà pourquoi la religion pénètre jusque dans le droit naturel, jusque dans la politique. Ces sciences dérivent de la morale, et la morale n'est claire, n'est complète que dans son alliance avec la religion.

Telle est la série des idées principales que Jouffroi développa dans un enseignement auquel il donna le nom de : *Cours de droit naturel*, enseignement original qui ne s'inspirait pas moins de la nature éternelle des choses que des sentiments et des besoins particuliers à notre siècle. Jouffroy jugeait son époque et le scepticisme qui la tourmente avec la plus caustique indépendance. Il faisait bonne justice de cette passion sans discernement pour les révolutions et les changements qui nous rend la dupe des ambitions ou des illusions du premier venu, et nous fait faire inutilement les frais de bouleversements périodiques inutiles. Il ajoutait qu'accomplir des révolutions matérielles quand les vérités après lesquelles une époque soupire sont encore à découvrir, c'était vouloir que la conséquence engendrât le principe, et que la fin vint avant le moyen. Jouffroy n'hésitait pas à mettre la solution

du problème politique dans une foi morale et religieuse.

Combien il est regrettable que, de ces hauteurs, Jouffroy soit descendu aux petites agitations de la politique parlementaire! Qu'allait-il y faire? S'y aigrir et s'y diminuer. Ces débats, ces contentions politiques qui demandent même aux plus forts une souplesse où s'altère presque toujours la loyauté des caractères, ne convenaient pas à cette grande et simple nature qui souvent n'avait pas moins de candeur que de pénétration. D'ailleurs, le soin d'une santé précieuse à la science et déjà bien affaiblie aurait dû le détourner des travaux et des fatigues de la chambre. Rapporteur, en 1839, de la question d'Orient, dont l'importance l'avait séduit, il s'épuisa par d'interminables conversations où il cherchait à apprendre à bon nombre d'honnêtes députés les éléments de cette grande affaire. Deux ans après, en 1841, il fit une expérience amère de la fidélité des engagements politiques; après s'être jeté sur la brèche dans la question des fonds secrets, dont il était rapporteur, il fut, non pas désavoué, mais presque abandonné par le cabinet qui reculait devant la franchise et l'énergie de son défenseur. Tant de zèle fut

taxé d'imprudence. Une année s'était à peine écoulée que Jouffroy s'éteignit dans la pleine puissance de son esprit et de son talent.

Avec quelques différences, ce fut une perte comparable à celle de Vauvenargues dans le dernier siècle. Comme Vauvenargues, Jouffroy s'était voué à la connaissance de l'esprit humain : il est mort moins jeune, mais comme lui penseur original, et sur plusieurs points observateur plus profond, il a disparu comme lui sans avoir donné tout ce que promettait la maturité de sa belle intelligence.

Qu'on relise son beau mémoire *Sur l'organisation des sciences philosophiques*, et l'on demeurera convaincu de tout ce qu'on pouvait attendre encore de ce noble esprit, si vigoureux dans sa sincérité. On pourra mesurer le chemin qu'il avait fait depuis le point de départ, et la carrière qui restait à fournir. Éclectique au début, Jouffroy était arrivé à la négation complète de l'éclectisme, puisqu'il voulait, écartant tous les intermédiaires entre lui et la réalité, n'avoir plus d'autre livre que la nature humaine, et fonder une science dont toutes les données, tous les détails seraient le résultat de ses observations, de ses impressions personnelles.

Ce n'était pas la seule défection qui affaiblissait l'éclectisme. Depuis longtemps une jeune et éminente intelligence avait abandonné le système ou plutôt les systèmes professés par M. Cousin, non-seulement pour embrasser théoriquement la philosophie chrétienne, mais pour entrer dans l'Église. « Et moi aussi, s'est écrié quelque part M. Bautain, je me suis cru philosophe, parce que j'ai été amateur de la sagesse humaine, admirateur de vaines doctrines... J'ai frappé à la porte de toutes les écoles humaines ; je me suis abandonné à tout vent de doctrines, et je n'ai trouvé que ténèbres et incertitudes, vanités et contradictions... J'ai raisonné avec Aristote, j'ai voulu refaire mon entendement avec Bacon ; j'ai douté méthodiquement avec Descartes ; j'ai essayé de déterminer avec Kant ce qu'il m'était possible et permis de savoir, et le résultat de mes raisonnements, de mon renouvellement, de mon doute méthodique et de ma critique a été que je ne savais rien, et que peut-être je ne pouvais rien savoir. » M. Bautain continue en déclarant qu'il n'a pas trouvé davantage le repos et la vérité à l'école de Zénon ou à celle de Platon, et il se représente dégoûté des doctrines humaines, doutant de

tout, lorsque, dit-il, un livre l'a sauvé ; mais ce n'était point un livre sorti de la main des hommes ! « Je l'avais longtemps dédaigné, ajoute-t-il, et ne le croyais bon que pour les crédules et les ignorants. J'y ai trouvé la science la plus profonde de l'homme et de la nature, la morale la plus simple et la plus sublime à la fois. » C'est ainsi que dans un *discours sur la morale de l'Évangile, comparée à celle des philosophes*, M. Bautain nous a mis dans le secret de l'expérience intime qu'il avait faite de la stérilité de l'éclectisme. Il aurait pu dire avec le poète :

Plus j'ai pressé ce mot, plus je l'ai trouvé vide,  
Et je l'ai rejeté comme une écorce aride  
Que les lèvres pressent en vain.

Cependant si l'éclectisme était tellement infécond et vulnérable sous le rapport dogmatique, il se distinguait toujours par de remarquables travaux historiques et littéraires. M. Cousin, qui depuis 1830 ne professait plus, porta successivement sa critique sur plusieurs points importants de l'histoire de la philosophie. Il publia un mémoire sur un des monuments de la scolastique, le *sic et non* d'Abbeilard qu'il rapprocha ingénieusement de

Descartes, les montrant tous deux à la tête de deux grands mouvements intellectuels qui semblent se combattre et qui se succèdent nécessairement. Le dix-septième siècle devint aussi pour M. Cousin une mine inépuisable de curiosités philosophiques. Il se livra à d'intéressantes recherches sur les correspondances de Descartes et de Leibnitz, dont il publia des lettres jusqu'alors inédites ou peu connues, sur la persécution du cartésianisme en France. Il est constant aujourd'hui que Descartes lui-même n'a jamais été persécuté, mais quand après sa mort, sa doctrine fut développée et répandue, les persécutions commencèrent, et ne contribuèrent pas peu à étendre la notoriété du système. M. Cousin a mis au jour de précieux documents sur les crises du cartésianisme, qui attira l'attention des plus grands esprits, des génies les plus divers depuis Bossuet jusqu'au cardinal de Retz.

Au milieu de ses recherches sur le dix-septième siècle, M. Cousin trouva l'occasion d'un beau travail littéraire, je veux parler de son rapport à l'Académie sur la nécessité d'une nouvelle édition des *Pensées* de Pascal. Depuis, cette édition nécessaire a été faite par un studieux écrivain : c'est le *fac simile* du ma-

nuscrit autographe des *Pensées*. Dans son rapport, M. Cousin avait pris les devants en y rétablissant les parties les plus intéressantes du texte authentique : « Je ne me crois pas assez grand seigneur, disait-il avec une grâce spirituelle, pour dédaigner la tâche modeste de restituer le vrai texte de Pascal. Dans ma jeunesse, j'ai passé bien des nuits sur des variantes de Platon, et maintenant j'irais encore chercher bien loin des leçons authentiques du *Misanthrope*, de *Polyeucte* ou d'*Athalie*... J'ai traité Pascal comme un ancien : telle est la pensée qui m'a guidé et soutenu dans ce travail ingrat. » Voilà bien le littérateur érudit et délicat, ayant pour le style des grands maîtres un culte qui n'est vrai qu'en allant jusqu'à la superstition.

M. Cousin a expliqué en critique supérieur la manière de l'auteur des *Provinciales*. « Pascal, dit-il, est venu à cette heureuse époque de la littérature et de la langue où l'art se joignait à la nature dans une juste mesure pour produire des œuvres accomplies. Avant lui et après lui cette parfaite harmonie, qui dure si peu dans la vie littéraire d'un peuple, ou n'est pas encore ou bientôt n'est plus. Avant Pascal, dans Descartes même, la nature est puissante,

mais l'art manque un peu ; et quelque temps après Pascal, dès les premières années du dix-huitième siècle, l'art paraît déjà trop ; la beauté de la forme commence à être recherchée pour elle-même jusqu'à ce moment fatal, marqué avec tant d'éclat par J.-J. Rousseau, où commence le règne de la forme et par conséquent sa décadence. » Ces lignes ne rappellent-elles pas les principes littéraires de Fénelon dans sa lettre écrite à l'Académie française sur l'éloquence, la poésie et l'histoire ?

C'est que M. Cousin, par son orthodoxie classique, appartient tout à fait au dix-septième siècle ; il lui appartient par son grand style, avec ses amples développements et son élégance sans recherche. Seulement, cette ressemblance si complète jette parfois de la froideur sur de belles pages, que tout en admirant on voudrait trouver un peu plus vives, dussent-elles même nous offrir quelques-uns des défauts de notre époque. Le dessin est toujours d'une irréprochable pureté, mais quelquefois le coloris est pâle. On voudrait dans certaines parties plus d'animation, plus de vie.

Le véritable honneur de M. Cousin est d'avoir suscité dans la philosophie un mouvement historique et littéraire qui a survécu à la con-

sistance dogmatique de l'éclectisme. Après les premiers amis de M. Cousin, après Jouffroy, MM. Bautain et Damiron, il s'est élevé une seconde génération d'historiens philosophes, dont il suffira de nommer ici les plus distingués : MM. Ravaisson, Saisset et Jules Simon, lumineux interprètes d'Aristote, de Spinoza et de l'école d'Alexandrie. On peut avec quelque fondement conjecturer que ces historiens philosophes ont porté depuis longtemps un jugement assez sévère sur l'éclectisme, et qu'ils ont dû se faire pour leur propre usage un autre système. N'est-ce pas d'ailleurs la vraie manière d'être éclectique, que de ne reconnaître que l'éclectisme qu'on aura soi-même composé ?

Inévitablement nous voilà menés à l'anarchie. Plus de centre commun d'idées et de croyances. Chacun se fait sa théorie, sa loi. Au fond chacun s'avoue sans droit, sans qualité pour imposer une doctrine à d'autres. Personne ne croit plus à la vertu, à l'efficacité de sa propre pensée.

Au milieu des tourmentes et des convulsions de l'année 1848, on demande à l'éclectisme de parler au peuple. Que va-t-il dire ? Il réimprime *La profession de foi du vicàire*

*savoyard*. Il s'efface, il abdique, il confesse son indigence, et c'est à un autre siècle, auquel souvent il avait fait la leçon, qu'il va emprunter de quoi catéchiser son époque affamée de vérité.

C'était se montrer profondément atteint de la triste impuissance inséparable du scepticisme. Mais l'éclectisme ne s'est-il pas attaché à démontrer l'absurdité du scepticisme absolu? Il est vrai. Mais la prétention de faire accepter aux esprits un scepticisme modéré et discret a exercé bien des ravages. On a été d'autant plus sceptique, qu'on se savait gré de l'être avec plus de mesure et d'empire sur soi-même. Le dissolvant du scepticisme circulait d'autant mieux qu'on semblait n'en pas exagérer la dose. On se contentait d'en introduire un peu dans toutes les idées et dans tous les esprits.

Mais il est un résultat que peut-être la philosophie n'avait pas prévu en propageant le scepticisme, c'est qu'elle se trouve enveloppée elle-même dans la ruine commune des systèmes. Ce qu'elle a semé, elle le recueille. Comme on ne l'a vue depuis si longtemps occupée qu'à détruire, on lui nie toute puissance d'édification. De vieux athlètes l'abandonnent, de jeunes intelligences passent sous le drapeau

des croyances religieuses. C'est la destinée du scepticisme de plaire d'abord à l'esprit humain en flattant sa malice et sa paresse, puis de le fatiguer par la prolongation du doute, et de finir par faire des recrues pour la Foi.

Ne voyons-nous pas en Allemagne le vénérable Schelling, le premier fondateur de la *Philosophie de la nature*, après avoir longtemps hésité entre son idéalisme et l'autorité de la tradition chrétienne, se décider pour celle-ci, et travailler à démontrer qu'au fond sa philosophie a toujours été d'accord avec le christianisme, même dès le début? C'est à quoi ne consent pas l'école de Hegel, qui l'accuse d'avoir changé, et d'avoir abandonné ses premiers principes. Quoi qu'il en soit, changement ou simple évolution d'idées, aujourd'hui Schelling est dans le camp du christianisme, qui voit partout grossir le nombre de ses défenseurs éclairés, et s'affaiblir, même s'éteindre, la vivacité d'anciens adversaires. En contraste, en opposition, il y a de l'autre côté du Rhin une école de matérialisme démagogique qui revêt d'un appareil métaphysique les idées les plus follement subversives.

Il n'y a plus à vrai dire en France d'école philosophique debout. De la pacification pro-

posée il y a vingt-cinq ans entre le sensualisme du dernier siècle et le spiritualisme chrétien, il est sorti, comme nous l'avons vu, de remarquables travaux, mais pas une doctrine. Tant s'en faut. C'est le scepticisme qui règne. Des talents élevés ont honoré littérairement l'éclectisme, mais quant à une philosophie féconde, s'emparant avec puissance des esprits, nous l'attendons encore. Pour atteindre un pareil but, tout est à recommencer.

## XII

### **Le constitutionnalisme.**

Lord John Russell, dans un essai historique, publié il y a fort longtemps, remarquait que, de toutes les constitutions que la raison pouvait concevoir et combiner, il n'y en avait peut-être pas une qui ne parût meilleure, sous le rapport théorique, que la constitution anglaise. Quoi de plus absurde *à priori*, ajoutait-il, que d'attribuer au roi seul le pouvoir de faire la guerre et la paix, et, d'un autre côté,

aux seules communes le droit de voter l'argent ?

Cette observation du célèbre wigh, véritable autorité en pareille matière, nous met sur la trace du caractère fondamental de la constitution anglaise. Avant tout, cette constitution est le produit successif et spécial des mœurs et du génie de la nation qu'elle gouverne. Elle n'est pas faite pour l'homme en général, mais pour l'Anglais.

Appartenant aux races germaniques, fier, aimant à s'isoler, individuel, l'Anglais s'enferme dans sa famille et dans sa maison comme dans un fort, maintient son droit, respecte celui des autres, et n' imagine pas que pour être libre, il lui faille détruire ce qu'il voit autour de lui de grand et de supérieur. C'est ce mélange inné, primitif, d'aristocratie et de démocratie qu'a peint Tacite avec tant de vigueur et de vérité dans son tableau des mœurs des anciens Germains ; mélange dont la transmission a fait la puissance de la vieille Angleterre, et dont la durée a sauvé jusqu'à présent la nouvelle du niveau destructeur de l'uniformité révolutionnaire.

En traçant le premier une forte esquisse de la constitution anglaise, Montesquieu s'est

abstenu de l'offrir en modèle aux autres peuples, et c'est par là surtout qu'il a montré la supériorité de son jugement. Il proteste, au contraire, qu'il n'a pas entendu ravalier les autres gouvernements, et il rappelle que c'est au législateur à suivre partout l'esprit de la nation. D'ailleurs, il lui suffisait d'exposer la vérité telle qu'il la voyait résulter de la nature des choses. C'était un penseur trop profond et un trop grand artiste pour vouloir endoctriner autrui, et prêcher son siècle.

Toutefois, la constitution anglaise était un fait trop considérable pour ne pas devenir un objet d'étude et même d'engouement. Lorsque Louis XVI monta sur le trône et que la nécessité d'introduire des réformes dans le gouvernement n'échappait à personne, beaucoup parurent convaincus qu'il fallait demander des leçons, des exemples à l'organisation politique de l'Angleterre. Jusqu'où devait aller l'imitation ? On ne le savait pas exactement, mais on s'apprêtait à imiter.

Au moment où se déclancha l'impétuosité du mouvement révolutionnaire de 1789, on chercha une force de résistance dans des emprunts faits à nos voisins. Vaines tentatives ! Quand la Constituante vota sur l'établissement de deux

chambres , ce système ne réunit que quatre-vingt-neuf voix , et une immense majorité se prononça pour une assemblée unique et permanente. Pouvait-on espérer qu'à son début la démocratie triomphante consentit à un partage, à des transactions ?

Une seule assemblée tout à fait souveraine, exerçant directement le pouvoir législatif , et par délégation le pouvoir exécutif, telle est la théorie qui prévalut contre le système des deux chambres. Mais bientôt la constitution de 1791 fut violemment abrogée par les journées du 20 juin et du 10 août 1792. Reflet fidèle des folles passions du temps, une constitution nouvelle décréta que la durée du pouvoir législatif ne serait plus que d'un an , et que le pouvoir exécutif serait exercé par un conseil composé de vingt-quatre membres. On a le spectacle de tout le délire démagogique dans la constitution de 1793, qui, au reste, ne fut jamais appliquée, car tant que la Convention vécut, elle exerça la dictature.

N'est-il pas remarquable que la Convention elle-même, avant de se séparer, adopta le système des deux chambres ? Elle y était conduite par la tragique expérience qu'elle avait faite des dangers d'une assemblée unique. Aussi la

constitution de 1793 divisa en deux chambres le corps législatif; elle confia le pouvoir exécutif à cinq directeurs. C'était un progrès sur le conseil de vingt-quatre membres qu'instituait la constitution de 1793; c'était un pas vers l'unité.

Héritier de la république, Napoléon ne pouvait accepter la situation de Louis XVI vis-à-vis d'une assemblée unique, et il ne voulut pas non plus d'une imitation de la constitution anglaise. A toutes les époques, au faite du pouvoir comme dans l'exil, Napoléon se montra toujours convaincu que la constitution anglaise ne convenait pas à la France. Lorsqu'en 1802 il s'occupa d'introduire des changements dans la constitution consulaire, il repoussa l'idée qui lui fut présentée d'établir une monarchie représentative modelée sur l'Angleterre. Il ne voulait pas, disait-il, recommencer les quatre années du Directoire. D'ailleurs il doutait fort que le caractère français, si vif et si mobile, fût compatible avec cette pratique patiente de la liberté, à laquelle se prêtait si bien le bon sens britannique. Enfin où était l'aristocratie politique qui pouvait servir de fondement solide à un pareil édifice ?

Douze ans après, à l'île d'Elbe, Napoléon

portait le même jugement. Dans deux longues conversations qu'il eut alors avec un pair de la Grande-Bretagne, lord Ebrington, il parla de l'aristocratie comme du boulevard de l'Angleterre. « Votre parlement avec ses deux chambres, disait-il à son interlocuteur, représente la propriété commerciale aussi bien que la propriété foncière, soit par hérédité, soit par élection; c'est ce que j'appelle l'aristocratie du pays... D'ailleurs John Bull est solide et constant; il tient à ses anciennes institutions, et son caractère diffère tellement du caractère français, qu'on ne peut établir aucune comparaison entre les deux pays. » Personne, assurément, n'avait plus d'intérêt que Napoléon à approfondir le parallèle des Français et des Anglais, puisqu'il gouvernait les premiers et combattait les seconds.

En donnant l'ordre à la France, en la sauvant des convulsions de l'anarchie, Napoléon avait dit cette remarquable parole : « La révolution est fixée aux principes qui l'ont commencée : elle est finie. » Elle l'était si peu, qu'elle reprit sa marche le jour même où il tomba.

Cette fois, l'imitation de la constitution anglaise, qui avait été repoussée par la Consti-

tuante de 1789 et par Napoléon, prévalut parce qu'elle avait trouvé un royal partisan. Ce que Mallet-Dupan, Bergasse, Malouet et Mounier avaient voulu établir au début de la révolution, ce que plus tard, en 1802, Camille Jordan proposait comme une utile transaction, Louis XVIII venait l'accomplir. C'était un disciple de la même école, mais disciple couronné, qui avait la puissance d'ériger la théorie qu'il préférait en loi souveraine.

Quelques jours avant la promulgation de la charte, un publiciste célèbre mettait au jour une *Esquisse de constitution*, où il examinait les principales questions que le législateur allait trancher. C'était le commentaire avant le texte, car Benjamin Constant, dans son livre, se montrait d'accord avec les dispositions fondamentales de la charte. Il commençait ainsi le rôle qu'il a soutenu pendant quinze ans de défenseur, nous dirions volontiers d'avocat consultant du régime constitutionnel. La mesure et la finesse distinguaient surtout son talent, et lui avaient créé dans les rangs épais du libéralisme une sorte d'aristocratie. Il se représentait l'avenir sous les plus belles couleurs; il y voyait la France plus heureuse que l'Angleterre. Dans un remarquable fragment

sur madame de Staël et ses ouvrages, il s'exprimait ainsi : « La constitution de l'Angleterre est l'objet constant de l'admiration de madame de Staël. Je ne méconnaiss point assurément ce que nous devons à cette constitution : son nom seul a rendu à la liberté d'immenses services. La France, en croyant l'imiter, est arrivée à des institutions infiniment meilleures et à une liberté beaucoup plus réelle, sinon de fait, au moins de droit... Sans vouloir faire le moindre tort à un peuple qui a offert au monde de grands exemples durant à peu près cent quarante ans, ma conviction est que si une constitution libre a eu pour lui de si bons effets, elle en aura pour nous de meilleurs encore. Notre climat n'est-il pas plus beau, nos ressources plus réelles, nos mœurs plus polies, nos affections plus douces et moins personnelles, notre esprit plus flexible et plus rapide, notre caractère plus hospitalier ? Si néanmoins la liberté a donné aux Anglais, pendant plus d'un siècle, une place éminente parmi les nations, la liberté nous rendra le rang qui nous est assigné par la nature. » On peut décider aujourd'hui, après les deux révolutions de 1830 et de 1848, qui jugeait le mieux la France et l'Angle-

terre, de Benjamin Constant ou de Napoléon.

Dans le camp de la légitimité, M. de Chateaubriand, par des voies différentes, marchait au même but que Benjamin Constant et madame de Staël. En publiant la *Monarchie selon la charte*, il remarquait que les Anglais avaient été plus raisonnables que nous, puisque, pour fonder quelque chose, ils s'étaient servis des antiques bases qu'ils avaient trouvées dans leur passé, et il demandait pourquoi les mœurs de nos pères, conservées dans le souvenir de notre ancien droit public, ne porteraient pas quelque chose de religieux dans les institutions nouvelles. Chateaubriand parlait alors en loyal tory ; plus tard il devait outrepasser les principes des wighs pour ne plus s'arrêter que sur les confins de la république.

Il y avait une bien autre consistance chez un homme éminent qui, toute sa vie, mit sa force et sa gloire à faire vivre dans une conciliation loyale la monarchie et la liberté. Esprit plus vigoureux qu'étendu, Royer-Collard n'a, ni comme philosophe, ni comme politique, embrassé un immense horizon ; mais lorsque sa pensée venait à s'abattre sur certains principes et sur certains faits, elle s'en emparait avec une incomparable puissance pour en tirer

des déductions d'une évidence irrésistible. Un art profond, une rare énergie dans le style, un commerce intime avec quelques écrivains de l'antiquité, notamment avec Tacite, dont il reproduisait parfois les expressions et les tours, imprimaient à son éloquenc parlementaire un caractère particulier d'élévation. Au fond de cette logique, si industrieusement concentrée, il y avait quelque chose de vivant qui remuait. Aussi les discours de Royer-Collard étaient-ils souvent des chefs-d'œuvre, toujours des événements. Il ne les prodiguait pas. Il n'apparaissait que dans les questions capitales, dans les conjonctures décisives, pour fixer et sauver les principes. Quelques discours, des mots que ses amis faisaient circuler lui suffirent pour prendre sur ses contemporains une autorité que des hommes plus féconds n'atteignirent pas.

Royer-Collard s'attachait toujours à mettre en lumière ces faits principaux de l'intelligence desquels dépend la bonne conduite des gouvernements. « L'influence de la classe moyenne, dit-il un jour à la tribune, est un fait, un fait puissant et redoutable ; c'est une théorie vivante, organisée, capable de repousser les coups de ses adversaires. Les siècles

l'ont préparée, la révolution l'a déclarée ; c'est à cette classe que les intérêts nouveaux appartiennent, sa sécurité ne peut être troublée sans un imminent danger pour l'ordre établi. » Une autre fois Royer-Collard s'écriait : « Les constitutions ne sont pas des tentes dressées pour le sommeil. Les gouvernements, quels qu'ils soient, sont sous la loi universelle de la création ; ils ont été condamnés au travail ; comme le laboureur, ils vivent à la sueur de leur front. » Depuis trente ans, époque où Royer-Collard prononçait ces paroles, nous en avons éprouvé la vérité, même au delà de sa pensée. Non-seulement les constitutions ne sont pas des tentes dressées pour le sommeil, mais elles ne résistent même pas au premier souffle des tempêtes populaires qui les mettent en lambeaux.

A la tribune de la pairie, le gendre de madame de Staël remplissait le même office que M. Royer-Collard à la chambre des députés : il expliquait et défendait les principes constitutionnels. Doué d'une sagacité ingénieuse et subtile, jurisconsulte profond, habile économiste, M. de Broglie n'abordait jamais une question sans y porter une analyse victorieuse. Il aimait la liberté avec la sincérité la plus

noble ; il l'aimait avec des illusions qui , plus tard , devaient s'évanouir douloureusement. Un jour , sous la restauration , il disait à la chambre des pairs : « La liberté n'est pas l'égoïsme. Un ingénieux Italien , l'abbé Galiani , disait que la liberté consiste précisément à se mêler de ce qui ne nous regarde pas. Il y a sous cet axiome à moitié railleur un sens très-fin et très-profond.

« Oui , le propre de la liberté , c'est de dépouiller celui qui la chérit des liens étroits de la personnalité ; c'est de nous pousser invinciblement au secours de l'opprimé , c'est de nous enflammer pour les intérêts du pays ou de l'humanité , sans autre but que l'honneur de les servir ; c'est de nous exciter à prendre en main la cause du bon droit , la cause de la justice , partout où cette cause sacrée se trouve en péril , sans acception de personnes , sans distinction de partis , sans retour sur nous-mêmes ; la liberté c'est la morale , et la morale c'est le dévouement. » C'était en 1828 que parlait ainsi M. de Broglie. On peut apprécier l'amertume des déceptions de l'honnête homme éloquent qui se faisait de la liberté une si belle et si pure image.

M. de Broglie , au sein de la chambre des

pairs, par sa haute position, par sa vocation toute politique, par l'étendue de ses connaissances, par la tournure de son esprit, était assurément le personnage qui ressemblait le plus au type de l'homme d'État anglais. C'était, parmi nous, le plus complet exemplaire des traditions britanniques.

Avec Royer-Collard et M. de Broglie, l'opinion qu'on appelait *doctrinaire* n'était encore qu'un fait restreint, et comme une distinction individuelle. Il y avait, comme on disait alors, un canapé. Mais il n'y avait pas d'école; M. Guizot la forma. A un esprit fortement généralisateur, M. Guizot joignait l'ambition légitime de conquérir à ses opinions le plus grand nombre d'adhérents. Par une activité peu commune d'intelligence et de volonté, il devint le centre et l'instigateur d'un mouvement d'études et d'idées qui acquit bientôt l'importance d'une véritable école. Il prit ce rôle dès 1820, époque où il se sépara du gouvernement pour entrer dans l'opposition, et personne n'ignore comment il l'a soutenu et agrandi depuis trente ans. Chef d'école, chef de parti, tour à tour adversaire et soutien du pouvoir, par ses succès, comme par ses revers, par ses grandes qualités comme par ses fautes,

par un talent d'orateur dont ses ennemis même reconnaissaient à la fois la perfection et les progrès toujours nouveaux, M. Guizot s'est mis à la tête du système constitutionnel emprunté à l'Angleterre. Il n'appartient qu'à la postérité de lui faire sa part dans l'établissement et dans la ruine de la monarchie représentative.

Mais revenons au point de départ. L'histoire prit entre les mains de M. Guizot une singulière autorité. Elle avait été philosophique dans le dernier siècle, M. Guizot la fit politique. Il montra la connaissance du passé comme une nécessité pour l'homme qui veut prendre part aux affaires de son pays ou seulement les bien juger. Or que pouvait-il y avoir de plus pratiquement utile que l'histoire du gouvernement représentatif, et l'Angleterre n'était-elle pas le pays où cette histoire se déroulait avec le plus d'ensemble et de continuité?

C'est ainsi que l'histoire d'Angleterre devint le pivot d'un système politique. M. Guizot nous la divulgua dans ses parties les plus intéressantes. Il publia les mémoires des principaux acteurs de la révolution de 1640. Il entreprit aussi d'écrire l'histoire de cette révolution, et il s'occupe aujourd'hui de continuer ce beau livre qui doit se terminer à l'avéne-

ment de Guillaume III. Il y a quelques mois qu'il traitait cette question : *Pourquoi la révolution d'Angleterre a-t-elle réussi?* A vingt-cinq ans de distance, après deux révolutions dont l'une l'éleva au pouvoir, et dont l'autre l'en a précipité, il s'est remis à contempler le jeu et les vicissitudes de cette constitution, qui reste toujours à ses yeux le modèle dont il faudrait s'approcher.

Dans les derniers moments de la restauration, une question formidable s'éleva. Si l'accord ne s'établissait pas entre la royauté et les chambres, fallait-il faire un 1688?

Loin de provoquer l'emploi d'un pareil remède, l'école doctrinaire n'en voulait pas. Peut-être était-elle plus loyale que conséquente, mais toujours quand elle parlait de sa fidélité à l'ancienne dynastie des Bourbons, son langage était sincère. Personne ne pouvait révoquer en doute le culte de Royer-Collard pour la monarchie légitime et pour cette race royale qui, disait-il, avait produit un si grand nombre de bons et de grands princes. Ni M. de Broglie, ni M. Guizot, ni la plus grande partie de la jeunesse libérale qui les entourait, n'avaient à l'égard de l'antique dynastie de malveillantes pensées.

D'ailleurs on disait avant 1830, comme on l'a dit plus tard avant 1848, qu'il n'y avait pas de révolution à craindre. Ne voyait-on pas grandir une génération nouvelle, animée d'autres dispositions et d'autres sentiments que les vieux partis ? Ne se préparait-il pas d'heureux changements en dehors des passions révolutionnaires et contre-révolutionnaires ? L'avenir n'appartenait-il pas à un esprit nouveau ?

Mais pendant qu'on se berçait dans cet optimisme, des passions plus vives ne craignaient pas de faire pressentir un changement de dynastie. On répétait, avec moins de talent mais avec plus de chaleur ce que Paul-Louis Courier avait déjà indiqué dans ses pamphlets. Des brochures, des journaux parlaient avec éloge d'un prince économe et populaire qui donnait à ses enfants une éducation nationale. Le héros d'un nouveau 1688 était clairement désigné.

Jusqu'au dernier moment l'école doctrinaire ne parut guère soupçonner ce qui s'agitait autour d'elle. C'était le commencement de cette longue illusion qui devait durer jusqu'aux plus accablantes catastrophes.

Voilà donc un système, le système consti-

tutionnel emprunté à l'Angleterre, pour le développement duquel les intentions les plus droites se sont associées aux talents les plus distingués, qui au jour des crises et des dangers devient une cause d'impuissance et d'aveuglement. On pourrait comparer le constitutionalisme à ces procédures compliquées qui font oublier le fond du procès pour la forme. Ici, le fond, c'est la société même, ce sont les masses avec leurs besoins, leurs instincts et leurs sentiments.

Quand la révolution de 1830 fut accomplie, l'école doctrinaire l'accepta en invoquant la nécessité. Elle déclara souscrire à un 1688 qu'elle n'avait ni appelé ni préparé. Ici elle se trompait encore : il n'y avait pas de 1688. Le mouvement de 1830 dépassait de bien loin un changement de dynastie opéré par une aristocratie qui prenait sur elle la conduite et la responsabilité de l'entreprise.

Une soudaine et générale explosion de passions et de tendances démocratiques longtemps étouffées et contenues, voilà ce que nous avons vu en 1830, et il ne fallut pas moins de cinq ans pour faire rentrer dans son lit le torrent débordé. Mais nous n'avons pas vu que le trône fut donné, comme en 1688, par un pouvoir

puissant et régulier, maître de lui-même. Le trône a été donné en 1830 par la révolution, et c'est ce qu'oublia trop le prince qui reçut ce redoutable présent.

Tout se passa au gré de la fantaisie révolutionnaire. L'abdication du roi Charles X en faveur de son petit-fils rendait facile et nécessaire l'application des lois de l'ancienne monarchie et des principes constitutionnels. Cependant, le droit tant ancien que nouveau fut méconnu. Y a-t-il là quelque chose qui ressemble à l'esprit conservateur de la légalité anglaise ?

Ainsi une première expérience d'un système emprunté à l'histoire et au génie d'un autre peuple nous le montre impuissant à prévenir parmi nous les explosions révolutionnaires et les méprises entre le pouvoir et les masses. C'est déjà une grave présomption que le constitutionalisme ne satisfait pas aux conditions vitales de la société française.

## XIII

### **Impuissance et naufrage du système parlementaire.**

Depuis cent soixante-deux ans, la constitution anglaise a préservé nos voisins de l'écueil des révolutions. Les premiers, en Europe, les Anglais se sont montrés révolutionnaires, puis ils n'ont plus voulu l'être. Il n'y a pas moins de force que de sagesse dans cette sobriété. Se contenir, ne plus rien pousser à l'extrême, ni l'opposition, ni la résistance, toujours éviter le

désaccord fatal qui avait amené la crise tragique du dix-septième siècle, améliorer sans détruire, préparer les réformes, les mûrir, les laisser désirer longtemps, et, l'heure sonnée, les accomplir avec énergie, tel est le spectacle donné par les partis et les hommes politiques de l'Angleterre. Dans le peuple un solide bon sens, chez les hommes d'État une pratique supérieure du gouvernement, voilà la cause de ces heureux résultats.

Du modèle il faut passer à la copie. Dès les premiers moments deux commentaires furent donnés à la révolution de 1830 : l'un était démocratique, l'autre parlementaire. Ceux qui avaient reçu la commotion de l'électricité populaire demandèrent que la nation fût consultée, et réclamèrent la convocation d'une assemblée constituante. Mais une notable partie de la bourgeoisie à laquelle on avait présenté d'avance l'image d'une révolution restreinte, facile, calquée sur l'histoire de nos voisins, se hâta d'accepter presque tout l'héritage de la restauration et de la charte de 1814, croyant fonder un gouvernement durable, quand elle accouplait deux principes dont l'un devait dévorer l'autre.

Ces deux commentaires, entre lesquels a

péri, au bout de dix-huit ans, la monarchie de 1830, sortaient forcément d'une situation complexe. Dans sa venue, dans sa mise en scène, la révolution avait été si impétueuse et si vive, qu'elle avait communiqué, même à ceux qui la veille encore étaient fort calmes, la soif de grands changements. D'un autre côté, on demandait si les trois journées de juillet avaient métamorphosé comme par enchantement la société française et bouleversé ses conditions essentielles. Pour les uns, le mouvement de 1830 était le début d'une rénovation sociale; pour les autres, il était la consécration finale, le couronnement suprême du système constitutionnel.

C'est cette dernière interprétation qui d'abord triompha. A la tête de la bourgeoisie se trouvait un homme qui, avant 1830, avait fort amorti l'ardeur de son opposition, et qui eût été ministre du roi Charles X avec un dévouement sincère. Les journées de juillet l'avaient plus rempli de surprise et d'effroi que d'enthousiasme. Homme d'affaires, banquier actif et opulent, Casimir Périer vit les dangers que courrait l'ordre social avec l'infailible sagacité des intérêts positifs. Il se jeta en avant et fit reculer la révolution. Cette

saillie de volonté courageuse suffit pour mettre son nom dans l'histoire. Il se montra l'énergique représentant de la classe moyenne, souvent si indécise, et l'altière fermeté de son caractère fut pour elle non-seulement un instrument de salut, mais une gloire dont elle put se parer. En moins de deux ans, Casimir Périer épuisa toutes les émotions et peut-être toutes les amertumes. Les attaques des révolutionnaires, qu'il réprimait avec tant de vigueur, n'étaient pas ses plus grands déplaisirs. Autour de lui l'envie, au-dessus de lui l'ingratitude, blessèrent profondément cette âme plus intrépide que maîtresse d'elle-même. Toutefois, c'est encore le ministre le plus heureux du régime de 1830, car, s'il est mort brusquement, c'est au moins après avoir vaincu.

Il avait formé la majorité parlementaire, qui pendant près de cinq ans combattit en phalange compacte et serrée, invoquant souvent l'autorité de ses exemples et de son nom. Ces cinq années, bien qu'orageuses, ne furent pas le plus mauvais moment du régime de 1830. Cette lutte contre l'anarchie le fortifiait en bornant son rôle à la défense de l'ordre matériel.

La victoire décomposa peu à peu la majorité.

Les uns, voyant le calme du pays et la défaite des factions, pensèrent que le système répressif devait céder la place à une politique conciliante et libérale; les autres estimèrent qu'il serait dangereux de relâcher les ressorts du gouvernement, et qu'il fallait se garder d'entr'ouvrir la porte aux principes et aux hommes de l'opposition. La majorité se partageait ainsi en deux nuances : le centre gauche et le centre droit, ayant pour chef, l'un, l'historien de la révolution française, l'autre, l'historien de la révolution d'Angleterre. Après avoir marché de concert à la tête de la majorité, les deux généraux se divisaient et cherchaient chacun à se constituer un corps d'armée.

Ici reparut l'imitation préméditée de l'Angleterre. Le centre gauche et le centre droit se proclamèrent les whigs et les torys de la France, et l'invention de cette similitude enchantait tout le monde. On se crut de bonne foi et avec une sorte de fierté dans le complet développement du régime constitutionnel. Nous dirions que l'erreur était plaisante, si elle n'avait pas eu de si tristes effets. Dans le pays légal de 1830, il n'y avait ni whigs ni torys, mais d'honnêtes bourgeois, d'une condition médiocre, auxquels la distinction du talent

individuel ne pouvait créer ces grandes situations qui sont en Angleterre comme les assises de l'édifice politique.

C'est ce que n'ignorait pas la royauté nouvelle. Aussi mit-elle un moment son amour-propre à montrer qu'elle pouvait gouverner sans avoir dans ses conseils l'un ou l'autre des chefs du centre gauche ou du centre droit. Les deux ministres dirigeants du cabinet du 15 avril 1857, MM. Molé et Montalivet, appartenaient à la chambre des pairs. En dehors des rivalités parlementaires de la chambre des députés, ils avaient été choisis comme une expression plus directe et plus transparente de la politique de la couronne. Les commencements de leur administration furent heureux et parurent destinés à ouvrir une ère de réconciliation et d'affranchissement.

En voyant qu'un peu de bien pouvait se faire sans eux, les hommes et les partis parlementaires se tinrent pour offensés. Ils imaginèrent ou plutôt ils contrefirent une coalition. C'était un nouvel emprunt à l'Angleterre.

Quand sur une personne on prétend se régler,  
C'est par les beaux côtés qu'il lui faut ressembler.

Les coalisés de 1859 l'oublièrent trop. Ils

auraient dû se rappeler que dans le dernier siècle, en 1783, lorsque Fox et lord North, qui s'étaient si vivement combattus, se coalisèrent pour forcer l'entrée du ministère, ils furent l'objet des jugements les plus sévères de l'opinion. Leur alliance fut traitée de monstrueuse et put à peine leur assurer le pouvoir pendant quelques mois.

En 1839, la coalition confondit tous les rôles, mit dans la bouche des hommes du centre droit un langage plus violent que celui des orateurs de la gauche. Elle amena la chute du ministère, mais non pas le triomphe des vainqueurs. Ceux-ci ne purent s'entendre, et pendant que leurs divisions prolongeaient l'*intérim* ministériel entre les mains d'hommes sans autorité, une poignée de républicains, Barbès à leur tête, tentait par un coup de main de renverser le pouvoir de 1850. Barbès et les siens ne se trompaient que de neuf ans.

La capricieuse parodie d'une tactique parlementaire de nos voisins avait mis l'anarchie dans la sphère officielle à ce point que la république crut alors à son avènement. La société se sentit troublée, et les atteintes qu'avait reçues le pouvoir n'étaient que trop visibles.

Cependant l'ordre sembla se rétablir dans le mécanisme parlementaire ; les premiers mois de 1840 virent le retour aux affaires du centre gauche et de son chef. C'était reprendre l'œuvre de 1836, époque à laquelle on pensait que cette nuance constitutionnelle était la plus sincère expression des instincts et des vœux du pays. A quatre ans de distance, les whigs français reparaissaient au pouvoir, avec l'espérance d'un long ministère. Mais quelques mois s'étaient à peine écoulés, qu'un grave incident extérieur venait démontrer que les nouveaux whigs n'avaient ni une politique résolue, ni la confiance intime de la couronne, ni le franc appui de la majorité. Où était cette consistance qui permet à un grand parti, ayant des racines profondes dans les intérêts les plus réels du pays, de lutter contre de sérieuses difficultés et d'en sortir vainqueur ?

L'imitation de l'Angleterre se releva d'un autre côté, et nous eûmes un cabinet tory qui fut le dernier ministère de la monarchie de 1830. Dans l'entreprise de fonder un parti conservateur, un torysme français, il y eut un singulier mélange d'idées justes et d'illusions, de nobles efforts et de mesquines intrigues. Il y avait par-dessus tout une situation fausse

dont ne pouvait triompher la dextérité la plus habile. Le nouveau torysme voulait reconstituer et affermir l'ordre social, en dehors du véritable parti conservateur, en dehors de cette portion si considérable de la société française, que son passé et le culte d'un principe destinaient à ce rôle. C'était faire violence à la nature des choses, c'était aussi une étrange façon d'imiter le torysme historique de nos voisins.

Néanmoins, le chef du nouveau parti conservateur ne douta pas du succès de son entreprise. Consonné dans la théorie du gouvernement représentatif, M. Guizot voulut en pousser la pratique à fond et à bout. Il était d'ailleurs soutenu et presque exalté par cet optimisme que nous avons déjà signalé, et qui pour lui fut tour à tour une cause de force, d'aveuglement et de ruine. « Nous avons, disait-il à la tribune en 1842, une tâche plus rude qu'il n'en a été imposé à aucune époque. Nous avons trois grandes choses à fonder : une société nouvelle, la grande démocratie moderne, jusqu'ici inconnue dans l'histoire du monde, des institutions nouvelles, le gouvernement représentatif, jusqu'ici étranger à notre pays, et enfin une dynastie nouvelle. Il

n'est certainement jamais arrivé à aucune époque d'avoir une pareille tâche à remplir ; jamais ! Cependant nous approchons beaucoup du but. La société nouvelle est aujourd'hui prépondérante, victorieuse, personne ne le conteste plus ; elle a fait ses preuves, elle a pris possession du terrain social ; elle a conquis en même temps et les institutions et la dynastie qui lui conviennent et qui la servent. Les grandes conquêtes sont toutes faites. Je ne puis me lasser de le répéter : oui, toutes les grandes conquêtes sont faites, tous les grands intérêts sont satisfaits. Notre premier, presque notre seul besoin, c'est d'entrer en possession de ce que nous avons conquis, de nous en assurer la ferme et complète jouissance. » Ainsi se faisait illusion à lui-même et à d'autres un des plus grands esprits de notre temps. L'appareil constitutionnel cachait, comme un rideau de théâtre, le fond de la scène et des choses.

Cette société à laquelle on disait qu'elle n'avait plus qu'à jouir de ses conquêtes était vouée à de nouvelles et de sanglantes épreuves. Des signes précurseurs l'annonçaient. Un sinistre et vulgaire accident enlevait à la dynastie nouvelle son héritier, son véritable soutien.

Des doctrines nouvelles circulaient dans les rangs des classes laborieuses. Loin de se reconnaître satisfaite et terminée, la révolution semblait se proposer un autre but au delà de celui qu'elle avait atteint. Ni dans la sphère politique, ni pour l'avenir social il n'y avait de garanties suffisantes de stabilité.

Le plus souvent, la majorité parlementaire ignorait ces symptômes : si par hasard, elle les apercevait, elle détournait la tête, tantôt avec indifférence, tantôt avec une sorte d'irritation. Que voulait le pays? N'était-il pas en pleine possession du gouvernement constitutionnel? De quoi se plaignait-il? Voulait-il toujours jouer le rôle de malade imaginaire? On oubliait que s'il y avait à faire la part de l'imagination, il y avait celle non moins considérable des maux véritables et des abus trop réels dont il fallait entreprendre la guérison et le redressement. On oubliait aussi qu'en France le mécontentement, le malaise imaginaire sont encore plus redoutables et ont créé à tous les gouvernements plus de dangers que les griefs les plus positifs.

Plaintes légitimes, imaginations, chimères, l'opposition constitutionnelle s'emparait de tout cela en y mêlant les amplifications d'une rhéto-

rique enflammée. Elle déchainait des passions que plus tard elle regrettera de ne plus pouvoir refréner et contenir. Elle aussi est dupe d'une illusion. Elle est révolutionnaire avec sécurité sous la couverture du privilège constitutionnel. Elle se croit investie d'une légalité inviolable. Pauvre enveloppe que réduiront en cendres les premières étincelles d'une révolution !

La majorité s'était isolée du pays, l'opposition se jette à corps perdu dans les agitations du dehors ; elle fait des discours et des banquets ; elle prépare étourdiment des catastrophes le verre à la main. C'est toujours à l'exemple de l'Angleterre. Par des voies différentes, opposition et majorité marchent aux abîmes.

Avec un ironique sourire, avec une joie mal contenue, qui avait quelquefois d'insolentes échappées, le parti révolutionnaire assistait à tant d'aveuglement. Il était prêt. Il descendit dans l'arène, mais cette fois, derrière tous les soutiens du système constitutionnel, députés, électeurs, gardes nationaux, et, sur la brèche élargie par eux, il n'eut plus qu'à planter son drapeau.

Voilà le dénouement de la seconde expérience faite dans des conditions qu'on procla-

maît supérieures à celles de la charte de 1814. Quand M. Guizot s'est demandé pourquoi la révolution d'Angleterre avait réussi, il a assigné trois causes principales à l'affermissement de sa constitution. Ces trois causes sont : l'aristocratie politique, l'esprit d'indépendance locale, la foi religieuse.

Quelle conséquence à tirer de ces faits observés par un des maîtres de l'histoire, si ce n'est, comme nous l'avons dit au début, que c'est dans l'originalité la plus intime du caractère et des mœurs des Anglais qu'il faut chercher la raison du développement et du triomphe de leur constitution ?

Maintenant voici une autre déduction qui n'a pas moins d'évidence. Puisque ces conditions nécessaires indiquées par M. Guizot sont tellement inhérentes au génie anglais, il doit être difficile de les rencontrer chez beaucoup d'autres peuples. En effet, elles doivent être d'autant<sup>6</sup> plus rares, qu'elles sont plus spéciales.

Enfin, s'il était une nation qui par ses qualités comme par ses défauts, par ses anciennes institutions et les particularités de son histoire, par l'éclat expansif et la perpétuelle mobilité de son génie, présentât le plus complet con-

traste avec le caractère du peuple anglais, ne serait-il pas bizarre d'emprunter à celui-là sa constitution pour l'imposer à un rival qui lui ressemble si peu ?

Vif, ardent, le Français va droit au fond des choses, peu patient, quelquefois même peu scrupuleux pour l'emploi des moyens. Il n'a pas la minutieuse superstition des formes. Pendant que d'autres délibèrent, il agit. Il n'estime et n'aime que les pouvoirs qui lui apportent des résultats prompts et grands. Quant aux autres, il les délaisse ; puis, dans un moment de fébrile pétulance, il les précipite.

La France est dans un moment critique, au milieu de toutes les perplexités qui sont l'inévitable conséquence de tant d'avortements. Je ne parlerai pas de la constitution de 1848. Il serait difficile de lui adresser un reproche, une censure que n'ait déjà fait tomber sur elle le bon sens général. De toutes les élucubrations dont nous avons eu le spectacle depuis soixante ans, elle est à coup sûr, au point de vue de l'art législatif, la plus faible et la plus médiocre. Remarquons seulement en passant, que cette constitution républicaine n'aurait pu un seul jour être appliquée à notre pays, sans

les éléments monarchiques qui s'y sont fait passage.

Encore moins voudrais-je improviser ici le plan d'une constitution nouvelle. On ne se fait pas législateur quand on n'y est pas obligé. C'est assez, pour nous, de mettre en lumière les résultats de l'expérience avec leur incontestable autorité.

Les faits ont parlé : ils nous ont montré le système parlementaire non moins impuissant pour gouverner que pour prévenir les révolutions. Essayée deux fois, dans des conditions diverses, l'imitation de la constitution anglaise a échoué. N'y a-t-il donc pas un enseignement à tirer de cette double chute ?

L'heure est venue pour nos politiques et nos législateurs d'étudier non plus l'Angleterre, mais la France ; de s'inspirer de son génie, de son passé, de ses instincts, de ses besoins. Nous ne sommes, comme les Anglais, ni des descendants de Germains, ni des protestants. Depuis longtemps les dernières traces des influences germaniques ont disparu dans les mœurs de cette race gallo-romaine, fameuse dans le monde par une brillante ardeur suivie de découragements et de revers, par des désastres inouïs, des prospérités fabuleuses, des

bouleversements imprévus. Il nous semble que depuis trois siècles, depuis Louis XIV, cette race n'a pas mal affirmé l'individualité de son esprit.

Qu'on s'avise donc enfin de nous donner une constitution et un gouvernement qui conviennent à cet esprit. Quelles en sont les qualités principales? L'étendue, la vivacité, la tendance à l'unité, l'expansion. Ne faudrait-il pas qu'un peuple ainsi doué eût des institutions simples et pratiques? qu'il eût à sa tête un pouvoir fort et vraiment respecté, qui pût répondre à l'attente d'une nation qui veut presque qu'on devine ses besoins et ses désirs? Ne faudrait-il pas chercher les conditions de force et de respect là où elles sont? L'action, le gouvernement auraient alors le pas sur la parole, sur le pouvoir législatif et délibératif. Depuis soixante ans, nous n'avons que trop délibéré.

Un des grands penseurs de l'antiquité donnait pour la conduite privée un excellent conseil. « Vous manque-t-il quelque chose, disait Sénèque; empruntez-le à vous-même. *Quod tibi deest, ex te ipso mutuare.* » C'est-à-dire faites rendre à votre nature tout ce qu'elle contient et vous serez étonné des ressources

que vous y trouverez. L'avis n'est pas moins bon pour un peuple. Qu'il s'interroge, se scrute, qu'il tire de lui-même, de son génie, de son histoire, les principes de sa constitution, ainsi que la raison et la règle de sa destinée.

## XIV

### **Le roman démagogique.**

Pendant que le système parlementaire se montrait impuissant à conduire la société, à en pressentir les instincts et les besoins, celle-ci marchait au hasard avec une force désordonnée. Sans direction, sans boussole, elle s'abandonnait à tous les courants. La vie morale n'était pas éteinte, mais elle était altérée, corrompue, et trop souvent la littérature fut l'instrument funeste de cette perversion.

Nous avons vu comment le théâtre se fit le courtisan des passions populaires : il nous reste à considérer le roman et ses tristes dégradations. Ici la décadence a des traits particuliers. Le talent ne s'affaiblit pas, il se fourvoie. L'écrivain ne perd pas sa verve, mais il la pousse à la dernière exagération. C'est de parti pris qu'il s'égare et se déprave.

Le roman n'est pas moins obligé que l'histoire d'être vrai. C'est une autre vérité, et le romancier n'y arrive pas par les mêmes procédés que l'historien ; mais c'est toujours sur la réalité qu'il travaille. Son talent est de l'embellir, de l'élever à cette généralité idéale qui seule produit les types durables, les caractères originaux. Pour le romancier, la vérité est donc comme la terre pour je ne sais quel géant de l'antiquité : il faut qu'il la touche toujours pour avoir toutes ses forces. Eh bien ! nous avons vu de nos jours des écrivains abandonner cette vérité, cette réalité à laquelle ils avaient déjà dû de remarquables tableaux et de légitimes succès, pour se jeter volontairement dans le mensonge et la déclamation. Ils avaient commencé par peindre la société : ils l'ont défigurée et calomniée. Ce n'était plus cette ironie mordante avec laquelle l'art peut

espérer de corriger ceux dont il se moque. Les romanciers jetaient à la face de la société l'injure et l'ignominie, et la société, loin de se soulever contre ses insulteurs, leur applaudissait. On eût dit la femme de Sganarelle qui veut être battue.

Dans cette voie nouvelle, ou plutôt dans cette déviation du roman, nous rencontrons un talent puissant que sa force même préserva de certains excès, mais qui parfois n'eût pas moins sur tous ses contemporains, écrivains et lecteurs, une maligne influence. Le génie et l'œuvre de Balzac sont complexes. Il est, tout ensemble, observateur profond et caricaturiste effréné. Il a pour représenter la vertu et son dévouement, d'admirables traits, mais il peint le vice avec prédilection. Au fond, ni son siècle ni la nature humaine ne trouvent grâce devant son inexorable pessimisme. Il ne traite pas mieux les paysans que les bourgeois, les journalistes que les banquiers. Sans aucun doute, Balzac n'est pas révolutionnaire, mais on sent qu'il se venge un peu sur tout le monde des révolutions qui l'ont surpris dans ses travaux et troublé dans sa vie. Trop souvent, il nous peint une société vouée au mal et dans laquelle fermente une corruption

irremédiable : si quelques vertus viennent s'offrir aux yeux, elles ressemblent à ces plantes exotiques et rares qui bientôt périssent dans leur isolement.

Mais, au moins, il y avait chez ce grand artiste une impartialité qui lui permit toujours de tenir la balance égale entre les acteurs qu'il mettait en scène. Il ne sacrifiait pas une partie de la société à l'autre. Lorsque le talent littéraire sera joint à une raison moins solide, nous assisterons à un singulier travestissement de la réalité.

Aimer la nature, la décrire avec une fraîcheur de coloris qui, à côté des magnifiques peintures de Buffon et de Chateaubriand, a sa puissance et son charme, voilà le trait caractéristique de l'auteur de *Valentine* et d'*André*, ou du moins voilà l'heureux don qui justifie surtout sa brillante renommée. Madame Sand le comprend bien elle-même, car elle est revenue, dans ces derniers temps, à ce qui, dès son début, l'avait si bien inspirée, au spectacle et aux émotions de la nature. Puisse-t-elle désormais y rester toujours fidèle ! C'est seulement de ce côté qu'elle s'élève au-dessus de la femme illustre, à laquelle, sous tant d'autres rapports, elle est si inférieure. Ma-

dame de Staël n'a pas cette radieuse limpidité de style qui sait revêtir les objets décrits tantôt d'une splendeur éblouissante, tantôt d'une douce et pure lumière. Elle aima toujours mieux le commerce du monde que la contemplation de la nature; aussi, dans l'intelligence de la société et de la vie humaine, elle laisse bien loin derrière elle la contemporaine célèbre qu'on lui a souvent comparée.

D'une imagination plus mobile que forte, ouverte à toutes les impressions, à toutes les influences, subissant avec docilité l'empire des hommes de parti qui l'environnaient, madame Sand n'arriva que trop tôt à cette poétique si fausse et si stérile qui prétend faire de l'art un instrument de prédication révolutionnaire. Encore, si en quittant la naïveté de sa première manière, elle n'était pas sortie du roman philosophique! Elle aurait pu tomber dans beaucoup d'erreurs, mais au moins en face de cette société qu'elle voulait instruire en lui présentant sa propre image, elle n'aurait pas perdu toute impartialité. Malheureusement elle passa du roman philosophique au roman prolétaire.

Il y a huit ans environ, que dans l'avant-propos du *Compagnon du tour de France*,

madame Sand écrivait ces lignes : « Il y aurait toute une littérature nouvelle à créer avec les véritables mœurs populaires , si peu connues des autres classes. Cette littérature commencée au sein même du peuple ; elle en sortira brillante avant qu'il soit peu de temps. » Qu'en est-il sorti ? Le chant des lampions.

Du sein des classes illettrées d'une nation civilisée comme la France , il peut sortir de belles actions, même des mots sublimes, mais il ne sortira pas une littérature. C'est ce que savent bien ceux qui appellent une littérature populaire , puisqu'ils se chargent de la composer eux-mêmes. M. de Lamartine écrit *Geneviève*, et madame Sand le *Compagnon du tour de France*.

Il n'y a qu'une façon d'être vraiment populaire, c'est d'écrire pour tout le monde, de s'adresser à tous les sentiments de l'homme et de l'humanité. C'est aussi la meilleure manière de se faire comprendre du peuple : il n'aime pas que pour lui parler on semble avoir besoin de descendre. Il a raison , car il saisit le vrai avec une rapidité merveilleuse, et le beau réveille dans son âme un naïf et sincère enthousiasme.

D'un autre côté, quel triste asservissement

pour l'écrivain, lorsque, se constituant le flatteur des préjugés et des passions démagogiques, il met toutes les vertus d'un côté et tous les vices de l'autre ! Comme si le bien et le mal ne se trouvaient pas indistinctement répandus dans tous les rangs de la société ! Au surplus, le châtiment d'une pareille partialité ne se fait pas attendre. Il se trouve que l'écrivain s'est appauvri lui-même, en se privant de tous les contrastes, de toutes les contradictions de la vie humaine. La monotonie de ses déclamations a pour inévitable conséquence l'ennui.

Il est un artiste, un brillant conteur qui a su échapper à cette espèce de contagion démocratique, c'est Alexandre Dumas. Il veut par-dessus tout divertir son lecteur, il n'ambitionne pas de l'endoctriner. Il a le mérite d'avoir toujours compris qu'il perdrait la moitié de son talent, s'il s'avisait de prêcher au nom d'un parti ou d'un système. Il conte, c'est assez pour lui. Ses histoires sont interminables et elles ne fatiguent jamais, tant leur allure est vive et rapide ! Le lecteur est entraîné, et il ne chicane pas le magicien qui fait passer sous ses yeux tant d'amusantes aventures.

Pour l'auteur d'*Henri III* et de *Monte-Cristo*, les barrières qui semblaient séparer le drame du roman sont tombées ; il n'a pas moins de puissance dans l'un et dans l'autre. Peut-être pourrait-on lui reprocher d'avoir trop importé dans ses contes les procédés du théâtre, et d'y trop prodiguer le dialogue ; mais il y a une réponse victorieuse, c'est le succès. Aujourd'hui, la mort de Balzac laisse vide une place qui devrait tenter l'ambition d'Alexandre Dumas. Pourquoi ce merveilleux conteur ne deviendrait-il pas peintre de mœurs, à la condition, toutefois, de ne pas tomber dans des préoccupations politiques ? Quand on plaît à tout le monde, il ne faut déclarer la guerre à personne.

« Garantissez-vous de toute influence politique, si vous voulez rester poète, disait Goëthe à un jeune littérateur. Tout ce qui est force brutale, action des partis, dictature politique, est diamétralement contraire à la liberté de l'intelligence, à la franchise, à l'élan de la pensée, à l'essor poétique. Cette action presque matérielle à exercer sur les hommes, le machiavélisme inséparable d'un tel métier, ce mélange de force et de ruse, ces lois sans cesse interprétées ou violées parquent le poète dans

un domaine orageux, dans une atmosphère d'intérêts vils qui étouffent tout ce qu'il y a d'idéal chez lui. » Pourquoi M. Eugène Sue, qui est aujourd'hui le principal représentant du roman démagogique, n'a-t-il pas profité de ces sages conseils qui s'adressent à toute imagination littéraire? Il ne serait pas occupé aujourd'hui à publier par livraisons un ouvrage dont la tendance est assez clairement indiquée par l'épigraphe suivante : « Il n'est pas une réforme religieuse, politique ou sociale que nos pères n'aient été forcés de conquérir, de siècle en siècle, au prix de leur sang, par l'insurrection. » On sait maintenant ce qu'il faut penser de l'esprit des *Mystères du peuple*. Nous n'avons plus affaire à l'œuvre d'un romancier, mais à la propagande d'un clubiste.

Nous n'insisterons pas sur le contraste que présente la première partie de l'œuvre littéraire de M. Eugène Sue avec ce qu'il écrit aujourd'hui. Que l'artiste se transforme, qu'il modifie sa manière, qu'il change de points de vue, c'est son droit, et souvent c'est un signe de force. Maintenant, où cette transformation l'a-t-elle conduit? Quels en sont les effets? Voilà la question.

Dans la première partie de sa carrière,

M. Sue avait emprunté à l'école de Balzac un scepticisme qui répandait sur toutes ses conceptions je ne sais quelle glaciale ironie. Il était difficile de plus mystifier la vertu, en lui attribuant toujours le plus grand des ridicules, l'impuissance. Le vice était toujours heureux et spirituel, le crime impuni et triomphant. Tel était presque toujours le fond des dénouements auxquels aboutissait le sardonique pessimisme du romancier.

Il y eut cependant un moment, heureux et trop court, où M. Eugène Sue ambitionna d'être un peintre sérieux des mœurs du monde. Il observa la réalité avec un esprit plus libre, et il publia *Mathilde*. Ce fut l'apogée de son talent. Il manque peu de chose à *Mathilde* pour que ce roman puisse prendre place à côté des chefs-d'œuvre du genre. Si la rapidité fatale de l'improvisation n'emportait pas trop souvent l'auteur, s'il ne cédait pas encore trop lui-même à l'habitude d'exagérer le mal et les hideux côtés de la nature humaine, on aurait pu le citer quelquefois après Richardson. C'est beaucoup que d'éveiller le souvenir d'un tel maître au sujet duquel Diderot s'écriait : « O mes amis ! Paméla, Clarisse et Grandisson sont trois grands drames ! »

Mais comment, sous l'impérieuse nécessité d'un enfantement quotidien, satisfaire aux conditions essentielles d'une composition véritable ? Il y a sept à huit ans que les *Mystères de Paris* ont tenu en haleine pendant six mois l'écrivain et le public. On s'abordait en se demandant des nouvelles du prince Rodolphe et de Fleur de Marie. Aveugle époque qui ne s'apercevait pas des signes avant-coureurs de la tempête ! On lui montrait ses plaies plus horribles encore qu'elles n'étaient, et c'était pour elle une source d'émotions dont elle était avide. Le procès de la société s'instruisait sans qu'elle y prît garde, et pendant qu'on entassait contre elle toutes les accusations, justes, spécieuses ou absurdes, elle riait, la folle, sur le bord de l'abîme !

Après un succès comme celui des *Mystères de Paris*, que faire et qu'inventer ? Il eût été habile et de bon goût de garder quelque temps le silence ; sur-le-champ, M. Eugène Sue, comme s'il eût partagé lui-même l'ivresse qu'il avait communiquée à d'autres, se jeta à corps perdu dans de nouvelles aventures. D'ailleurs il ne s'appartenait plus. Non-seulement la foule et les spéculateurs lui demandaient de nouveaux récits, mais les passions au service

desquelles il s'était mis l'excitaient à s'avancer plus encore dans la carrière où il était entré. Mais que faire et qu'inventer ? C'est alors que M. Sue créa le *Juif errant*, et qu'il inventa le jésuite.

Si dans la première partie de sa carrière, on eût proposé à l'auteur de *Latréaumont* d'accommoder un pareil sujet au goût des passions démagogiques, avec quel dédain n'eût-il pas repoussé une pareille proposition ! Mais il était arrivé à cette heure triste et vengeresse où le talent, après de premiers excès, perd tout à fait sa délicatesse native. Non-seulement alors il ne ménage plus rien, mais il met à se compromettre une sorte d'effronterie. M. Eugène Sue se copia lui-même, poussa à outrance ses procédés connus, puis, pour enlever un succès à tout prix, il fit de la Société de Jésus une espèce d'agence satanique qui a la puissance de remplir et de bouleverser le monde. C'était s'adresser aux crédulités les plus niaises, mais aussi, je l'avoue, les plus vivaces. Encore aujourd'hui, en 1850, après la révolution que nous avons vue, n'y a-t-il pas d'incorrigibles dupes, croyant aux dangers dont serait menacée la société, du côté des jésuites ?

Au surplus, si nous ouvrons les *Mystères du peuple* qu'il publie maintenant, nous voyons que M. Sue a mis en scène l'Église elle-même dans la personne d'un cardinal qui arrive à Paris au moment de la révolution de février, et qui en est un des instigateurs. Le cardinal annonce la catastrophe au comte de Plouernel, son neveu : « Oui, une révolution, la chute de Louis-Philippe ! La république proclamée à notre profit... seulement, sachons attendre... » Et le cardinal sourit d'un air étrange en aspirant une prise de tabac. Puis il continue d'exposer ses vues : « Nous semons la défiance, la peur ; bientôt mort du crédit, ruine générale, désastre universel... Nous écrasons dans leur venin tous les révolutionnaires, tous les impies, une terreur, une Saint-Barthélemy, s'il le faut. » M. Eugène Sue est en progrès : il a su renchérir sur Rodin.

Au moment où le cardinal entrait chez son neveu, celui-ci déjeunait en tête à tête avec une de ces héroïnes dont la rencontre n'est pas rare dans les romans de M. Sue, et qui précisément fredonnait ce couplet :

« La reine Bacchanal,  
« Voyant un cardinal,

- « Dit : Faut nous amuser
- « Et le faire danser...
- « Larifla , fla , fla , fla , Larifla , etc. »

Qu'on ne s'effraye pas : nous n'irons pas plus loin. C'est assez pour connaître le ton des *Mystères du peuple*. L'auteur avoue qu'il a cherché à rendre la forme aussi amusante que possible, pour mieux faire accepter le fond.

C'est dans les notes, qui sont la clef des récits, que se trouve la réalité historique la plus absolue, au dire du romancier. Ce cours d'histoire démocratique nous représente la monarchie, la noblesse et l'Église comme autant d'usurpations sur la liberté des Gaulois.

Voilà cependant à quel degré de cynisme et de mensonge en est arrivé le roman entre les mains des organes de la démagogie ; le roman, où tant de talents célèbres se sont donné carrière, et qui fut une des gloires des lettres françaises. Au surplus, ce détestable genre du roman révolutionnaire est à bout, précisément parce qu'il n'a pas peu contribué à amener une révolution.

Les deux années qui nous séparent des convulsions de 1848 ont produit dans les esprits et dans la société des changements qui appellent d'autres tableaux et peut-être d'autres

peintres. A coup sûr, Balzac n'est pas mort sans avoir compris cette métamorphose. C'est à des diversions pastorales que madame Sand demande de nouveaux succès. Les *Mystères du peuple* sont l'agonie du roman démagogique.

Quand, à la fin du dix-huitième siècle, Crébillon, Lacroix et Louvet eurent publié leurs licencieux ouvrages, nous ne tardâmes pas à voir, au commencement du dix-neuvième, une réaction éclatante et pure. C'était *René*; c'étaient *Delphine* et *Corinne*; c'étaient même, dans un ordre inférieur, les romans de madame Cottin. Aujourd'hui, après vingt années de fécondité, de 1830 à 1850, fécondité mêlée, tantôt si brillante, tantôt si coupable, tout provoque une rénovation; elle sera plus ou moins longue à venir, mais que personne ne songe à vouloir continuer ou rajeunir le roman qui réussissait avant 1848. C'est un cycle terminé.

## XV

### **Corruption de l'histoire.**

« Dans les monarchies extrêmement absolues, les historiens trahissent la vérité, parce qu'ils n'ont pas la liberté de la dire. Dans les États extrêmement libres, ils trahissent la vérité, à cause de leur liberté même, qui, produisant toujours des divisions, fait que chacun devient aussi esclave des préjugés de sa faction, qu'il le serait d'un despote. » Quand Montesquieu écrivait ces lignes, il avait devant ses yeux l'Angleterre et la littérature politique

qui était la conséquence naturelle de sa constitution et de son génie. On sait de combien de récits et de jugements divers la révolution de 1640 avait été l'objet. La plupart des acteurs de ce grand mouvement, royalistes, républicains, partisans de Cromwell, avaient voulu s'adresser à la postérité pour l'instruire, pour lui apprendre ce qu'elle devait penser d'eux. Tantôt c'était Thomas May qui traçait l'histoire du long parlement sous l'influence et au profit du puritanisme, et qui, plus tard, écrivit dans l'intérêt de Cromwell et des républicains : tantôt c'était Edmond Ludlow rédigeant ses mémoires sur les bords du lac de Genève, où il s'était réfugié, également menacé par le pouvoir du Protecteur et par la restauration des Stuarts. Fairfax prenait la plume pour se justifier. Hollis jugeait sévèrement Cromwell et sa faction.

Des mémoires rédigés par les acteurs plus ou moins compromis, l'esprit de parti passa dans l'histoire même. Il était difficile qu'il en fût autrement chez un peuple pour lequel la vie politique était une habitude de tous les jours, de tous les instants. On reconnaissait aisément si l'historien était whig ou tory. Fox employa les dernières années de sa vie à com-

poser une histoire des Stuarts, dans le dessein de glorifier la révolution de 1688. C'était une réponse à l'ouvrage de Hume, accusé par les whigs d'un excès de zèle royaliste.

Si Montesquieu était choqué de l'espèce de servitude dans laquelle, en Angleterre, les historiens se trouvaient tenus par la liberté même, que dirait-il s'il voyait ce qu'aujourd'hui l'histoire est devenue parmi nous ? Quel spectacle pour ce génie si grand et si calme ! Combien serait blessée cette raison si haute et si juste par ces productions où le talent, alors même qu'il brille le plus, se montre corrupteur, corrompu, maladif, extravagant !

Sans doute il est une partialité politique à laquelle, jusqu'à un certain point, on ne peut se soustraire. On a des convictions intimes, d'énergiques croyances, enfin on peut appartenir à un parti. Mais c'est ici que doit prévaloir l'intégrité de l'historien. Qu'il s'élève au-dessus de tous ces préjugés, qu'il écarte toutes les opinions préconçues pour ne voir que les faits et les mettre dans toute leur lumière. Qu'il n'oublie pas que l'histoire appartient à tous, puisqu'elle est la mémoire et l'expérience du genre humain. Il ne faut donc pas l'altérer dans ses sources.

Cette justice, cette indépendance de l'historien sont surtout d'impérieux devoirs dans ces époques de troubles et de convulsions où les passions débordent et où les principes chancellent. L'historien doit avoir une gravité d'autant plus ferme que la scène est plus agitée. Quand Thucydide peint l'état moral de la Grèce pendant la guerre du Péloponèse, comme il apprécie, comme il juge de haut tous les symptômes d'une décadence que chaque jour aggravait ! « Les séditions régnaient dans les États, dit l'historien, et les villes qui se livraient les dernières à l'esprit de faction s'abandonnèrent à de plus grands excès, jalouses de se distinguer par l'esprit d'invention. L'acception des mots fut changée : l'audace insensée fut appelée zèle courageux ; la lenteur prévoyante, lâcheté déguisée. L'homme violent était un homme sûr ; celui qui le contrariait un homme suspect... La cause de tous ces maux était la fureur de dominer qu'inspirent l'ambition et la cupidité. Les passions échauffaient les esprits. Les chefs des deux factions qui partageaient les villes, les uns sous le prétexte spécieux de l'égalité politique du peuple, les autres sous celui d'une aristocratie modérée, affectaient de ne consul-



ter que le bien de la patrie, mais au fond travaillaient à se supplanter mutuellement, et ne songeaient qu'à eux... La bonne foi, ce partage des âmes généreuses, fut un objet de risée et disparut. On se rangeait en bataille les uns contre les autres. On ne pouvait croire, pour en venir à une réconciliation, ni à la parole la plus solennelle, ni aux plus terribles serments. Dominés par la pensée qu'on ne pouvait rien espérer de stable, les citoyens s'occupaient surtout à se mettre à l'abri du mal. Ordinairement ceux qui avaient le moins de capacité l'emportaient sur les autres... » Je m'arrête : le tableau de Thucydide est trop vaste pour être déroulé tout à fait. D'ailleurs, par sa ressemblance avec notre propre histoire, il attriste trop nos regards.

Les anciens avaient le culte de l'histoire. Elle ne devenait jamais entre leurs mains une déclamation violente. Salluste nous a raconté comment, après avoir traversé les émotions et les orages de la vie publique, il résolut d'écrire les choses dignes d'être transmises à la postérité. « Quand j'entrai dans la carrière, dit-il, je cherchai comme les autres à m'élever aux grands emplois. J'y trouvai bien des écueils. L'impudence, les brigues, la corruption avaient

pris la place de la retenue, du mérite et de l'intégrité. Mon cœur dédaignait ces pratiques odieuses auxquelles il était peu fait. Mais la jeunesse est imprudente, et l'ambition ne peut se résoudre à lâcher prise. Aujourd'hui mon esprit est revenu de toutes ces misères; le repos vaut mieux qu'une vie si agitée. J'ai résolu de vivre éloigné des emplois. Mais mon dessein n'est pas de consumer dans l'indolence et la paresse mes heureux loisirs. Je ne veux pas davantage consacrer le reste de ma vie à la chasse ou à l'exploitation d'une terre. Je reprends le projet dont une folle ambition m'avait détourné, et puisque, dans ma situation, je me trouve libre de crainte, d'espérance et de tout esprit de parti, j'ai résolu d'écrire par morceaux détachés les principales actions du peuple romain. » Il y a dans ces paroles une simplicité tranquille et sereine; on y sent un homme désabusé des illusions ambitieuses et qui n'aura pas de peine à être juste. Il n'a plus d'autre envie que de se donner le spectacle de la lutte des passions humaines, et on peut lui appliquer ces mots d'un poète :

..... *Celsâ tu mentis ab arce  
Despicis errantes, humanaque gaudia rides.*

Le septième siècle de la république romaine au milieu duquel vivait Salluste, et dont il s'est fait l'historien, fut rempli par des révolutions sanglantes. La république y rendit le dernier soupir. Salluste traça le tableau de cette grande époque avec une impartialité qui n'ôta rien à l'énergie de l'artiste, et il a tout à fait mérité cette louange qui lui est décernée par saint Augustin, que chez lui la vérité s'embellit sans jamais s'altérer.

Nous sommes aussi dans un siècle de révolutions, mais où est cette impartialité souveraine qui sait tout comprendre, tout peindre, et tout dominer? Cependant, il ne faut pas être injustes envers nous-mêmes. Il y a eu un moment dans notre siècle où l'histoire a été traitée avec une sérieuse loyauté. Même cette impartialité que nous regrettons était alors comme la religion des esprits d'élite. On se piquait de la plus scrupuleuse équité, surtout envers les partis et les opinions qu'on n'aimait pas. Aussi l'histoire a-t-elle eu une notable part dans les meilleurs travaux de nos contemporains.

Mais cette justice, ce goût de la vérité, partage exclusif d'une sorte d'aristocratie intellectuelle, ne furent que d'impuissantes digues

contre le flot des passions politiques. Elles envahirent l'histoire. Des hommes de parti s'emparèrent des annales de la révolution pour les accommoder à leurs vues et à leurs desseins. Nous eûmes des apologies de la terreur ; on ne nous épargna pas de monstrueuses assimilations de la démagogie de 1793 avec l'avènement du christianisme. C'était le commentaire de cette parole de Marat : « La révolution est tout entière dans l'Évangile. »

Il y a eu deux moments bien marqués dans ce triste travestissement de l'histoire : les années qui suivirent 1830, et celles qui précédèrent 1848. Après 1830, le triomphe de la démocratie suscita toute une littérature révolutionnaire. Avant 1848, la muse de l'histoire fut enrôlée, comme un utile auxiliaire, par les agitateurs qui lui mirent un bonnet rouge sur la tête et une pique à la main.

N'est-ce pas dans cet équipage que nous l'a montrée M. de Lamartine ? Déjà dans ces études, nous avons caractérisé le fameux livre des *Girondins* ; nous n'y reviendrons pas. Seulement, puisque nous parlons ici de la corruption de l'histoire, il faut bien préciser comment le poète démocrate l'a corrompue.

Ordinairement, les historiens tenaient à

honneur de se présenter comme libres de tout esprit de parti. C'est le *sine ira et studio* de Tacite. C'est aussi le point sur lequel insistait Salluste que nous avons cité. Ordinairement encore les hommes politiques se donnent la mission d'écrire l'histoire, quand ils sont sortis de l'arène. Ils se plaisent ainsi à mettre leur vieille expérience au service de la vérité. Tel n'est pas le dessein de M. de Lamartine ; il ne veut pas instruire les esprits, mais les exciter, et il se monte au plus haut degré de la passion. C'est aussi dans la mêlée des partis qu'il écrit son livre : ce n'est pas un juge, mais un combattant : il crie, il s'agite, il porte une main convulsive sur l'ordre social, il veut renverser un gouvernement, jeter bas un trône. N'est-ce pas là un grave historien ?

Pour ce qui est du ton et de la forme, tous les maîtres du genre se font une loi d'écarter les ornements, les fantaisies, les divagations qui troubleraient l'unité du style historique. Que ce style s'élève, si l'occasion l'exige, au niveau des plus grandes choses, mais que le reste du temps l'allure en soit aussi simple que ferme, l'élégance non moins modeste que continue. Ce style a des beautés sévères qui le distinguent de la poésie. C'est ce qu'explique

fort bien Polybe qui, dans le second livre de ses *Histoires*, s'exprime ainsi : « Il ne faut pas qu'un historien cherche à toucher ses lecteurs par du merveilleux, ni qu'il imagine des discours qui auraient pu se tenir, ni qu'il s'étende outre mesure sur les conséquences possibles de certains événements. Il doit laisser cela aux poètes tragiques, se renfermer dans ce qui a été dit et fait véritablement, dût même l'importance de certaines choses lui paraître médiocre. La tragédie et l'histoire n'ont pas le même but : loin de là, leur visée est entièrement contraire. La tragédie se propose d'exciter l'admiration dans l'esprit des auditeurs, de les émouvoir par les discours les plus persuasifs et les plus touchants. L'histoire ne saurait avoir d'autre dessein que d'instruire et de persuader par des discours et des actions véritables. Les tragiques, pour arriver aux effets qu'ils cherchent, se permettent la fiction, et trompent le spectateur. L'historien ne met en œuvre que le vrai, car il veut surtout être utile. »

Quelle leçon donnée aux écrivains modernes par ce Grec qui, dans son commerce avec les Scipions, avait pris quelque chose de la dignité romaine ! Il faut bien reconnaître que,

pour tout ce qui touche au sentiment du beau, à l'art et à ses œuvres, il n'y a ni progrès continu, ni perfectibilité indéfinie, puisque les anciens étaient plus délicats que les modernes, et ne toléraient pas la confusion des genres, puisque nous trouvons dans leurs réflexions critiques la condamnation anticipée du livre des *Girondins*.

Mécontent de la manière dont avait été traitée jusqu'alors l'histoire de la révolution française, le poète radical mit la plume à la main d'un jeune écrivain d'un style chaleureux, et qui avait posé avec audace dans une brochure devenue populaire le problème de l'organisation du travail. M. Louis Blanc accepta la mission de relever dans une nouvelle histoire de la révolution française le principe de la démocratie qui avait été vaincu le 9 thermidor. Pour lui, il y avait deux mouvements bien distincts : la révolution bourgeoise de 1789, la révolution populaire de 1793. C'était la seconde qu'il voulait venger, en mettant sur le premier plan ses promoteurs et ses théories, en insistant sur les doctrines de ceux qu'il appelait les *Penseurs de la Montagne*. D'ailleurs, la démocratie ne devait-elle pas se rendre bien compte de son passé et de ses principes, et se prépa-

rer ainsi pour l'avenir , afin que le jour du triomphe ne la surprît pas sans idées et sans but ?

Le dessein était formel et avoué. En commençant l'histoire de la société française au moment de ses convulsions, M. Louis Blanc s'annonçait comme l'avocat et le panégyriste des théories et des hommes de 1793. Au début de sa tâche, il s'écriait avec exaltation : « Oui, au souvenir de ces vivantes luttes de la pensée, qui eurent le bonheur des hommes pour objet final, l'échafaud pour instrument, les places publiques pour théâtre et pour témoin le monde épouvanté ; au moment de réveiller de leur commun sommeil pour les replacer face à face au bord du gouffre qui les attira tous, maîtres et sujets, nobles, prêtres, plébéiens, sacrificateurs et victimes ; au moment de vous évoquer afin qu'on vous juge, ombres chères ou condamnées, tragiques fantômes, héros d'une épopée incomparable, j'ai peine, je l'avoue, à commander à mon émotion, et je me sens le cœur plein de respect et d'effroi. » Et il terminait le préambule de son livre par ces mots : « Magnanime révolte, vraiment unique, dans laquelle, à travers les âges et d'un cours inévitable, les révoltes du

passé sont venues se réunir et se perdre, comme font les fleuves dans la mer. »

C'était là le langage de l'esprit de parti dans ce qu'il pouvait avoir de plus fanatique. L'écrivain sera donc systématiquement partial, et il y aurait de la simplicité à s'en plaindre, puisqu'à ses yeux l'impartialité eût été chose coupable. Aussi avec quelle injustice pour le passé parle-t-il des temps antérieurs à la révolution ! Il dédaigne le passé, parce qu'il a été soumis au principe de l'autorité ; il ne méprise pas moins le présent, parce que l'individualisme y domine, et il aspire à l'avenir, parce qu'il appartient à la fraternité.

M. Louis Blanc n'a pas eu le temps de peindre l'époque fraternelle de 1793 : il en a été empêché par la révolution de 1848. Quelques heures encore avant le triomphe, il n'y croyait pas. Brusquement il fut mis en demeure, par un hasard fatal, de réaliser l'organisation du travail et de renouer avec les traditions démocratiques dont il s'était fait l'historien. On connaît ses tentatives et son naufrage. Théoricien superficiel, utopiste entêté, logicien sophistique, rhéteur brillant par son talent comme par sa jeunesse, il eût quelquefois rappelé Saint-Just, s'il en avait eu le bouillant

fanatisme. Mais à travers ses déclamations, le froid calculateur perçait toujours.

Les écarts de l'imagination ne sont pas moins funestes à l'histoire que les excès de l'esprit de secte et de parti. Quand il a entrepris d'écrire *l'Histoire de la révolution française*, M. Michelet n'a cédé à aucun motif d'ambition. Il a écrit quelque part qu'il ne voudrait jamais entrer dans la vie publique, déclarant qu'il s'était jugé, qu'il n'avait ni la santé, ni le talent, ni le maniement des hommes. Non ! c'est l'imagination qui a entraîné le savant écrivain, l'éloquent chroniqueur de Jeanne d'Arc dans le champ de l'histoire contemporaine ; au milieu de sa solitude, les passions de l'époque l'ont atteint et subjugué. Ce n'est pas un tribun qui s'emporte, c'est un artiste qui se trompe.

Dès qu'un homme de bonne foi, ayant plus de sensibilité que de raison, s'égare, ce n'est pas à demi. Dès que M. Michelet fut arraché à ses profondes études sur l'ancienne monarchie française par le désir d'écrire l'histoire de nos soixante dernières années, il semble que cette pensée, en l'obsédant, lui ait entièrement dérobé la vue et le sens de la réalité. La révolution ne fut plus à ses yeux un fait, un fait considérable qu'il fallait étudier sous toutes ses

faces ; elle devint quelque chose de mystique et de divin, *un esprit*. « Lui, il sait, dit M. Michelet en parlant de l'esprit de la révolution, et les autres n'ont pas su. Il contient leur secret, à tous les temps antérieurs. En lui seulement la France eut conscience d'elle-même. Dans tout moment de défaillance où nous semblons nous oublier, c'est là que nous devons nous chercher, nous ressaisir. Là se garde toujours pour nous le profond mystère de vie, l'inextinguible étincelle. » Voilà le mysticisme introduit dans l'histoire. L'auteur continue en nous révélant que cet esprit vivant, il le sent en lui, surtout lorsqu'il va se promener au Champ-de-Mars, qu'il s'assied sur l'herbe séchée, et qu'il respire le grand souffle qui court sur la plaine aride. Ce n'est plus là de l'histoire, c'est une rêverie, c'est une vision.

Maintenant, voici les conséquences de ce mysticisme. Visité par l'*esprit*, M. Michelet définit la révolution, l'avènement de la loi, la résurrection du droit, la réaction de la justice. Il se demande si la loi telle qu'elle apparut dans la révolution est conforme ou contraire à la loi religieuse qui la précéda ; en d'autres termes, si la révolution est chrétienne, ou antichrétienne, puis il arrive à cette assertion

que la révolution est nécessairement hostile au christianisme, et que l'un des deux principes doit dévorer l'autre. Et il en donne cette raison, c'est que s'il en était autrement, le dix-huitième siècle, les philosophes, les précurseurs, les maîtres de la révolution se seraient trompés, et qu'ils auraient fait tout autre chose que ce qu'ils ont voulu faire. Comme si c'eût été la première fois dans l'histoire que le résultat aurait trompé l'intention et l'effort de l'homme !

Dans M. Michelet la philosophie de l'histoire consiste dans une sorte d'illuminisme antichrétien, faisant de la révolution la loi des lois, pour laquelle la justice doit régner sur toute la terre. Déjà dans le livre du *Peuple*, il avait dit qu'il n'y avait plus d'autre religion que le culte de la France, qu'il ne reconnaissait plus que l'incarnation de 1789, et que Dieu n'avait plus d'autre autel que l'autel de la patrie.

La pente des idées fausses est irrésistible, et elle emporte surtout jusqu'aux conséquences extrêmes ceux qui se livrent à l'erreur avec plus d'abandon et de sincérité. N'est-ce pas un curieux spectacle de voir M. Michelet, à travers toute son érudition, arriver au même ré-

sultat que M. Eugène Sue ? A quoi donc sert la science , si elle ne vous préserve pas de ces aberrations vulgaires qui dégradent l'esprit et outragent la vérité ?

Le dogmatisme révolutionnaire de M. Michelet cause d'autant plus de regrets qu'on trouve dans ses pages d'incontestables preuves d'un vrai talent. Cette imagination qui l'égare si fort dans les généralités de l'histoire et de la pensée s'inspire parfois d'une manière heureuse dans le récit de quelques faits , dans l'expression de certains détails. Il a de temps à autre le sentiment profond des instincts populaires , de la misère du pauvre , des croyances des masses. Ce n'est point un peintre de mœurs complet ; il n'a pour cela ni l'esprit assez libre ni la raison assez ferme. Mais il y a dans ses pages des mots éloquents , des accidents lumineux.

Avec M. Michelet on n'apprend pas l'histoire , mais on rêve à l'histoire. L'esprit est lancé dans un vaporeux infini : il peut souvent se donner le plaisir de rendre aux faits leur valeur réelle , aux personnages leur véritable physionomie ; c'est un utile travail. On se trouve ainsi critiquer pied à pied un auteur qui certes n'est pas médiocre , mais qui a be-

soin d'être contrôlé, contredit presque à chaque pas.

Dans cette corruption générale de l'histoire qui est un des caractères de notre temps, signalerons-nous les livres informes, triste enfantement des journées de février, dans lesquels on a prétendu imposer à la France et à la postérité, le jugement qu'elles devront porter sur la révolution? Parlerons-nous aussi des révélations de certains complices? Celles-là ont au moins le mérite d'une vérité que plus tard un historien digne de ce nom fera briller en la purifiant.

Il serait injuste de ne pas rappeler que de louables et d'énergiques efforts ont réagi contre l'histoire défigurée par les passions révolutionnaires, et que des talents vigoureux sont entrés en lice contre cette dangereuse littérature. Mais, s'il faut dire toute notre pensée, nous ne croyons pas qu'une véritable histoire de la révolution française soit encore possible. On ne peut pas l'écrire, parce qu'elle n'est pas finie, parce que nous sommes au milieu de ses développements et de ses crises.

Oui, nous sommes en pleine mer, et les tempêtes ne nous épargnent pas. « Il y a plaisir, a dit Pascal, d'être dans un vaisseau battu

de l'orage , lorsqu'on est assuré qu'il ne périra point. » Mais c'est aujourd'hui un plaisir qui fait trembler : avons-nous bien l'assurance de ne pas périr ? Serons-nous engloutis, ou trouverons-nous quelque port heureux ? Or , une histoire ne peut être vraiment écrite , que lorsque l'on est en possession de son dénouement. Quel sera-t-il ? Régénération ou décadence ?

Ce n'est pas aujourd'hui le moment d'une histoire générale de la révolution , mais c'est l'heure des travaux partiels , des révélations , des mémoires. En disparaissant , les grands auteurs laissent leurs testaments. Nous pouvons mettre à leur tête le roi Louis-Philippe , dont le témoignage est indispensable pour l'histoire de cette première moitié du siècle. Dans quelques années on saura comment M. de Talleyrand a entendu dire la vérité. Nous pouvons compter sur les mémoires de quelques hommes d'État comme MM. Molé et Pasquier.

Sans doute les principaux ministres du roi Louis-Philippe auront quelques confidences à laisser après eux. Cependant l'histoire se fait tous les jours ; la révolution marche , la France et le monde s'agitent dans une des crises les

plus décisives qu'ait encore traversées le genre humain. Instruisons-nous à un pareil spectacle, mais ne nous hâtons pas d'improviser des arrêts dont se riraient l'avenir et la postérité.

## XVI

### CONCLUSION.

Depuis un siècle et demi, l'esprit européen, et surtout l'esprit français, a contracté le pli, l'habitude de la négation et de la lutte. Le scepticisme, dont Bayle fut le propagateur érudit et ingénieux, pénétra partout. Il n'habita plus seulement le cerveau des lettrés, mais il circula dans toutes les veines du corps social. Ce qui pour les intelligences d'élite était un doute savant, doute volontaire et réfléchi qui

demande à la raison beaucoup de force, devint chez les masses une disposition à ne rien croire, disposition qui s'invétéra et à laquelle elles s'abandonnèrent comme à un plaisir.

De ne rien croire à tout détruire, la conséquence est rigoureuse. Comment ceux, dans l'âme desquels toutes les croyances sont tombées, ne se sentiraient-ils pas, à l'égard du passé, saisis d'un inexorable dédain? Pourquoi laisseraient-ils debout des institutions longtemps vénérées, qui ne sont plus à leurs yeux que des simulacres vides et, pour ainsi parler, d'impuissantes idoles? C'est alors que le monde est effrayé par le spectacle du déchaînement des passions révolutionnaires qui, dans cette première époque, ont comme une terrible ingénuité. Ceux qu'elles enflamment sont convaincus que rien n'est plus légitime ni ne saurait être plus beau que de tout renverser, et ils redoublent leurs coups. Le fanatisme tourne à la fureur, l'esprit de révolte monte jusqu'à l'enthousiasme. Des physionomies cruelles, des caractères d'une grandeur sinistre apparaissent, et l'homme porte dans le crime une audace, une intrépidité qui semblent lui ôter quelque chose de sa sanguinaire laideur.

Nécessairement , cette violence de passions est courte. La révolution, si impétueusement entamée , a des répit, des haltes. Du sein même du chaos et de l'anarchie sortent des ébauches de gouvernement, des essais de pouvoir. Mais l'esprit de révolte persiste ; il n'attaque pas moins l'autorité nouvelle qu'il n'a assailli l'ancienne ; il s'insurge sans relâche , sans trêve, et comme il a devant lui un idéal qui ne sera jamais assouvi, quiconque voudra poser une limite, une digue, l'aura pour éternel adversaire. Combien de fois depuis soixante ans les révolutionnaires ne se sont-ils pas livrés à ces haines intestines, à ces dissensions acharnées !

Cependant, par une contagion plus ou moins latente, mais générale, mais irrésistible, l'esprit de la révolution envahit ceux mêmes qui semblaient devoir le plus échapper à ses atteintes. On vit les défenseurs naturels du pouvoir, ses soutiens nécessaires, l'attaquer ouvertement ; ils trouvaient qu'en prenant ce parti, ils jouaient un plus grand rôle. Cette preuve de l'empire exercé par le génie révolutionnaire est-elle assez éclatante ? Il fit des prosélytes, il se créa des complices parmi ceux dont il devait ruiner la cause et les plus

chères espérances. Cette ironie, cette mystification amère, sont un des traits particuliers de l'histoire de nos jours.

La restauration semblait s'asseoir. Par une guerre habilement entreprise, elle avait raffermi en Espagne le trône du roi Ferdinand, et en Europe sa propre autorité. C'est alors que les royalistes, au lieu de mériter ce retour de la fortune et de le prolonger par une imposante et sincère union, se divisèrent. M. de Villèle proscrivit M. de Chateaubriand, et celui-ci se mit à chercher une vengeance retentissante. Il l'eût bientôt trouvée dans les colonnes d'un journal où il répétait chaque matin à M. de Villèle que l'opinion qu'il méprisait minait le terrain autour de lui, qu'elle sapait les fondements de sa puissance, et que bientôt, étendant sur lui une main redoutable, elle le saisirait au milieu de ses flatteurs et le jetterait à sa porte, où l'attendait un public inexorable. Quelques années après, les colères de l'opinion passaient par-dessus tous les ministres pour frapper le roi et la monarchie, et c'était un royaliste qui les avait allumées.

La bourgeoisie s'était identifiée dans une royauté qu'elle avait choisie, et qui exprimait

ses tendances et son esprit. La bourgeoisie a renversé elle-même le pouvoir qu'elle avait élevé. Tous ont mis la main dans cette destruction. Les plus habiles et les plus considérables des bourgeois, comme les plus petits et les plus bornés, les coalisés et les ambitieux du parlement, non moins que les boutiquiers démocrates.

Quand un fait est aussi général, il a des causes profondes. J'en vois deux principales : c'est d'abord cette habitude de négation et de lutte dont nous parlions au début, et qui s'est emparé des esprits avec tant de puissance qu'il les entraîne et les modifie même à leur insu. Il y faut joindre les défauts du génie national : la légèreté, l'inconstance, l'éternel amour de la contradiction, une vanité toujours inquiète. C'est ainsi que par des raisons générales et nos propensions gauloises nous avons été jusqu'à présent le peuple le plus révolutionnaire de l'Europe.

Et cependant, par sa nature même, le génie français comprend admirablement ce qui est le plus opposé aux tendances révolutionnaires, c'est-à-dire l'ordre et l'affirmation, et il doit à cette intelligence les plus glorieux moments de son histoire politique et intellectuelle.

L'ordre est la première de toutes les idées : c'est l'affirmation de l'être et comme l'expression de Dieu. Ce fait primitif a toujours été senti par la conscience du genre humain. Quand la sagesse antique a voulu expliquer la cause qui a porté le suprême ordonnateur à produire et à composer l'univers, elle nous montre Dieu prenant la masse des choses visibles qui s'agitait d'un mouvement sans frein et sans règle, et du chaos faisant sortir l'ordre. Or, suivant la tradition recueillie par Platon, celui qui est parfait en bonté n'a pu rien faire qui ne fût très-bon. Il trouva que de toutes les choses visibles il ne pouvait absolument tirer aucun ouvrage qui fût plus beau qu'un être intelligent, et que dans aucun être il ne pouvait y avoir d'intelligence sans âme. En conséquence, il mit l'intelligence dans l'âme, l'âme dans le corps, et il organisa l'univers de manière à ce qu'il fût, par sa constitution même, l'ouvrage le plus beau et le plus parfait.

La pensée moderne n'a pas surpassé la manière de concevoir et de parler des anciens, qui désignaient l'univers par un mot signifiant à la fois ordre et beauté. Merveilleuse richesse de langage, qui fait si bien entendre la nature

de l'ordre et sa fécondité ! Par son essence , l'ordre est vivant , harmonique et progressif.

L'ordre se forme , règne et se développe. S'il est troublé par quelque perturbation inhérente à l'imperfection des choses , il tend à se reformer. C'est sa tendance infaillible, son éternelle loi.

N'est-ce pas là le spectacle que nous présente la nature ? Par quelle triste inconséquence le génie moderne , qui l'étudie avec tant d'ardeur et de succès , n'en recueille-t-il pas cet enseignement suprême que le monde moral doit être ordonné comme le monde physique ? Pourquoi ne nous inspirons-nous pas davantage de cette admirable sérénité qui dictait à Plutarque ces belles paroles : « Ce monde est le temple le plus saint et le plus digne de la majesté de Dieu. L'homme y est introduit à sa naissance , pour y contempler , non des statues immobiles , ouvrages de la main des hommes , mais des œuvres que l'intelligence divine a créées , qui sont les images sensibles des substances invisibles , qui ont en elles-mêmes le principe de leur mouvement et de leur vie , le soleil , la lune , les étoiles , les fleuves , dont les eaux courantes se renouvellent sans cesse , et la terre , qui fournit aux

animaux et aux plantes une abondante nourriture. La contemplation de ces grands objets est pour nous l'initiation la plus parfaite, et doit répandre sur notre vie un calme et une joie inaltérables. »

La science moderne est plus inquiète, et je dirais volontiers moins philosophe. Elle ne recueille pas assez ce qui devrait être la récompense de ses travaux, le sentiment profond et tranquille de l'infini.

Mais, d'un autre côté, que d'observations lumineuses, que d'admirables découvertes ont agrandi pour l'homme, depuis soixante ans, la connaissance et la possession du globe ! Il faut le reconnaître, c'est surtout dans les sciences mathématiques et physiques que se montre de nos jours la force de l'esprit humain. Dans les sciences morales et politiques, il a fait trop de faux pas et de chutes.

Pour le développement des sciences mathématiques et physiques, il y a du dix-huitième siècle au nôtre un admirable enchaînement. A Euler succèdent Lagrange et Laplace. C'est au milieu des convulsions des sociétés que ce dernier publie l'*Exposition du système du monde*, promulgue les lois éternelles de l'univers, et remonte non point par la foi, mais par

le calcul à une cause primitive commune. La connaissance du temps, la chronologie n'est pas moins éclairée que l'espace par l'astronomie qui, entre les mains des contemporains, contrôle les observations et la science antique et en reconnaît la justesse.

Les sciences naturelles n'ont pas interrompu leurs développements depuis le moment où Cuvier en exposait les découvertes à Napoléon en son conseil d'État. A cette époque, ce grand naturaliste rappelait comment la marche des affinités chimiques avait été expliquée; comment l'électricité galvanique avait ouvert des régions toutes nouvelles, comment la chaleur avait reçu des lois rigoureuses; comment la physiologie des corps vivants avait reçu de la chimie les éclaircissements les plus inattendus; comment enfin l'anatomie comparée avait déterré et recréé des espèces inconnues, enfouies dans les couches du globe. Les progrès qui se sont accomplis depuis l'instant où Cuvier offrait à Napoléon son lumineux résumé demanderaient un autre rapport écrit avec la même autorité.

Et depuis trente ans les progrès ont été marqués d'un caractère nouveau : ils ont ouvert la période des grandes applications des

sciences. Tourner toutes les puissances de la nature à la plus grande utilité de l'homme, voilà le but qu'elles se sont proposé, et nous pouvons déjà dire avec quel succès. Les distances qui séparent les peuples et les émisphères disparaissent : les conditions du temps et de l'espace changent tous les jours par la puissance des nouvelles forces motrices. Ne sont-ce pas là des gages assurés du bien-être progressif du genre humain ?

Malheureusement l'impatience des masses ne se résout pas à attendre ces résultats, et sous ce rapport la déception des savants qui ont trop compté sur la raison humaine ne laisse pas d'être douloureuse. Ils se sont glorifiés de conduire l'esprit humain à sa plus noble destination, la connaissance de la vérité ; de soustraire les hommes à l'empire des préjugés et des passions, de faire marcher enfin la civilisation dans les voies d'une pacifique perfectibilité. A ces espérances, les furcurs et les cris des insurrections populaires ont répondu.

C'est qu'il y a dans la force du génie révolutionnaire une intensité que beaucoup ne soupçonnaient pas. Contre l'attente des gens qui semblaient le plus éclairés, il a réussi depuis deux ans à troubler de nouveau l'Europe

et la France. Combien de fois n'avait-on pas dit soit avant 1830, soit avant 1848, que la révolution était terminée, et cependant à deux reprises elle a mis les peuples en mouvement et des trônes en ruines.

A coup sûr une pareille force ne saurait être méconnue : il importe au contraire de la bien comprendre et de la bien définir. Or, dans l'ordre des faits moraux, la révolution est un immense accident qu'on a voulu à tort élever à la dignité d'une loi. Presque tous, nous avons plus ou moins trempé dans cette erreur, et nous devons redresser notre jugement sur ce point.

Pour tout le monde, politiques, penseurs et artistes, il faut sortir de cette voie. Il faut chercher la vie morale ailleurs que dans l'excitation fiévreuse des révolutions. C'est aux sources mêmes du vrai et du beau qu'il faut remonter.

D'ailleurs, et c'est un indice qui doit nous encourager puissamment, il y a encore dans les institutions essentielles, dans les assises et dans les principes de la société moderne et chrétienne, une grande force de résistance et de durée. A force d'être insulté, assailli, le passé s'est réveillé de sa léthargie. Il s'est de-

mandé s'il n'était pas , après tout , l'histoire et l'expérience du genre humain , s'il n'était pas l'humanité elle-même , instruite et mûrie par de longues épreuves. Aujourd'hui , il consent aux transformations nécessaires, conduites avec sagesse, mais il a résolu de se défendre contre de stupides violences. Il a commencé.

Parmi les principes que ses plus furieuses tempêtes n'ont pas déracinés , on doit mettre surtout la religion. Cette persistance irrite au plus haut point certains révolutionnaires qui se piquent d'être philosophes et d'aller au fond des choses. Aussi se promettent-ils bien de ne pas laisser à la religion et à l'Église leur immutabilité. C'est la dernière digue : ils veulent la rompre.

Ce sera une nouvelle phase de la révolution. Elle ne se contentera plus de la sphère politique , elle ambitionnera de pénétrer dans la sphère religieuse. Il y aura là des luttes nouvelles qui feront toucher au doigt la valeur de bien des choses , et pour lesquelles les esprits qui se sentent doués de quelque prévoyance et de quelque vigueur peuvent se préparer.

En attendant , si nous jetons un dernier coup d'œil sur la moitié du siècle que nous venons de traverser, les faits proclament hau-

tement la stérilité finale des théories et des écoles qui, pendant trente ans, ont occupé la scène. Les talents, même les plus notables, n'ont pas échappé à l'avortement.

L'imitation de la constitution anglaise a été rédigée en système, et a fait à d'éminents esprits une illusion telle, qu'elle leur paraissait le dernier mot de la science politique. On ne s'apercevait pas qu'on violentait ainsi d'une manière étrange le génie et les mœurs de la France. On affaiblissait le pouvoir central et unitaire, qui est le premier besoin d'un peuple mobile et passionné. Organiser contre ce pouvoir une opposition permanente et légale, n'était-ce pas ouvrir à la *furia francese* une carrière dont elle franchirait inévitablement les limites pour tomber dans l'abîme? Puis on commettait cet autre contre-sens de charger une bourgeoisie inexpérimentée d'un fardeau que porte à grand'peine la plus habile aristocratie politique de l'Europe. On lui donnait un vaste empire à gouverner. La plus haute prétention du constitutionalisme était d'éviter une révolution, et deux fois il a fait naufrage. Par l'imprudence de ses combinaisons, il n'a pas peu contribué à provoquer les explosions qu'il se vantait de prévenir.

Nous ne trouvons pas moins de mécomptes du côté de la philosophie. On était entré en campagne au nom d'une réaction nécessaire contre les tendances du dix-huitième siècle. On avait commencé par lever l'étendard d'un spiritualisme stoïque, mais on s'abandonna bientôt à une impartialité énervante. On professa l'horreur de tout dogmatisme pour se complaire dans l'érudition. On se fit fort de démontrer qu'il y avait place dans l'esprit humain pour toutes les philosophies, pour celle d'Aristote comme pour celle de Platon, pour celle d'Épicure comme pour celle de Zénon, et même pour un peu de scepticisme combiné avec un peu de mysticisme. L'éclectisme disait comme Sosie :

Messieurs, ami de tout le monde.

C'est bien : mais en voulant être agréable à chacun, on finit par ne plus convaincre personne. Les esprits les plus vigoureux répudièrent une aussi banale tolérance et se mirent avec leurs propres forces à chercher la vérité. Les plus faibles, ceux surtout qu'il aurait fallu retremper par un énergique dogmatisme, conclurent de cette équation entre les systèmes à l'impossibilité d'entrer en possession du vrai.

C'est ainsi que le scepticisme, auquel notre siècle n'était déjà que trop enclin, a reçu comme une consécration métaphysique et a pu étendre partout, avec une sorte d'autorité, sa morbide influence. Triste dénouement pour une philosophie qui s'était annoncée comme l'antagoniste du matérialisme, et qui n'a plus même comme celui-ci l'excuse de la passion dans l'erreur.

Qu'est devenu le romantisme novateur qui prétendait, il y a vingt-cinq ans, doter la France d'une littérature par laquelle le dix-septième siècle se trouverait éclipsé? L'espace ne lui a pas manqué pour produire ses théories et ses chefs-d'œuvre. Il a pu tout à son aise enseigner le grotesque et en donner des exemples. Le matérialisme dans l'art a eu pleine licence. Un moment il a causé quelque surprise, puis la satiété est venue vite. C'est l'inséparable compagne de la bizarrerie et de la laideur en littérature. Comme s'il eût rougi de s'être montré frivole par le culte exclusif de la forme, le romantisme se fit révolutionnaire, et nous l'avons vu sous cette face descendre à tous les excès. C'était une singulière façon de lutter, de rivaliser avec le grand siècle des lettres françaises. Dans les deux époques du

romantisme, soit qu'il ait obéi à toutes ses fantaisies, soit qu'il se soit mis sous le joug des passions démagogiques, il faut faire la part des erreurs de la théorie et du talent des artistes. Les meilleures œuvres de ceux-ci, et il y en a d'éclatantes, sont précisément celles où l'esprit de système a le moins pénétré, où le poète, le romancier se sont abandonnés à leur verve avec le plus de naturel. Quant au romantisme considéré comme école, il s'est détruit, condamné lui-même par ses prétentions dogmatiques et ses prédications révolutionnaires.

Il serait temps de revenir à des idées plus pures et aussi plus fécondes. N'y a-t-il pas dans la littérature un fond permanent et des formes variables ? Le fond, c'est la nature humaine avec ses aspirations idéales et sa réalité, nature qui, à travers les siècles et sous tous les climats, ne change pas dans ses traits essentiels. La forme variable, c'est le costume, ce sont les accidents et les caprices politiques d'un peuple, ses opinions, ses fantaisies, ses modes, enfin tous les signes extérieurs par lesquels il exprime ses penchants et ses goûts.

Il y a des artistes, et de nos jours ils sont nombreux, qui se préoccupent plus des formes variables que du fond permanent. Ils s'é-

puisent dans les détails et dans les dernières minuties de la mise en scène. Ils peignent de préférence, et ils flattent dans leurs peintures les passions de circonstance. Ce qu'ils représentent surtout, ce sont les personnages de tel pays, de telle époque, de tel moment, avec tous les accessoires les plus fugitifs. De pareils tableaux au premier abord enchangent la curiosité, mais dès qu'elle est satisfaite, elle se détourne de ce qu'elle a vu, et n'y retourne pas. Rien ne se fane plus vite que ces images si matériellement fidèles, et souvent ceux qui les tracent n'ont qu'une vogue éphémère.

Cependant de plus profonds observateurs, qui ont reçu du ciel le don de création poétique, interrogent et dérivent la nature humaine dans ses traits et ses propriétés de tous les temps. Ils peignent l'homme avec ses passions toujours les mêmes et toujours nouvelles, avec ses travers intimes, avec les qualités immuables et communes de l'humanité. Alors, même à la distance des siècles et des climats, l'homme se reconnaît; l'émotion le gagne, sérieuse, agréable ou triste, mais profonde, et ne s'évanouissant pas comme un nuage, comme un caprice. Au contraire, l'homme, une fois intéressé par sa propre pein-

ture, y revient sans cesse ; il ne se fatigue pas de relire ceux qui l'ont si bien révélé à lui-même : voilà pourquoi Shakspeare et Molière ne vieillissent pas ; voilà pourquoi la Fontaine, Montaigne et Tacite sont en partage de la même jeunesse. Nous venons de nommer les écrivains qui s'adressent le plus directement au cœur de l'homme.

Entre la partie permanente et la partie accidentelle de la littérature, les jeunes auteurs ne doivent pas balancer dans l'intérêt de leur avenir. Le matérialisme de l'art n'a plus rien à produire : il est arrivé au dernier terme de ses effets et de ses écarts. Il n'y a plus de vraie puissance à exercer que par le culte de l'idéal et de l'indivisible. C'est seulement à ces sources qu'on peut puiser aujourd'hui la vie ; c'est le moment de comprendre et d'appliquer cette profonde parole de saint Thomas : *Omne mobile à principio immobili*.

A prendre les choses au point de vue le plus général, plus les révolutions ont accumulé de ruines, plus elles ont mis à découvert les fondements des choses. Ce qui reste debout au milieu de tout ce qui tombe, c'est la nature humaine avec sa puissance et ses qualités permanentes, c'est la nature des choses avec ses

invincibles exigences. C'est là qu'il faut chercher des forces contre l'entraînement des révolutions.

Sans doute, il y a lutte entre les intérêts et les appétits, mais l'issue dépend d'une autre lutte non moins vive et plus haute, celle des croyances et des idées. Nous n'ignorons pas que pour plusieurs cette dernière est chimérique. Cependant, depuis la fin du moyen âge elle remue assez le monde pour que tous, aujourd'hui, veuillent l'apercevoir.

La révolution ne nous a que trop montré sa puissance; mais il y a une chose plus puissante qu'elle : la vérité. Recueillons au moins de nos épreuves ce bénéfice, d'avoir reconnu la vanité des doctrines et des solutions qu'on nous donnait pour bonnes et solides ; au moins elles ne viendront plus s'interposer entre nous et la réalité.

Il vaut mieux recommencer une étude que de la continuer dans la voie de l'erreur. Il se trouve qu'au milieu de notre siècle des événements terribles ont éclaté, qui nous ont tiré d'un sommeil trompeur, qui ont mis au néant de faibles pouvoirs et de fausses doctrines, et qui nous ont contraints à confesser notre imprévoyance. Il vaut mieux voir dans ces re-

doutables crises un avertissement de la Providence qui nous appelle à de nouveaux efforts, que l'impitoyable atteinte d'une aveugle fatalité sous laquelle il faudrait baisser tristement la tête.

FIN.

## TABLE DES MATIÈRES.

---

|                                                                                    |      |
|------------------------------------------------------------------------------------|------|
| I. . . . .                                                                         | P. 5 |
| II. Napoléon. — Chateaubriand. . . . .                                             | 13   |
| III. M. Victor Hugo. — Le poëte . . . . .                                          | 27   |
| IV. M. Victor Hugo. — L'homme politique. . .                                       | 45   |
| V. M. de Lamartine. — Le poëte chrétien et<br>humanitaire . . . . .                | 61   |
| VI. M. de Lamartine. — L'orateur conserva-<br>teur et révolutionnaire. . . . .     | 79   |
| VII. Les croyances religieuses au commence-<br>ment du siècle . . . . .            | 97   |
| VIII. M. l'abbé F. de Lamennais pendant la res-<br>tauration . . . . .             | 113  |
| IX. M. de Lamennais depuis 1850. — Puis-<br>sance sociale de la religion . . . . . | 151  |
| X. L'éclectisme . . . . .                                                          | 149  |
| XI. Le scepticisme. . . . .                                                        | 167  |
| XII. Le constitutionalisme . . . . .                                               | 183  |
| XIII. Impuissance et naufrage du système par-<br>lementaire . . . . .              | 203  |
| XIV. Le roman démagogique. . . . .                                                 | 221  |
| XV. Corruption de l'histoire. . . . .                                              | 257  |
| XVI. Conclusion . . . . .                                                          | 257  |

FIN DE LA TABLE.

005802459



## Nouvelles publications.

- BEAU DÉMON, par M. Paul Féval. 2 vol. in-18.
- CELAISSETTE, par M. Ch. Paul de Kock. In-18. Tomes 1 et 2.
- MÉLANGES D'ÉCONOMIE POLITIQUE, par M. F. Basset. 2 vol. in-12.
- SOPHISMES ÉCONOMIQUES, par le même. Un vol. in-12.
- CAPITAL, RENTE ET GRATUITÉ DU CRÉDIT, par le même. Un vol. in-12.
- LA TULIPE NOIRE, par Alexandre Dumas. 2 vol. in-18.
- MADAME DE L... par madame Marie Aycard. 3 vol. in-18.
- LE COUREUR DES ROIS, par M. G. Ferry. 7 vol. in-18.
- LE FORESTIER, par M. James. Traduit de l'anglais. 3 vol. in-18.
- SOUVENIRS DE COPPERFIELD, par M. Charles Dickens. Traduit de l'anglais. In-18. Tomes 1 à 5.
- NOUVELLES CONFIDENCES, par M. Alphonse de Lamartine. Un vol. in-18.
- UNE HISTOIRE HOLLANDAISE, par Mme \*\*\* (extrait de la Revue des Deux Mondes). Un vol. in-18.
- JEAN ET JEANNETTE, par Théophile Gautier. Un vol. in-18.
- LE VENGEUR DU MARI, par M. Emmanuel Gonzales. In-18. Tomes 1 et 2.
- LE CHALE NOIR, par Alcega. In-18.
- HENRIETTE, par M. d'Israeli. Traduit de l'anglais par MM. Lechevalier et Paul Mercur. 2 vol. in-18.
- PICCIOLA, par M. A. B. Solenne. Sixième édition. revue et corrigée. Un vol. in-12.
- PRINCIPES D'HISTOIRE ANCIENNE, par H. G. Muller. Traduit de l'anglais. 3 vol. in-12.

HISTOIRE

DE LA

DOMINATION ROMAINE

EN JUDEE,

ET DE LA

RUINE DE JERUSALEM.

PAR J. SALVADOR.

TOME TROISIEME.



BRUXELLES.

MELINE, CANS ET COMPAGNIE.

L'IMPRIMERIE.

MESE MAISON. J. P. MELINE.

1847



